

Les Cahiers du CRIEC

37

Immigration, diversité ethnoculturelle
et citoyenneté

Actes du colloque international et interdisciplinaire 2015
pour étudiants et nouveaux chercheurs

Anne-Marie D'Aoust
Valérie Amireault

Juin 2015

Anne-Marie D'Aoust, Valérie Amireault (2015)
Immigration, diversité ethnoculturelle et citoyenneté

Actes de colloque

Dépôt à la Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 978-2-921600-37-8

Ce document est disponible au :

Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC)

Département de sociologie, UQAM
C.P. 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-3000 poste 3318
Télécopieur : (514) 987-4638
Courriel : criec@uqam.ca
Page web : www.criec.uqam.ca

Édition et montage

Sabrina Dumais
Victor Alexandre Reyes Bruneau

Féminin - masculin

Tous les termes qui renvoient à des personnes sont pris au sens générique; ils ont à la fois la valeur d'un masculin et d'un féminin.

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE ET CITOYENNETÉ

Actes du colloque interdisciplinaire et international
pour étudiants et nouveaux chercheurs 2015

Sous la direction de

Anne-Marie D'Aoust

Professeure, Département de science politique, Université du Québec à
Montréal

Membre régulier, Centre de recherche en immigration, ethnicité et
citoyenneté

Valérie Amireault

Professeure, Département de didactique des langues,
Université du Québec à Montréal

Membre régulier, Centre de recherche en immigration, ethnicité et
citoyenneté

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
ÊTRE-SOI/ÊTRE CHEZ SOI : REPRÉSENTATIONS, IDENTITÉS ET APPARTENANCES	2
L'APPROPRIATION DE L'IDENTIFICATION LATINO-AMÉRICAINE DANS LES ORGANISMES DES IMMIGRANTS AU QUÉBEC	3
<i>Guadalupe Escalante-Rengifo, Candidate au doctorat en communication publique, Université Laval</i>	
GAGNER SA VIE, GAGNER SA PLACE : INTÉGRATION SOCIOPROFESSIONNELLE	19
LE PTET-PS ARTICULATION POLITICO-INSTITUTIONNELLE D'ESPACES DE GESTION INFORMELS	20
<i>Sarah Girard, Maîtrise, Université du Québec à Montréal</i>	
POLITIQUES PUBLIQUES DES FLUX MIGRATOIRES : HOSPITALITÉ CONDITIONNELLE ?	36
CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE BELGE SUR L'INSTITUTION DU MARIAGE CHEZ LES PERSONNES D'ORIGINE TURQUE ET MAROCAINE À BRUXELLES	37
<i>Nawal Bensaïd, Doctorat, Université Libre de Bruxelles</i>	
LE RÔLE DES RÉSEAUX SOCIOPROFESSIONNELS DANS LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT ET D'INTÉGRATION EN EMPLOI DES IMMIGRANTS	51
<i>Christiana Simonsen, Maîtrise, Université de Montréal</i>	
LE CONCEPT D'INTÉGRATION : QUEL(S) RÔLE(S) POUR LA CONNAISSANCE DU FRANÇAIS DANS LES POLITIQUES D'INTÉGRATION LINGUISTIQUE FRANÇAISE, SUISSE ET QUÉBÉCOISE ?.....	71
<i>Coraline Pradeau, Doctorat, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3</i>	
VERS LA CONSTRUCTION D'UN CADRE ANALYTIQUE LIÉ À L'ÉTUDE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE DES IMMIGRANTS	89
<i>Bélinda BAH, doctorante, Département de sociologie, Université de Montréal</i>	

AVANT-PROPOS

Pour une sixième année consécutive, le Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a convié des étudiantes et étudiants des cycles supérieurs, ainsi que des chercheuses et chercheurs en début de carrière, à participer à un colloque international et interdisciplinaire portant sur l'immigration, la diversité ethnoculturelle et la citoyenneté. Ce colloque a eu lieu à l'UQAM, le 6 février 2015.

L'appel de communication a été entendu largement, puisque nous avons reçu près d'une centaine de propositions, et nous en avons sélectionné moins d'une quinzaine seulement, les plus à même de susciter un échange de grande qualité. Ces propositions émanent de conférencières qui nous viennent de plusieurs universités de renom : de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, de l'Université de Montréal, de l'Université Laval, de l'Université Libre de Bruxelles et de l'UQAM. Ce Cahier de recherche 37 présente les textes qui ont été évalués, acceptés et qui ont fait l'objet d'une présentation lors du colloque.

Je tiens à remercier les organisatrices du colloque et directrices de ces Actes, soit : Anne-Marie D'Aoust, professeure au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal et membre régulière du Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté, ainsi que Valérie Amireault, professeure au Département de didactique des langues de l'Université du Québec à Montréal et membre régulière du Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté

Je remercie également Sabrina Dumais, assistante de recherche du CRIEC, pour son aide dans la révision et la mise en page de ces Actes, ainsi que Victor Alexandre Reyes Bruneau, professionnel de recherche et coordonnateur du CRIEC également pour la révision et la mise en page, mais aussi pour son soutien à toutes les étapes de ce projet.

Sid Ahmed Soussi, professeur, Département de sociologie, UQAM et directeur du Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté, UQAM

**ÊTRE-SOI/ÊTRE CHEZ SOI :
REPRÉSENTATIONS, IDENTITÉS ET
APPARTENANCES**

L'APPROPRIATION DE L'IDENTIFICATION LATINO-AMÉRICAIN DANS LES ORGANISMES DES IMMIGRANTS AU QUÉBEC

Guadalupe Escalante-Rengifo, Candidate au doctorat en communication publique, Université Laval

INTRODUCTION

Cet article constitue une partie de notre thèse doctorale, qui porte sur la production discursive de l'appellation identitaire latino-américaine au Québec dans trois flux d'immigration, de 1973 à 2011. L'étude se déploie dans trois volets de recherche, à savoir le discours public administratif, la représentation dans la presse écrite québécoise francophone et les discours des leaders des organismes latino-américains au Québec. Nous présentons les résultats partiels du troisième volet de l'étude. Nous analysons les facteurs qui ont amené les fondateurs et leaders de ces associations et de ces centres – originaires des pays de l'Amérique du sud, centrale et du Mexique – à se réunir et à s'auto-identifier collectivement sous l'appellation latino-américaine. Au Canada, le terme latino-américain est utilisé couramment dans l'espace public (les médias, par exemple) et la littérature académique pour désigner indistinctement un groupe ethnique, une communauté ethnoculturelle ou, de manière individuelle, les immigrants des pays de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et du Mexique. Depuis 1986, le gouvernement du Canada utilise officiellement cette nomination identitaire pour classer un groupe de « minorité visible »¹, en tant que catégorie administrative, à propos de l'équité en matière d'emploi construite sur la base de deux critères : la race et la couleur de la peau.

Plusieurs études se sont questionnées sur la pertinence du terme latino-américain et sur l'ambiguïté du concept² (Recalde, 2002; Andrijevic, 2013). D'autres ont problématisé l'existence d'une communauté latino-américaine au Canada (Mata, 1987; Hartzman, 1991) et même le fait de désigner les Latino-Américains comme un groupe ethnique (Gilbert et Lee, 1986). Dans cette partie de la recherche, nous proposons un

¹ Comme l'explique Li (2000), pour le Recensement du Canada de 1986, Statistique Canada s'est servi de la catégorie « minorité visible », en y englobant dix groupes : Noirs, Indo-Pakistanaï, Chinois, Coréens, Japonais, Asiatiques du Sud-est, Philippins, habitants des autres îles du Pacifique, Asiatiques de l'Ouest et Arabes ainsi que Latino-Américains, à l'exception des Argentins et des Chiliens.

² Entre ces ambiguïtés figure l'utilisation indistincte des termes « latino-américain » ou « latino » et « hispanique ».

regard inversé : le passage des identifications prescrites externes aux identifications auto-définies.

ASPECTS CONCEPTUELS

Pourquoi s'organiser et s'auto-définir sous une appellation identitaire qui semble être imposée par la société d'accueil? Quel est le sens de cette nomination dans le contexte de l'immigration? Espiritu (1992) emploie le terme *pan-ethnicité* pour définir les liens de solidarité entre sous-groupes ethniques, c'est-à-dire entre immigrants originaires de différents pays, cultures et langues. D'après lui, « pan-mouvements involve shifts in levels of group identification from smaller boundaries to larger-level affiliations » (p. 2).

À l'heure actuelle, il existe un consensus pour soutenir l'idée que la production de la *pan-ethnicité* constitue le produit d'un ensemble de facteurs internes et externes au groupe en situation d'interaction (Padilla, 1985; Espiritu, 1992; Meintel, 1993; Jenkins, 1998). Padilla (1985) met l'accent sur le caractère situationnel de la conscience « latine » ou « hispanique ». Dans le même ordre d'idées, Espiritu (1992) argumente que l'affiliation ethnique n'est pas un choix volontaire, comme le proposent les théories instrumentalistes et culturalistes de l'ethnicité, mais qu'elle est fortement déterminée par la catégorisation politique de la diversité. Juteau (1999) distingue ainsi deux faces à toute frontière ethnique : une face interne, qui se construit par rapport à l'histoire et à la culture, et une face externe, qui se construit simultanément par rapport aux autres. Labelle et Lévy (1995) insistent sur le fait que « les frontières externes et internes de l'ethnicité varient selon les contextes, les environnements sociaux et politiques, et les relations sociales qui les traversent » (p. 198). Roth (2009) ajoute la variable transnationale dans la construction des identités *pan-ethniques*, l'auteure soulignant que l'identification latine peut se développer chez les individus qui n'ont jamais immigré. À partir d'une étude de cas à Puerto Rico et en République dominicaine, elle illustre la transmission de la *pan-ethnicité* latine à travers les médias hispanophones transfrontières et les contacts transnationaux.

Dans cette étude, l'auto-identification est comprise comme un processus d'attribution identitaire. Jenkins (1998) souligne l'importance de distinguer deux processus de l'attribution identitaire : l'identification du groupe (définition interne) et la catégorisation sociale (définition externe). D'après l'auteur, « la première se produit à

l'intérieur des frontières ethniques et la deuxième à l'extérieur et à travers elle [...] Même si la définition du groupe et la catégorisation sont deux processus distincts, elles demeurent inextricablement liées »³ (p. 23).

MÉTHODOLOGIE

Cette recherche s'inscrit dans le paradigme interprétatif de la méthodologie qualitative et plus précisément dans l'analyse de discours du point de vue de la sociologie de la connaissance (Keller, 2007 ; 2012). Cette approche met en relation la tradition socioconstructiviste de la sociologie de la connaissance et la réflexion théorique de Michel Foucault sur le discours. Le terme *discours* indique l'existence hypothétique d'une structuration spécifique des actes de langue dispersés dans le temps et l'espace territorial, social et symbolique; structuration qui permet de regrouper ces actes de langage comme faisant partie d'une même formation discursive (Keller, 2007 ; 2012). Ainsi, les récits des répondants sont compris comme une partie et une manifestation du discours de la catégorie latino-américaine, qui circule dans la société québécoise et non dans leur singularité concrète d'un acte d'énonciation particulier.

La démarche est basée sur des entretiens semi-dirigés auprès de représentants et représentantes des associations et des centres auto-identifiés sous l'appellation latino-américaine au Québec. Un total de 12 organismes ont été retenus pour cette étude (voir Tableau 1). Parmi eux, trois sont localisés à Québec, sept à Montréal, un à Laval et un dans le Haut-Richelieu. Nous avons interviewé 13 personnes : neuf (9) hommes et quatre (4) femmes. Les entretiens ont été menés en espagnol.

³ Notre traduction.

Tableau 1 : Caractéristiques des organismes latino-américains

Organisme	Date de création	Type d'activité
Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)	1976 (Montréal)	Droits humains
Mission catholique latino-américaine	1981 (Montréal)	Religieuse et culturelle
Centre des femmes de l'Amérique latine (CEFAL)	1981 (Ville de Québec)	Culturelle
Confédération des associations latino-américaines de Québec (Maison latino-américaine)	1984 (Ville de Québec)	Culturelle et service
Corporation culturelle latino-américaine de l'amitié (COCLA)	1984 (Montréal)	Service
Alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrants (ALAC)	1984 (Montréal)	Service
Centre d'orientation et de prévention d'alcoolisme et de toxicomanie pour les Latino-Américains (COPATLA)	1989 (Montréal)	Service
Association hispanophone de Laval	1993 (Laval)	Partage culturel et linguistique
Rincon latino	2002 (Ville de Québec)	Culturelle et artistique
Centre d'aide aux familles latino-américaines (CAFLA)	2003 (Montréal)	Service
Chambre de commerce latino-américaine du Québec (CCLAQ)	2007 (Montréal)	Entrepreneuriale, service et culturelle
Réseau latino-américain du Haut -Richelieu	2010 (Haut-Richelieu)	Culturelle

En raison de la façon dont les répondants se présentent au sein de ces organismes (représentants, fondateurs, coordinateurs, porte-paroles et *leaders*), nous nous sommes questionnées sur le terme le plus approprié pour les définir, sachant que certains d'entre eux ont un parcours de leadership communautaire et que d'autres n'ont qu'une présence professionnelle au sein de ces organismes. Tous les répondants ont néanmoins une connaissance du thème de l'immigration et parlent à partir d'une position de pouvoir. À cet égard, notre recherche emprunte la définition de *leader* proposée par Labelle et Lévis (1995), compris comme « des hommes et des femmes, définisseurs de situation et d'opinion, œuvrant comme membres actifs et influents au sein des conseils d'administration des associations à caractère ethnique » (p. 346).

Dans cet article, nous examinons les motivations et les circonstances de la création des associations et des centres auto-identifiés au Québec sous l'appellation latino-américaine, les tensions entre les nécessités de ces organismes et la politique de catégorisation d'organismes ethnoculturels ainsi que les référents de cette identification collective en situation d'immigration.

À L'ORIGINE : LES LIENS DE SOLIDARITÉ ET LA SOLLICITATION DU GOUVERNEMENT

L'émergence des organismes latino-américains au Québec, à partir de la fin des années 1970, est le résultat des initiatives d'un mouvement de solidarité des Québécois vers l'Amérique latine, des liens de solidarité entre immigrants et de la sollicitation du gouvernement du Québec.

La décennie 1970 a été la période des dictatures en Amérique du Sud. Elle a été aussi l'époque à laquelle le Québec a reçu des réfugiés politiques du Chili, de l'Argentine et de l'Uruguay. À ce flux d'immigration du cône sud se greffe une vague de ressortissants qui ont fui les guerres civiles de l'Amérique centrale, principalement du Salvador, durant les années 1980.

Les historiques des premiers organismes créés au Québec témoignent de l'émergence des mouvements de solidarité des Québécois pour la défense des droits humains dans les pays de l'Amérique latine ainsi que pour l'aide aux nouveaux venus de cette région. Le cas du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CHDAL), créé en 1976, illustre ce premier type de solidarité philanthropique forgée au Québec pour sensibiliser la communauté internationale, le Canada et le Québec, à la situation de violence que vivaient différents pays de l'Amérique du Sud dont le Chili est l'exemple emblématique. Del Pozo (2009) explique qu'au début des années 1970, des groupes de religieux et de syndicalistes étaient allés au Chili et avaient vécu les événements du coup d'État de Pinochet. En arrivant au Québec, ils avaient renforcé le mouvement de solidarité né après la crise politique au Chili avec « les récits des atrocités dont ils avaient été à la fois victimes et témoins » (p. 44). Un autre exemple est le cas du père Marcel Quirion, missionnaire de la Congrégation catholique des Oblats, qui avait passé près de 30 ans en Amérique latine. De retour à Montréal en 1980, il fonde l'année suivante le Carrefour latino-américain de Montréal (CLAM)⁴.

Au fil du temps, le CDHAL autant que le CLAM deviennent des organismes coordonnés ou dirigés par des immigrants. Autrement dit, dans une certaine mesure, ces liens philanthropiques des Québécois portaient les semences de l'identification latino-américaine au Québec avec laquelle plusieurs immigrants se sont accommodés et définis.

⁴ Cet organisme n'a pas participé à l'étude.

D'un autre côté émergent des liens de solidarité pan-ethniques pour affronter les contraintes du processus d'insertion socio-économique, faciliter l'intégration des nouveaux venus, socialiser en espagnol et garder un sentiment d'appartenance. La Mission catholique latino-américaine, la Confédération des associations latino-américaines de Québec, la Corporation culturelle latino-américaine de l'Amitié (COCLA) et l'ancienne Association latino-américaine de Côte-des-Neiges (AILAC) sont des organismes forgés à partir des liens de solidarité pan-ethniques. Le programme social de ces associations et centres, comme le souligne le président de l'actuelle Alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrants (ALAC⁵), s'inscrit dans la logique des mouvements communautaires au Québec, dont le bénévolat était un des principes de fonctionnement.

De même, le mandat de la plupart de ces organismes a été fortement influencé par un sentiment d'appartenance et de lutte contre les dictatures en Amérique latine. La plupart des fondateurs et des premiers membres étaient des réfugiés provenant du Chili, du Paraguay et du Salvador. La COCLA, par exemple, a été fondée par une activiste d'origine salvadorienne et la Confédération des associations latino-américaines de Québec, à l'initiative d'un groupe d'intellectuels réfugiés du Chili, du Paraguay, de l'Uruguay et du Salvador.

La sollicitation, par les organismes de l'État, a aussi été une motivation pour créer des organismes sous l'appellation identitaire latino-américaine. Le Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie pour les Latino-Américains (COPATLA) et le Centre des femmes de l'Amérique latine (CEFAL) ont été créés suite à la sollicitation des fonctionnaires du gouvernement. Le fondateur du COPATLA souligne qu'il a été sollicité par un fonctionnaire du Ministère de la Santé du Québec pour former le Centre afin d'aider la communauté latino-américaine. La création du CEFAL a, de son côté, été l'initiative d'une travailleuse sociale. Bertheleu (2001) souligne la participation, depuis les années 1970, de l'État dans l'organisation formelle des collectivités ethniques et le fait qu'elles étaient profondément structurées par les mesures étatiques de soutien. Il explique que « les plus importantes associations ont été sollicitées, lorsqu'elles ne s'étaient pas manifestées d'elles-mêmes » (p. 14). Dans le cas du COPATLA, par exemple, l'auto-identification sous l'appellation latino-

⁵ L'alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrants (ALAC) a remplacé l'Association des immigrants latino-américains de Côtes des neiges (AILAC).

américaine « [...] a répondu aux critères du Ministère de la Santé et n'a pas été liée à un sentiment d'appartenance identitaire [...] », selon le propos de son fondateur.

Les associations et centres fondés après la décennie 1980, dont les motivations répondent exclusivement au contexte post-migratoire, ont été forgés par des immigrants. Durant les années 1990, plusieurs de ces organismes ont réorienté leurs mandats à cause d'une série de tensions internes et externes aux groupes.

LA CATÉGORISATION ET LES CONTRAINTES ÉCONOMIQUES

L'historique des organismes qui ont participé à cette étude montre l'intervention des groupes religieux et de l'État dans la création des premiers centres et associations latino-américains au Québec. Les récits des répondants illustrent également comment, au fil du temps, la décision d'identifier l'organisme sous cette appellation identitaire ou de la retirer de son acronyme est fortement conditionnée par les contraintes de la politique de classification des organismes ethnoculturels et leurs critères de financement.

Tout semble indiquer que dans les années 1970 et 1980, les conditions de la création et du financement des organismes sous l'appellation latino-américaine étaient favorables. Les groupes religieux étaient étroitement liés à la fondation du CDHAL, de la Mission catholique latino-américaine, de la COCLA (1984) et d'autres organismes qui ont adopté cette appellation identitaire, comme le CLAM. Les récits des répondants témoignent de l'appui financier des communautés religieuses. Par exemple, dans ses premières années de fonctionnement, environ 80 % du budget du CDHAL était financé par une congrégation chrétienne, et la COCLA avait fonctionné pendant plusieurs années dans le sous-sol d'une église, selon les propos de ses représentants.

De plus, l'État faisait preuve d'ouverture en promouvant des organismes avec une identification culturelle forte et à l'appartenance identitaire marquée. Li (1999 ; 2000) explique que lorsque la politique fédérale du multiculturalisme a été institutionnalisée en 1971, elle a été décrite comme une politique destinée à permettre aux personnes de vivre dans la culture de leur choix. Cela s'est traduit par la promotion de nombreux programmes visant à aider les groupes ethniques à conserver leurs traditions, leur culture et leur langue (Li, 1999 ; 2000). Les récits des fondateurs de la Corporation des associations latino-américaines de Québec et du CEFAL témoignent de l'appui du gouvernement du Québec, durant les années 1980, à leurs activités culturelles.

Ce scénario change durant les années 1990. Il existe un consensus selon lequel cette politique de soutien des cultures minoritaires s'est transformée en une politique de promotion des liens civiques (Helly, 2000; Li, 2000; Bilge, 2004). Ces changements, explique Bilge (2004),

« [...] ne s'observent pas uniquement au niveau des discours politiques et de libellés d'organismes gouvernementaux, dont les ministères, mais se manifestent également dans les modes d'intervention des pouvoirs publics et d'attribution de ressources » (p. 164).

Une des manifestations de cette nouvelle politique est le soutien aux regroupements multiethniques au détriment des organismes mono-ethniques (Helley, 1996). Bilge (2004) affirme qu'au Québec, ces nouveaux critères de financement – qui avaient commencé à apparaître au niveau fédéral depuis 1970 (Helley, 1996) – ne se manifestent qu'à partir de la seconde moitié des années 1990. Les récits de certains répondants indiquent que ces critères ont aussi fait une différenciation plus saillante entre les organismes mono-ethniques et pluriethniques et qu'à ce jour, cela représente un fait déterminant dans la décision de nommer l'organisme sous l'appellation latino-américaine ou de retirer ce terme de son acronyme.

Il faut néanmoins signaler la différence entre les organismes culturels qui promeuvent une appartenance identitaire et les organismes qui offrent des services, même si, dans quelques cas, les premiers donnent quelques services quand les deuxièmes cherchent des revendications identitaires. En effet, pour ces derniers, l'obtention des subventions de l'État et des entités privées est vitale. Ainsi, les organismes de services sont plus dépendants des impératifs de la politique d'ethnisation du multiculturalisme, comme l'argumentent Landolt, Goldring et Bernhard (2009) dans une étude sur les organismes des immigrants latino-américains à Toronto.

Nous observons deux tendances dans l'historique de la plupart des centres latino-américains destinés à offrir des services : 1) le changement de nom des organismes mis sur pied sous l'appellation latino-américaine pour des noms plus généraux et 2) la mutation d'une association nationale vers un organisme latino-américain.

Un exemple de cette première tendance est celui de l'Association des immigrants latino-américains de Côtes des neiges (AILAC) qui, dans les années 1990, devient Association latino-américaine et multiethnique de Côte-des-Neiges (ALAC)

puis, à la fin de cette même décennie, retire le terme latino-américain de son acronyme. D'après le directeur de l'organisme, ce premier changement de nom répondait aux demandes des organismes subventionnaires, ces derniers demandant d'élargir le service pour inclure une clientèle multiethnique. Il explique que :

« [à] cette époque, il y a eu un changement d'orientation ministérielle, et le gouvernement a arrêté de financer les organismes mono-ethniques. Cette tendance se manifestait dans les pressions du gouvernement sur les associations et les centres offrant des services aux communautés multiethniques. Dans ce contexte, plusieurs organismes ont changé leur nom pour ne plus porter les stigmates du mono-ethnique. Certainement, dans plusieurs cas, les noms des organismes ont été une contrainte à l'obtention de subventions ».

Encore aujourd'hui, nous notons cette tendance. Par exemple, la Coopération culturelle latino-américaine de l'amitié (COCLA) planifie de changer de nom d'ici deux ans et de retirer le terme latino-américain de son acronyme afin d'obtenir plus de financement. Selon le président de l'organisme, « [...] le gouvernement toujours nous interpelle. Il nous a dit à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de financement pour un groupe spécifique latino-américain, pour une seule communauté ».

Le cas de la Chambre de commerce latino-américaine du Québec (CCLAQ) constitue un exemple de la deuxième tendance. À l'origine, elle était l'Association des professionnels colombiens de Québec (créée en 2003). Paradoxalement, ce changement d'identification répond, principalement, au même critère qui pousse d'autres organismes à supprimer le terme latino-américain de leur acronyme : le financement. À l'évidence, la classification entre organismes mono-ethniques et pluriethniques devient trompeuse pour les associations et les centres identifiés sous l'appellation latino-américaine. Tout semble indiquer qu'en fonction de la « lorgnette » par laquelle ils sont vus, ils sont classifiés comme mono-ethniques ou pluriethniques.

LES RÉFÉRENTS IDENTITAIRES : ENTRE LES SIMILITUDES, LES DIFFÉRENCES ET LE REGARD DE L'AUTRUI

Jenkins (1998) souligne que l'identification est un processus dialectique de similitudes et de différences. Nous observons que, pour la plupart des répondants, la différenciation interne du groupe est la première condition d'auto-identification comme Latino-Américains. Mais cette différenciation est complexe. D'un côté, émergent la diversité nationale, territoriale, culturelle, historique du groupe ainsi que les différences de statut social dans le pays d'origine. D'un autre côté, des différences affleurent dans leur nouvelle société : type d'immigrants (qualifiés et non qualifiés), niveau de scolarité et

différences symboliques de ce que signifie pour eux « latino » et « latino-américain », travailleurs temporaires ou en voie d'obtenir la citoyenneté.

Les rapports sociaux et les interactions en contexte d'immigration laissent place à la négociation. Les phrases suivantes permettent de mieux comprendre cette affirmation.

« S'auto-définir comme Latino-Américain signifie dépasser les frontières identitaires de la nation sans la nier [...] ».

« [...] Même si, entre les pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, il y a des conflits historiques irréconciliables, ici, ces divisions disparaîtraient ».

« Dans le processus d'immigration, dans une certaine mesure, les frontières artificielles entre les pays latino-américains se dissipent. Nous-mêmes, avec le temps, nous changeons notre identification dans l'espace public de notre nouvelle société. Nous ne nous identifions pas comme Chiliens, Mexicains ou Salvadoriens [...], nous finissons par nous auto-identifier comme Latinos, malgré nos différences ».

L'autre condition de l'auto-définition repose sur les similitudes. Les liens de solidarité et l'auto-définition s'alimentent de la langue, de la culture et des valeurs familiales, qui donnent à plusieurs nouveaux venus, de façon concrète et réelle, « un sentiment d'appartenance et de sécurité », comme l'explique le coordinateur de la Mission catholique latino-américaine. En ce sens, l'espagnol, le passé colonial et les valeurs familiales émergent, dans les récits de quelques répondants, comme les principaux éléments unificateurs.

Pour d'autres *leaders*, la situation de vulnérabilité (principalement les difficultés avec le français et l'accès aux emplois qualifiés) constitue l'élément unificateur. C'est pour cela que la décision de l'auto-définition est plutôt, comme le rappellent plusieurs *leaders*, « une stratégie de visibilité et de pouvoir », « une façon de négocier l'identité nationale pour adopter une identité collective plus influente », « une stratégie de revendication positive » et « pour être plus forts ».

De même, l'auto-définition prend son sens à partir des similitudes et des différences avec la société québécoise. Les valeurs familiales des Latino-Américains émergent comme éléments différenciateurs, tandis que les traditions religieuses catholiques et l'expressivité sont reconnues, par certains, comme des caractéristiques qui font des Québécois « les latinos du Nord⁶ ».

⁶ Victor Armony a développé cette relation dans son article *La « latinité » des Québécois à l'épreuve* (2007) et dans son livre *Quebec y sus inmigrantes* (2013).

La situation politique du Québec par rapport au Canada influence également l'identification de certains *leaders*, spécialement ceux qui ont vécu au Québec une grande partie de leur vie. Pour eux, s'auto-définir comme Latino-Américains et maintenir leur identité nationale ne les empêche pas de s'identifier comme Canadiens ou Québécois, dans un sentiment « plus civique » d'appartenance. Quelques *leaders* manifestent un sentiment de solidarité avec l'identité québécoise tandis que d'autres s'identifient comme Canadiens.

La façon dont les *leaders* analysent le regard de la société québécoise en général, et des médias de communication en particulier sur les Latino-américains⁷, est toujours présente dans l'auto-identification. D'un côté, il y a un consensus entre les *leaders* pour considérer que les Latino-Américains sont perçus de manière folklorique (cuisine, culture et musique), comme des gens chaleureux et sympathiques qui aiment danser, fêter et faire du bruit. De l'autre, plusieurs *leaders* trouvent que même s'il y a une perception des Latino-Américains plus positive que négative, ils sont vus comme des gens qui viennent effectuer des travaux non qualifiés de moindre qualité. La présidente du CEFAL mentionne, par exemple, que :

« [il] y a de différentes perceptions. Les plus scolarisés perçoivent les Latino-Américains comme des égaux. D'autres les perçoivent comme des personnes qui viennent pour offrir des services de qualité inférieure. Il est difficile pour plusieurs Québécois de concevoir que les Latino-Américains ont les mêmes capacités intellectuelles qu'eux. En général, ils associent les Latino-Américains aux travailleurs temporaires non qualifiés ».

Dans la même veine, l'ex-présidente de la Chambre de commerce latino-américaine de Québec, considère que :

« [les] Québécois ne voient pas les Latino-Américains comme ils voient les Italiens, les Grecs ou les Juifs, par exemple. Ils les voient comme des travailleurs agricoles, des agents d'entretien ménager, et comme des travailleurs de petites entreprises ».

Les *leaders* pensent aussi que les médias représentent les Latino-Américains à partir d'une vision folklorique. Ceux qui sont à Montréal ont un regard plus critique et considèrent que les Latino-Américains souffrent d'une couverture médiatique fondée

⁷ Lors des entretiens, pour amener les *leaders* à réfléchir sur l'auto perception et sur la perception qu'ils ont du regard de la société québécoise sur l'identification latino-américaine, nous avons emprunté de Jansen (1965) la notion « *Esoteric et exoteric factors* ». D'après Jansen (1965) « [...] the esoteric applies to what one group think of itself and what it supposes others think of it. The exoteric is what one group thinks of another and what it thinks that other group thinks it thinks » (p. 46). Nous sommes ici sur le terrain de l'*Esoteric*.

sur la violence, principalement celle des gangs de rue. Certains d'entre eux pensent que les médias nourrissent un imaginaire d'une Amérique latine pauvre, analphabète, sous-développée et violente. Ils croient qu'au-delà de cette représentation caricaturale, les Latino-Américains et l'Amérique latine ne sont pas visibles dans les médias.

Les référents transnationaux interviennent aussi dans la production de la pan-ethnicité latino-américaine. D'une part, il y a un désir de différenciation entre le sens péjoratif du concept *latino* des États-Unis et celui du Latino-Américain au Québec. D'autre part, l'identification avec la « grande patrie » latino-américaine se présente comme un point de repère transnational construit à l'intérieur de leur pays d'origine par le biais de l'école et de l'imaginaire de l'intégration continentale. Trois répondants rapportent que cette nomination était une deuxième identification dans leur pays d'origine. Le coordinateur du Rincon latino avance que :

« [au] Chili, le fait d'être Latino-Américain avait un sens plus discursif. Quand nous avons été à l'école, nous avons l'habitude de chanter l'hymne des Amériques qui disait « un chant d'amitié, de bonne volonté [...] Argentine, Brésil et Bolivie [...] » tous étaient pays de l'Amérique latine, mais ils l'étaient in abstracto. Quand on arrive ici et que l'on fait connaissance avec un Péruvien, un Colombien, on chante avec eux, on vit avec eux, on commence à concrétiser notre identification latino-américaine avec de vraies personnes [...] »

CONCLUSION

À l'inverse du mécanisme de catégorisation ethnique basé sur des critères réducteurs comme la langue ; l'auto-identification des organismes des immigrants au Québec sous l'appellation latino-américaine est un processus complexe, dynamique et, dans plusieurs cas, contradictoire. Le contexte dans lequel ils émergent montre que l'identification des premières associations et des premiers centres n'a pas été seulement un processus de définition pan-ethnique, mais qu'elle a été aussi attribuée par des groupes religieux et par l'État. Autrement dit, ces organismes sont nés des impératifs internes et externes au groupe, pour lequel la catégorisation joue un rôle clé.

Comme tout processus d'auto-définition, le regard de la société québécoise sur les immigrants intervient dans la décision des organismes de se nommer latino-américains. Cependant, la catégorisation institutionnelle détentrice de pouvoir et d'autorité, comme dirait Brubaker (2001), représente le facteur le plus remarquable. Nous observons à quel point la politique de gestion de la diversité et les critères de financement des organismes ethnoculturels déterminent cette auto-identification. En revanche, nous constatons la marge de manœuvre des organismes face aux

contradictions institutionnelles de la classification mono-ethnique ou pluriethnique et face à la perception folklorique et négative de ce qui signifie être Latino-Américain.

Enfin, la nomination latino-américaine, dans la plupart des organismes, prend sens comme une stratégie identitaire (dans le sens qui lui donne Camilleri (1990)) dans l'espace public québécois et comme un positionnement politique de revendication positive. Cependant, il n'est pas un positionnement mobilisateur contre le système, comme le sont dans le contexte étasunien les concepts « latino » et « hispanique », selon les recherches de Padilla (1982) et d'Espiritu (1992). Cette auto-identification est davantage un positionnement revendicatif du sens de cette appellation identitaire dans le tissu local, afin d'être valorisé et de faciliter l'intégration sociale.

BIBLIOGRAPHIE

Armony, V. (2007). « La « latinité » des Québécois à l'épreuve », dans N. Cheadle et L. Pelletier (dir.), *The Canadian cultural exchange: translation and transculturation / L'échange culturel au Canada. Traduction et transculturation*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, p. 245-265.

Armony, V. (2013). *Quebec y sus inmigrantes*, Canada, Varte Blance.

Andrijevic, M. (2013). « The Presence of the Hispanic Community and Cultural in Canada », *Modern Canada : Prejudices, Stereotypes, Authenticities*, Beograd, Megatrend University [En ligne], <http://www.sacs.org.rs/userfiles/MODERN_CANADA_web.pdf>, consulté le 15 janvier 2015.

Bilge, S. (2004). « L'associationnisme immigré : un cadre d'analyse des rapports constitutifs à travers le cas turc à Montréal », dans J. Gatugu, S. Amoranitis et A. Março (éds), *La vie associative des migrants : quelles (re) connaissances? Réponses européennes et canadiennes*, France, L'Harmattan.

Brubaker, R. (2001). « Au-delà de l'« identité », Actes de la recherche en sciences sociales », *CAIRN. info*, vol. 4, no. 139 [En ligne], <<http://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2001-4-p-66.htm>>, consulté le 10 octobre 2014.

Camilleri, C. (1990). *Stratégies identitaires*, France, Presses universitaires de France.

Espiritu, Y. (1992). *Asian American Panethnicity. Bridging Institutions and Identities*, Philadelphia, Temple University Press.

Gilbert, J. et Lee, M. (1986). « Latin American Immigration to Canada », dans Gilbert, J. and M. Lee (éds), *The Bridge Between Canada and Latin America*, Coquitlam, BC, Two-Third Editions.

Hardtzman, C. (1991). « "Not Yet Canadians . . .": The Latin American Immigrant Experience in Nova Scotia », dans *International Education Centre Issues in Ethnicity and Multiculturalism Series*, no. 2, Halifax, Saint Mary's University [En ligne], <<http://www.oralhistoryforum.ca/index.php/ohf/article/viewFile/201/250>>, consulté le 15 décembre 2015.

Helley, D. (2004). « Le financement des associations ethniques par le programme du Multiculturalisme canadien », dans J. Gatugu, S. Amoranitis et A. Março (éds), *La vie associative des migrants : quelles (re) connaissances? Réponses européennes et canadiennes*, France, L'Harmattan.

Jenkins, R. (1994). « Rethinking Ethnicity: Identity, Categorization and Power », dans *Ethnic and Racial Studies* [En ligne], vol. 17, no. 2, <<http://dx.doi.org/10.1080/01419870.1994.9993821>>, consulté le 10 mai 2014.

Jenkins, R. (1998). *Rethinking Ethnicity. Argument and Explorations*, London, Sage Publications.

Juteau, D. (1999). *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Keller, R. (2007). «L'analyse de discours du point de vue de la sociologie de la connaissance. Une perspective nouvelle pour les méthodes qualitatives», *Recherche Qualitatives, Hors Série-no. 3, Actes du colloque Bilan et perspectives de la recherche qualitative*, [En ligne], <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/hors_serie_v3/Keller-FINAL2.pdf>, consulté le 20 mai 2012.

Keller, R. (2012). *Doing Discourse Research. A Introduction for Social Scientists* (Translated by Bryan Jenner), London, Sage.

Labelle, M. et Lévy, J. (1995). *Ethnicité et enjeux sociaux : le Québec vu par les leaders de groupes ethnoculturels*, Montréal, Liber.

Landolt P., Goldring, L., Bernhard, J. (2009). « Between Grassroots Politic and the Ethnicizing Imperative of the Multicultural State : Latin American Immigrants Organizations in Toronto », *CERIS Working Paper* [En ligne], no. 73, <<http://ceris.metropolis.net/Virtual%20Library/WKPP%20List/WKPP2009/CWP73.pdf>>, consulté le 12 janvier 2015.

Li, P. (1999). « The multiculturalism debate », dans Peter S. Li, éd., *Race and Ethnic Relations in Canada*, deuxième édition, Toronto, Oxford University Press.

Li, P. (2000). « La diversité culturelle au Canada: la construction sociale des différences raciales », *Saskatchewan, Division de la recherche et de la statistique* [En ligne], <http://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/sjp-jsp/dr02_8-rp02_8/dr02_8.pdf>, consulté le 10 octobre 2014.

Mata, F. (1987). *Satisfaction with Social Conditions in Canada. A Longitudinal Study of Latin American and Three Immigrants Groups (1969-1974)*, Thèse de doctorat, York University Programme of Sociology.

Meintel, D. (1993). « Transnationalité et transethnicité chez les jeunes issus de milieux immigrés à Montréal » dans la *Revue européenne des migrations internationales*. vol. 9, no 3 [En ligne], <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remi_0765-0752_1993_num_9_3_1369>, consulté le 24 octobre 2014.

Padilla, F. (1985). *Latino Ethnic Consciousness, The Case of Mexican Americans and Puerto Ricans in Chicago*, University of Notre Dame Press.

Québec. Ministère d'immigration et de communautés culturels (MICC) (2009). *Répertoire des organismes ethnoculturels du Québec* [En ligne], <<http://www.quebecinterculturel.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/Repertoire-OrgEthnoQc.pdf>>, consulté le 5 mai 2014.

Recald, A. (2002). «Recent Latin Americans in Vancouver: Unyielding Diverse Needs versus Insufficient Services» (Working Paper Series), Research on Immigration and Integration in the Metropolis, dans *Vancouver Centre of Excellence* [En ligne], <<http://mbc.metropolis.net/assets/uploads/files/wp/2002/WP02-19.pdf>>, consulté le 20 janvier 2015.

Roth, W. (2009). «Latino before the world': the transnational extension of panethnicity», *Ethnic and Racial Studies* [En ligne], vol. 32, no. 6, <<http://dx.doi.org/10.1080/01419870802245042>>, consulté le 1^{er} septembre 2014.

**GAGNER SA VIE, GAGNER SA PLACE :
INTÉGRATION SOCIOPROFESSIONNELLE**

LE PTET-PS ARTICULATION POLITICO-INSTITUTIONNELLE D'ESPACES DE GESTION INFORMELS

Sarah Girard, Maîtrise, Université du Québec à Montréal

INTRODUCTION

Au cours de la dernière décennie, plusieurs sociologues ont constaté une reconfiguration du rapport salarial, c'est-à-dire des conditions d'emploi, de rémunération et de conditions de vie des travailleurs et travailleuses. À travers cette nouvelle configuration du rapport salarial, caractérisée par la durée déterminée, l'absence de protection sociale et l'instabilité du lieu de travail, tend à se cristalliser un nouveau rapport de force entre employeurs et employés propre au néolibéralisme. Celui-ci tend à pousser les patrons et les travailleurs vers des pratiques de gestion ou d'accès à l'emploi que l'on peut qualifier d'informelles au regard des politiques, réglementations ou codes entourant le travail et la production existant jusqu'alors. Ceci est particulièrement le cas en ce qui a trait de la recomposition du rapport salarial tripartite qui regroupe non plus les syndicats, l'État et le patronat, mais bien les agences de placement de personnel et les entreprises productrices.

Les tendances lourdes de la transformation du rapport salarial et le processus de différenciation et hiérarchisation sociale à l'œuvre sont des phénomènes qui affectent une grande partie de la population à divers degrés. Ainsi, il apparaît tout à fait pertinent, dans le cadre d'une réflexion sociologique plus globale sur les enjeux de la transformation du travail dans un contexte d'économie globalisée et financiarisée, de considérer le programme des travailleurs étrangers temporaires comme l'un des avatars emblématiques des nouvelles figures du travail qu'est le travail temporaire. Par ailleurs, plusieurs études ont documenté les manquements aux droits sociaux et droits du travail auxquels les travailleurs migrants temporaires peu spécialisés se voient soumis. Nous souhaitons pour notre part retracer ici le rôle du politique dans un contexte économique marqué par la logique néolibérale et organisationnelle-managériale.

Ce texte s'inspire des recherches documentaires menées dans le cadre d'un projet de recherche portant sur la division internationale du travail dont l'impact des flux des travailleurs migrants sur le rapport salarial et les nouveaux défis du syndicalisme dirigé par Sid Ahmed Soussi dans le cadre des travaux du GIREPS. Mes

recherches portent sur la question de la mobilité du travail et sur l’informalité du travail au Canada dans le contexte de la globalisation. L’observation présentée ici porte plus spécifiquement sur le programme pour les travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés (PTET-PS) de 2002 à 2012. Soulignons immédiatement que l’enjeu est complexe et que les situations particulières, hétérogènes, ne seront pas analysées en détail, mais plutôt abstraites afin de rechercher une signification plutôt globale que particulariste des changements que nous permet d’observer l’étude de ce programme. Il ne s’agit pas, ici, de nier la spécificité des rapports d’exploitation et d’oppression marqués par le genre et la race qui peuvent se manifester au travers du déploiement d’un tel programme de gouvernance des migrations, mais bien de voir dans quel contexte institutionnels ces rapports spécifiques prennent place.

Nous présenterons dans un premier temps le PTET-PS, suite à quoi nous exposerons le cadre théorique de l’articulation politico-institutionnelle d’espace de gestion informel. En terminant, nous proposerons une brève analyse du programme à partir de ce cadre conceptuel.

LE PROGRAMME POUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS PEU SPÉCIALISÉS : ÉTAT DE LA QUESTION

État de la littérature

Les programmes de migrations temporaires des travailleurs et travailleuses font l’objet de recherches multiples au Canada depuis plusieurs décennies. Les premiers travaux étaient principalement orientés sur les conditions des travailleurs migrants agricoles et des travailleuses migrantes domestiques dans le cadre de l’analyse des programmes pour les travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) et pour les aides résidentielles familiales (PARF). Depuis le début des années 2000, on voit de nouvelles études touchant des domaines d’activités économiques plus diversifiés (construction, hôtellerie, service alimentaire, service à la clientèle, exploitation forestière) avec la multiplication des programmes de contrôle de migration.

Ces études ont donné lieu à des analyses portant sur l’altérisation (Perry, 2012), la hiérarchisation de genre et la racialisation des rapports d’exploitation (Sharma, 2001), la disciplinarisation (Basok, 2013) des corps, la barrière à l’intégration, la discrimination systémique (Carpentier, 2011), la négation de droits sociaux (Dreher, 2007), la centrifugation de l’emploi (Noiseux, 2008 et 2012) ou encore sur la recomposition des espaces politiques nationales et transnationales (Aranzazu, 2012) et

l'organisation de la résistance (Hanley et al., 2006). Par ailleurs, des analyses à portée plus institutionnaliste ont remarqué l'émergence d'un nouveau paradigme global de gouvernance des migrations orienté sur la mobilité des travailleurs en vue d'assurer l'efficacité de la production par une meilleure gestion « des ressources humaines » (Pellerin, 2003 et 2012).

Description du phénomène

D'abord, précisons que les programmes de migration temporaire pour le travail existent au Canada depuis la fin des années 1970. Ceux-ci visaient principalement à combler les besoins en termes de travailleuses domestiques et de travailleurs agricoles saisonniers. Ensuite, soulignons que dans les années 1990 le Canada a mis en place le programme pour les travailleurs qualifiés, notamment dans le domaine des télécommunications (PTET). Au niveau international, dès 1997, le Bureau international du travail souligne le renversement entre la proportion de migration permanente et la proportion de migration temporaire pour le travail dans le monde (Bureau international du Travail, 1997).

Pour sa part, le programme canadien pour les travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés (PTET-PS) est un programme qui a vu le jour d'abord sous forme de projet pilote à partir de 2002 dans le contexte de la refonte de la loi sur les réfugiés. Entre 2002 et 2012, le programme a subi un ensemble de modifications législatives, notamment l'accélération de l'émission des avis sur le marché du travail afin d'obtenir les permis de recrutement pour les employeurs, laquelle fût par la suite remise en question par les pressions effectuées par les travailleurs canadiens suite au scandale de la Banque Royale du Canada. Le gouvernement a alors reculé et remis à plus tard la mesure d'accélération de l'émission des permis (RHDCC, 2013).

L'observation des statistiques de flux migratoires de cette période fait apparaître un renversement dans la proportion d'immigrants permanents reçus et le nombre de travailleurs temporaires admis au Canada. Les effectifs de travailleurs « étrangers » temporaires au Canada sont alors passés de 48 509 présents au 1^{er} décembre en 2002 à 104 203 travailleurs et travailleuses temporaires présents au 1^{er} décembre 2012. Par ailleurs, au Québec, en 2012, on comptait 35 632 travailleurs étrangers dont le tiers (21 %) était des travailleurs peu qualifiés, principalement des travailleurs agricoles. Les statistiques de l'ISQ permettent de constater qu'une plus grande proportion des travailleurs agricoles est recrutée sur le volet agricole du PTET-

PS, comparativement à ceux recrutés en vertu du programme des travailleurs agricoles saisonniers (Paladry, 2014).

Contrairement aux travailleurs qualifiés qui sont embauchés via le PTET, les travailleurs temporaires peu spécialisés n'ont pas accès à la résidence permanente ce qui a pour effet de produire une dualisation des statuts de la main-d'œuvre migrante temporaire, notamment en ce qui a trait aux possibilités d'accès à la citoyenneté et aux droits sociaux, ainsi qu'à l'accès à la participation sociale. En outre, ces travailleurs, en vertu de permis de travail nominatif, n'ont pas la possibilité de changer aisément d'employeur et dépendent de l'employeur qui a fait la demande d'avis sur le marché du travail avec lequel ils ont signé le contrat de travail. En 2013, dans le cadre d'un colloque intitulé *Les travailleuses et les travailleurs migrants : des personnes comme les autres, pas des marchandises !*, la Coalition contre le travail précaire regroupant plusieurs organismes de défense des travailleurs et travailleuses migrants⁸ affirmaient que ce contexte crée des conditions selon lesquels les droits sociaux et l'accès véritable à la participation sociale sont niés du fait d'un statut de citoyenneté partiel et précaire. Par ailleurs, des syndicats, dont la FTQ, considèrent le PTET-PS agit comme un approvisionnement massif en travailleurs et travailleuses bon marché. Ceci a, selon eux, pour effet de dédouaner les entreprises de l'obligation d'offrir des salaires décents aux travailleurs de sorte à attirer la main-d'œuvre locale.

En dernière analyse, le reversement statistique observé entre la proportion d'admissions pour la migration permanente et celle de la migration temporaire pour le travail aux niveaux national et international, ainsi que l'expansion du programme pour les travailleurs étrangers temporaires peu qualifiés à de nouveaux secteurs d'activités au Canada, sont corollaires à une plus large transformation du marché du travail (Noiseux, 2008 et 2012). C'est cette transformation qui nous importe maintenant de mieux saisir.

UN AVATAR DE LA FLEXIBILISATION DE LA PRODUCTION : LE TRAVAIL TEMPORAIRE

Le travail temporaire représente une figure émergente, ou du moins amplifiée, du travail atypique dans un contexte de flexibilisation de la production. En effet, le travail

⁸ Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO), Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) qui comprend des sous-organismes dont l'Association des travailleurs et travailleuses étrangers temporaires (ATTET), Organisation des Femmes Philippines du Québec (PINAY).

temporaire apparaît comme l'une des figures phares de la transition du compromis fordiste, qui était caractérisé par des emplois permanents à temps plein ainsi que par un ensemble de protections sociales et de droits sociaux garantis, à une tendance post-fordiste et néolibérale de flexibilisation du marché du travail et de son organisation à travers une exigence de production en flux-tendu (juste-à-temps) (Vultur et Bernier, 2014). Ce modèle productif est rythmé par une production intermittente, variable selon la demande, et suscitant un besoin de main-d'œuvre tout aussi intermittent. L'objectif d'un tel modèle de production est d'assurer la réduction des coûts de production, principalement en ce qui a trait aux tâches intensives en main-d'œuvre et faible en valeur ajoutée au sens de la logique comptable (Noiseux, 2012; Pellerin, 2012). Ce faisant, on assiste à l'apparition d'un travail fluctuant selon les projets et les contrats, ou encore à l'embauche de travailleurs ou travailleuses temporaires pour pourvoir à des postes permanents (Mercure, 2014).

La logique économique qui préside à cette pratique peut être qualifiée de logique organisationnelle-managériale (Pineault, 2008) ou encore opérationnelle-décisionnelle (Freitag, 1986). Une telle logique implique que l'organisation sociale de la production et du travail n'est plus organisée principalement en fonction des besoins sociaux ou en fonction d'un compromis social tripartite (État, patronat, syndicat) politiquement institué, mais est orientée selon les besoins immédiats des industries en matière de main-d'œuvre. Soulignons par ailleurs que la logique organisationnelle-managériale vise l'amélioration constante de l'organisation du travail dans une perspective d'augmentation de la productivité et donc de réduction de coût de la main-d'œuvre.

Cette logique de production, dont l'organisation des tâches est souvent temporaire et par projet, favorise la fragmentation des collectifs de travail et la mise en compétition des travailleurs d'une même unité. Cela a pour effet d'affaiblir la capacité de résistance des travailleurs et travailleuses vis-à-vis des demandes formulées par l'employeur. Cette perspective d'organisation du marché du travail en flux-tendu, implique une forme de mobilisation de la main-d'œuvre que l'on peut qualifier de « logique de la mobilité » (Kourchid, 1992). Au tournant des années 1990, cette logique est emblématique du modèle californien de gestion, lequel est foncièrement antisyndical et mise sur l'emploi par projet, l'autonomie des travailleurs et l'individualisation des contrats de travail (Kourchid, 1992). Selon certains chercheurs

québécois, ce modèle de gestion est en expansion au Québec depuis les années 1990 (Lévesques, 1994; Soussi, 2014).

Notons parmi les facteurs qui contribuent au déploiement de ce nouveau modèle de gestion, une nouvelle configuration tripartite (État, patronat, agence de placement de personnel) qui ne vise plus le compromis politique de classe comme c'était le cas au sein du compromis social fordiste, mais bien l'efficacité du placement des ressources humaines afin d'assurer l'efficience et la productivité du marché du travail national. Les agences, dont le statut juridique permet d'échapper à plusieurs réglementations du travail, favorisent donc une gestion informelle au sens du compromis fordiste. Par ailleurs, cette réalité est favorisée par le rôle parfois passif des gouvernements fédéraux et provinciaux, ainsi qu'à travers un ensemble de protocoles et d'ententes internationales.

L'ARTICULATION POLITICO-INSTITUTIONNELLE D'ESPACE DE GESTION INFORMEL

Dans le cadre des programmes gouvernementaux canadiens de migration pour le travail, les conditions d'emploi mises de l'avant par les recruteurs, souvent des intermédiaires de placement de personnel, apparaissent bien plus avantageuses que tout ce à quoi les migrants sont en droit de s'attendre dans leur pays d'origine considérant le ratio salaire/coût de la vie en cours. Cela dit, selon Saskia Sassen, les facteurs d'attractions socio-économiques ne permettent pas d'expliquer les transformations profondes que l'on observe en matière de flux migratoires. Plutôt, elle explique, la situation en termes d'articulation politique et économique de système d'importation-exportation de main-d'œuvre (Sassen, 2009) lesquels reposent bien souvent sur des stratégies de gestion « informelles ».

ARTICULATION POLITICO-INSTITUTIONNELLE

Les transformations économiques et sociales liées au marché du travail ne surviennent pas spontanément, elles sont permises par l'action ou l'inaction des pouvoirs gouvernementaux. Le pouvoir, compris comme la capacité d'institutionnalisation, définit les règles et les normes sociales à travers la praxis politique (Freitag, 1986). L'institutionnalisation des règles et de normes sociales correspond à l'aboutissement de la confrontation de diverses parties aux intérêts divergents et dont le rapport de

force est souvent asymétrique. L'État, le gouvernement, joue alors un rôle clé de législateur.

Dans cette perspective du pouvoir moderne, les contradictions sociales sont au centre de l'analyse du politique (Freitag, 1986). Les contradictions peuvent être de nature normative, c'est-à-dire entre les normes et la pratique sociale, ou il peut s'agir de conflits entre les groupes concrets de la société. L'apparition cumulative de contradictions ébranle la configuration des rapports de force au sein de la pratique sociale et les régulations ou normes juridique jusque-là en vigueur ne parviennent plus à encadrer les tensions sociales. Cela engendre la création de nouvelles normes en vue d'assurer le maintien du mode de reproduction sociale, c'est-à-dire afin que soit assuré un certain compromis socialement acceptable permettant de refonder une paix sociale.

Ici, l'institutionnalisation du Programme pour les travailleurs étrangers peu spécialisés (PTET-PS) semble répondre à plusieurs contradictions de nature sociales et économiques qui apparaissent à travers les transformations de la nouvelle division internationale du travail depuis les années 1970 : la concentration des richesses au Nord et l'impératif de redistribution Nord-Sud dans une perspective décoloniale, la « fuite des cerveaux » et de la main-d'œuvre des pays du Sud, le poids de la rémunération et des droits sociaux dans le processus de production des biens et de valorisation du capital dans le contexte fordiste, aux nouveaux besoins apparus dans notre société suite aux luttes d'émancipation des femmes majoritaires dont la conciliation travail-famille (etc.), les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs de production, des suites de l'abaissement des conditions de travail et de la nature rebutante des tâches.

Cependant, dans les contextes économique et politique actuels, et plus précisément dans le cas du PTET-PS, l'institutionnalisation de la pratique sociale par la voie administrative et légale est orientée par une logique managériale, c'est-à-dire orientée par des impératifs d'efficacité et d'immédiateté favorable aux employeurs plutôt que par des préoccupations humaines en matière de droits sociaux et droits du travail (Pellerin, 2012). Il n'en reste pas moins que pour se réaliser, cette logique doit être mise en œuvre politiquement par des acteurs. Nous nous intéresserons plus loin aux acteurs impliqués dans ce processus, mais avant, il importe de définir les espaces de gestion informels.

QU'EST-CE QU'UN ESPACE DE GESTION INFORMEL ?

Selon la théorie de « l'informalisation » des pratiques productives proposées par Saskia Sassen, un espace de gestion informel est un espace social produit par des pratiques de gestion en rupture avec le régime de régulation du travail et de la production en vigueur jusqu'alors dans un pays (Sassen, 1998). Parmi les conditions de possibilité qu'elle évoque pour voir l'émergence d'un double procès de formalisation-informalisation, on trouve les espaces sociaux financiarisés et la spéculation immobilière favorisée par l'implantation de firmes transnationales au sein d'un espace urbain. Ainsi, Sassen considère l'informalité comme une caractéristique ou une conséquence des pratiques constitutives des formes dominantes des activités politique et économique.

Ces espaces sociaux financiarisés des suites de l'implantation de firmes transnationales entraînent des hausses de coûts de location, de production et de consommation. En matière de consommation, Sassen remarque aussi une dualisation de classe socio-économique importante sur le plan des pratiques et des choix de consommation. Dans de telles conditions, les petits entrepreneurs et les consommateurs moins fortunés se voient dans la nécessité de contourner les normes du travail pour assurer la survie de leur commerce.

Pour Anaya Roy, d'un point de vue de l'urbanisme, la création d'espaces sociaux informels est la manifestation des rapports sociaux de domination (Roy, 2008 et 2010). Contrairement à Sassen, pour Roy, ce n'est pas tant le fait que les petits producteurs, commerçants, consommateurs ou citoyens soient dans l'obligation d'adopter des pratiques informelles ou illégales qui soit le propre de l'informalité, mais plutôt l'affinité entre les plus riches et les pouvoirs publics en vue de définir ce qui est informel à la faveur de ceux-ci et au détriment des populations locales moins nanties (Roy, 2008; Roy, 2010). Finalement, un espace de travail informel peut se manifester par une résistance culturelle à de nouvelles normes instituées politiquement, si l'on suit l'hypothèse de Brigit Pfau-Effinger (Pfau-Effinger, 2005 et 2011). Dans tous les cas, l'informalité est la manifestation de rapport de pouvoir aux frontières changeantes (Sassen, 1998).

De manière plus concrète, un espace de gestion informel peut se manifester en tant qu'espaces physiques (travail à domicile, bâtiment ne convenant pas aux normes de sécurité, non-respect du zonage) ou pratiques administratives d'une entreprise au sein desquels les employeurs ou les travailleurs se soustraient aux régulations du

travail en vigueur (Sassen, 1998). Les travailleurs et travailleuses sont alors projetés dans une zone grise en matière de norme du travail et de citoyenneté (Roy, 2008). Cela implique un déni des droits du travail, des droits aux protections sociales ou d'association, des manquements aux normes de santé et sécurité, des salaires sous la normale, etc. (Sassen, 1998).

Selon les études de Sassen, l'informalité dans les villes-globales, soit dans les métropoles économiques et cosmopolites, traverse particulièrement les espaces sociaux embourgeoisés, les secteurs industriels-manufacturiers et les communautés vulnérables en proie à la précarité (Sassen, 1998). Les tendances entrepreneuriales de type « entreprise-réseau » favorisant la sous-traitance tendent à déresponsabiliser les grandes entreprises et marques de commerce par le transfert des charges à des intermédiaires de production ou encore à externaliser la gestion de la main-d'œuvre vers des agences de gestion des ressources humaines ou d'emploi temporaire. Les sous-traitants n'ont pas toujours des revenus aussi importants que les grandes entreprises. Leur réalité favorise la recherche de réduction des dépenses et l'informalisation de certaines dimensions de gestion, notamment en recourant à des travailleurs migrants temporaires. Et par ailleurs, rien n'oblige les entreprises-mères à s'assurer que leurs sous-traitants soient conformes aux normes.

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS CONTRIBUANT À L'ACCROISSEMENT DE LA MIGRATION TEMPORAIRE POUR LE TRAVAIL

La délocalisation des travailleurs vers le travail, pour une durée limitée, ce que Saskia Sassen qualifie de « système d'importation de main-d'œuvre », est d'une part favorisée par les processus de dépossession qui ont cours dans les régions d'origine des migrants et des migrantes et de l'autre par des besoins en matière de main-d'œuvre dans les pays d'accueil. Par ailleurs, on ne peut parler de système d'importation de main-d'œuvre s'il n'y a pas de régime formellement structuré et d'acteurs permettant une systématisation dans l'organisation des flux.

Organisations internationales

Les entreprises et les gouvernements ne sont pas les seuls acteurs qui contribuent à l'institutionnalisation de la migration temporaire. La mobilité, ou migration temporaire pour le travail, est encouragée au niveau international par des organisations non gouvernementales comme l'OCDE, l'OMC et l'OIM, à travers des accords comme

l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) et l'ALENA qui ont favorisé la création de zones franches aux fins du libre-échange et de l'investissement étranger. Ces zones franches participent à la création d'espaces sociaux de types « zones grises » en matière de droit du travail ainsi qu'à la dépossession des travailleurs et travailleuses.

Les intermédiaires de placement temporaire – acteurs phares de la recomposition des rapports de force sur le marché du travail

Parmi les acteurs qui contribuent le plus à la dérégulation, soit à l'institutionnalisation des pratiques informelles encadrant la gestion du travail temporaire, on retrouve, selon les travaux de Mercure (2014), les agences temporaires de travail ou de placement de personnel, qu'elles soient à vocation multinationale ou locale, qu'elles soient principalement orientées sur le recrutement de migrants et d'immigrants, ou non (Mercure *in* Vultur et Bernier, 2014). Selon les auteurs, il s'institue une distance entre les pratiques des agences qui sont peu encadrées et les normes ou les réglementations encadrant les relations du travail.

Malgré tout, ils soulèvent que plusieurs agences de placement locales permettent à des personnes immigrantes discriminées à l'embauche, et ayant un faible réseau socioprofessionnel informel, d'accéder à un emploi en dépit de toutes les barrières sociales, linguistiques ou culturelles.

TRAVAIL TEMPORAIRE : VECTEUR DE PRÉCARITÉ ET DE DÉVALORISATION DES EMPLOIS

Les travaux de Mercure (2014) et de ses collaborateurs soulignent bien que les travailleurs immigrants sont souvent les plus touchés par les infractions au Code du travail, que ce soit en raison d'une méconnaissance des lois, à des barrières de langues, à un manque de ressources, ou à la peur de perdre un emploi, un sentiment d'isolement. Ainsi, ce sont souvent les travailleurs migrants qui se retrouvent dans des emplois marqués par l'informalité. En outre, la reconnaissance juridique de statuts différenciés dans la mise en place du PTET-PS ainsi que les émissions gouvernementales de permis de travail produisent une différenciation de classe souvent articulée autour des catégories de race et de genre.

Soulignons que, du point de vue de la sociologie du travail, il est relativement convenu que la production croissante d'exclus parmi les migrants et les réfugiés à travers l'imposition de mesures sécuritaires dans la gestion migratoire semble profiter à

un ensemble d'employeurs qui se trouvent en position d'instrumentaliser la situation de vulnérabilité des travailleurs qui n'ont plus de permis de travail. Du moins, c'est ce que présentent des travaux européens sur la situation en France et en Espagne, laquelle est relativement similaire à celle du Canada (Potot, 2013b). En outre, les employeurs peuvent menacer les travailleurs temporaires de mettre fin à leur permis de travail et donc de les projeter dans une situation de précarité majeure. Ainsi, ils s'assurent de l'assiduité et de la docilité des travailleurs. Cette situation est principalement documentée par les groupes de défense des droits des travailleurs migrants et certains chercheurs auprès de syndicats tels que Karl Flecker pour le Congrès canadien du travail (Flecker, 2011).

Dans le cas d'entreprises multinationales, l'émission de permis pour octroyer le droit de recourir au PTET-PS sous prétexte d'une pénurie de main-d'œuvre revient à sanctionner politiquement un employeur qui normalement devrait ajuster ses salaires en fonction de ces dites « pénuries » de main-d'œuvre (Lesemann, 2014). Or, ces dernières sont souvent dues à des conditions de travail et de salaire inadéquates. Ainsi, le gouvernement nous semble s'immiscer dans le rapport capital-travail en faveur de la grande entreprise en octroyant à l'employeur une main-d'œuvre contrainte et soustraite aux normes collectives régissant salaires et conditions de travail⁹.

LE PROGRAMME POUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES : INTERMÉDIAIRE DE PLACEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE INTERNATIONALE

Le PTET-PS agit comme dimension politico-institutionnelle de la politique économique canadienne orientée sur la mobilité. Plusieurs recruteurs s'avèrent être des intermédiaires de placement. Ainsi, le PTET-PS, tout comme les agences externes de gestion des ressources humaines ou de placement de la main-d'œuvre, permet en quelque sorte la réintégration d'une humanité rendue superflue par la dynamique productive et par la discrimination sociale en général et au sein du procès de travail en particulier. En effet, tout comme dans le cas des agences de locations de personnel, les

⁹ Il est à noter que les changements apportés au PTET lors du budget fédéral de 2014 et de 2015 pour le Québec et les provinces de l'Est suscitent la grogne auprès des chambres de commerce au Québec et dans l'est du pays principalement dans les secteurs des jeux vidéo, de la pêche, du commerce de détail, de la restauration et de l'hôtellerie. Ils affirment que la pénurie de main-d'œuvre est bien réelle et, dans plusieurs cas, ils considèrent que sans main-d'œuvre « étrangère », ils seront condamnés à la faillite. Les nouvelles mesures conservatrices sont mises en place en vue de donner préséance aux travailleurs canadiens et résidents permanents en réaction aux scandales causés par l'embauche de travailleurs « étrangers » temporaires dans le secteur de la restauration rapide alors que des canadiens étaient disponibles à l'emploi (Z. N.- ICI.Radio-Canada.ca, 2015 ; Z. R.- ICI.Radio-Canada.ca, 2014).

programmes de migration temporaire permettent à plusieurs de retrouver une place dans la société et ainsi vivre et peut-être faire vivre leur famille.

C'est notamment ce que soulignent les travaux de Swanie Potot dans le contexte européen selon lesquels les récents programmes de migrations de la main-d'œuvre peu qualifiée permettraient à des personnes qui n'ont pas de réseaux interpersonnels d'assurer la réussite de leur migration en leur assurant un travail (Potot, 2013). Ces programmes apparaissent comme une opportunité pour plusieurs et permettent d'ouvrir de nouveau flux de migrations qui ne sont plus nécessairement redevables à l'histoire coloniale, comme c'est le cas notamment au Canada dans le cadre d'une entente de débouchés pour la main-d'œuvre avec la Tunisie.

CONCLUSION

En définitive, bien que plusieurs assertions soient encore à démontrer, les recherches documentaires menées jusqu'ici permettent d'affirmer que ces programmes permettent en quelque sorte « de trouver sa place et [de] gagner sa vie » pour des personnes vivant dans des conditions de chômage endémique souvent produit historiquement et structurellement. Notamment, dans le contexte contemporain, cette réalité est souvent produite par des mesures d'ajustements structureaux ou des ententes interétatiques ou encore entre intermédiaires privés et État. Ces ententes favorisent l'aspiration des travailleurs qualifiés ou simplement de la force de travail en général qu'elles servent à la production ou à la reproduction sociale comme le démontre par ailleurs plusieurs travaux à tendance féministe matérialiste. Les activités couvertes par les travailleurs migrants sont souvent dans les secteurs des services liés à l'externalisation des activités domestiques de reproduction et d'entretiens de l'unité familiale vers le marché.

Cependant, Vultur et ses collaborateurs soulignent que dans le cadre d'emplois temporaires, l'intégration est beaucoup plus fonctionnelle qu'organisationnelle et sociale. Ils expliquent cette situation par le rapport souvent indirect entretenu avec le véritable employeur ou l'équipe de travail ainsi que par la création de statuts d'emploi différenciés au sein d'un même espace de travail.

Finalement, soulignons que l'institutionnalisation d'espaces de gestion informels, telle que décrite ici, est corollaire à l'émergence d'un nouveau rapport salarial caractérisé par une relation de travail triangulaire non réglementée au sein de laquelle la relation entre l'employeur et l'employé est intermédiée par un marchand de

force de travail, c'est-à-dire une agence. Cette relation échappe selon ces chercheurs à toutes formes d'encadrement.

BIBLIOGRAPHIE

Aranzazu, M. (2012). « Pratiques économiques et socio-culturelles des Mexicains à Montréal : Une étude exploratoire de l'espace transnational Mexique-Montréal », Mémoire présenté à l'Université du Québec à Montréal.

Basok, T., Bélanger, D. et Rivas E. (2013). « Reproducing Deportability: Migrant Agricultural Workers in South-western Ontario », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 2, no. 1.

Bélanger, P., Grant, M. et Lévesque, B. (1994). *La modernisation sociale des entreprises*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Bureau international du Travail (BIT) (1997). « Les rangs des migrants grossissent, et les travailleurs immigrés temporaires se substituent de plus en plus aux immigrants permanents » [En ligne], <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/news/WCMS_008169/lang--fr/index.htm>, consulté le 10 juillet 2012.

Carpentier, M. et Fiset, C. (2011). *La discrimination systémique à l'égard des travailleuses et travailleurs migrants, Recherche*. Québec: Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse [En ligne], <http://www.cdpcj.qc.ca/publications/Avis_travailleurs_immigrants.pdf>, consulté le 11 juin 2012.

Coalition contre le travail précaire (CTP) (2013). *Les travailleuses et les travailleurs migrants : des personnes comme les autres, pas des marchandises!*, Colloque tenu à l'Union des Travailleurs et Travailleuses Industriels et de Service (UTIS) – FTQ dans le cadre de la Journée d'Action Globale contre le racisme et pour les droits des migrants réfugiés et personnes déplacées, Montréal.

Dreher, S. (2007). *Neoliberalism and Migration: an Inquiry into the Politics of Globalization*, Hamburg, Piscataway, NJ Transaction Publishers.

Flecker, K. (2011). *Le programmes des travailleurs étrangers temporaires (PTET) canadien : Programme exemplaire - ou erreur ?*, Évaluation de programme, Canada, Congrès du travail du Canada.

Freitag, M. (1986). *Dialectique et Société : Introduction à une théorie générale du symbolique*, Anjou, Éditions St-Martin.

Hanley, J., Oxman-Martinez J., Lacroix, M et Gal S. (2006). « The “Deserving” Undocumented?: Government and Community Response to Human Trafficking as a Labour Phenomenon », *Labour, Capital & Society*, vol. 39, no. 2.

CBC/Radio-Canada (2015). « Travailleurs étrangers temporaires : autre plaidoyer contre la réforme d'Ottawa » [En ligne], <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/economie/2015/04/21/002-reforme-federal-travailleurs-temporaires-chambres-commerce.shtml>>, consulté le 1 mai 2015.

CBC/Radio-Canada (2014). « Travailleurs étrangers temporaires : Ottawa sévit contre un McDonald's de Victoria » [En ligne], <<http://ici.radio-canada.ca/regions/colombie->

britannique/2014/04/07/001-enquete-embauche-travailleurs-etranagers-temporaires-mcdonalds.shtml>, consulté le 14 avril 2014.

Kourchid, O. (1992). *L'autre modèle californien: contribution à la sociologie comparative de la condition salariale (France -États-Unis)*, Paris, Meridiens Klincksieck.

Lesemann, F. (2014). « L'informalité et le travail informel comme analyseurs de la transformation de l'activité de production et du rôle des États : Une comparaison Nord-Sud », dans P-J Ulysse, *Les travailleurs pauvres : précarisation du marché du travail, érosion des protections sociales et initiatives citoyennes*, Montréal, Presse de l'Université du Québec.

Mercure, D. (2014). « Postface », dans M. Vultur, et J. Bernier (dir.), *Les agences de travail temporaire : leur rôle et leur fonctionnement comme intermédiaires du marché du travail*, Québec, Presse de l'Université Laval.

Noiseux, Y. (2008). « État, syndicalisme et travail atypique au Québec : une sociologie des absences et des émergences », Thèse de doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal.

Noiseux, Y. (2012). « Mondialisation, travail et précarisation : le travail migrant temporaire au cœur de la dynamique de centrifugation de l'emploi vers les marchés périphériques du travail », *Recherches sociographiques*, vol. 53, no. 2.

Pineault, É. (2008). « Quelle théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé », *Cahier de recherche sociologique*, no 45.

Potot, S. (2013a). « Quand les saisonniers tunisiens de Ghardimaou interrogent le codéveloppement », *Hommes & Migrations*, vol. 1301, no. 1.

Potot, S. (2013b). « Construction européenne et migrations de travail », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 51-1, no 1.

Paladry, C., Benzakour C., and Filip, R. (2014). *L'immigration Temporaire Au Québec 2007-2012. Portrait Statistique*. Québec: Direction de la recherche et de l'analyse prospective du ministère de l'immigration et des Communauté Culturelles.

Pellerin, H. (2012). « De la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 27, no. 2.

Pellerin, H. (2003). « Vers un nouvel ordre migratoire mondial », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 36, no 02.

Perry, J. A. (2012). « Barely Legal : racism and migrant farm labour in the context of Canadian multiculturalism », *Citizenship Studies*, vol. 16, no 2.

Pfau-Effinger, B. (2005). « Culture and Welfare State Policies: Reflections on a Complex Interrelation », *Journal of Social Policy*, vol.34.

Pfau-Effinger, B., Flaquer, L. et Jensen. P.H. (2011) *Formal and Informal Work: The Hidden Work Regime in Europe*, ville inconnue, Routledge.

Ressources humaines et Développement des compétences Canada. (2013). *Le gouvernement Harper annonce des réformes au Programme des travailleurs étrangers temporaires - Veiller à ce qu'on accorde la priorité aux Canadiens lorsque des emplois sont disponibles*, Communiqué, Ottawa, 29 avril, [En ligne], <<http://news.gc.ca/web/article-fr.do?ctr.sj1D=&ctr.mnthndVl=1&mthd=advSrch&ctr.dpt1D=420&nid=736729&ctr.lc1D=&ctr.tp1D=1&ctr.yrStrtVl=2008&ctr.kw=&ctr.dyStrtVl=26&ctr.aud1D=&ctr.mnthStrtVl=2&ctr.page=1&ctr.yrndVl=2015&ctr.dyndVl=4>>, consulté le 15 mai 2013.

Roy, A. (2011). « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.35, no 2.

Roy, A. et AlSaiyyad, N. (2004). *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America, and South Asia*, ville inconnue, Lexington Books.

Saskia S. (1998). *Globalization and Its Discontents : Essays on the New Mobility of People and Money*, New York, New York New Press.

Saskia S. (2009). *La globalisation : une sociologie*, Paris, Gallimard.

Sharma, N. (2001). « On Being Not Canadian: The Social Organization of “Migrant Workers” in Canada », *Canadian Review of Sociology/Revue Canadienne de Sociologie*, vol. 38, no. 4.

Vultur, M. et Bernier, J. (2014). *Les agences de travail temporaire : leur rôle et leur fonctionnement comme intermédiaires du marché du travail*, coll. Sociologie contemporaine, Québec, Presse université Laval.

Vultur, M., et Provencher, Y. (2014). « Les logiques de recours aux agences de travail temporaire et leurs pratiques de recrutement et de sélection de la main-d'œuvre », dans M. Vultur et J. Bernier, *Les agences de travail temporaire : leur rôle et leur fonctionnement comme intermédiaires du marché du travail*, Québec, Presse de l'Université Laval.

**POLITIQUES PUBLIQUES DES FLUX
MIGRATOIRES : HOSPITALITÉ
CONDITIONNELLE?**

CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE BELGE SUR L'INSTITUTION DU MARIAGE CHEZ LES PERSONNES D'ORIGINE TURQUE ET MAROCAINE À BRUXELLES

Nawal Bensaïd, Doctorat, Université Libre de Bruxelles

INTRODUCTION

L'histoire migratoire de la Belgique commence dans le courant du XIX^e siècle principalement par des mouvements internes entre la Flandre et la Wallonie, à l'époque l'une des régions les plus industrialisées d'Europe. À partir du début du XX^e siècle, des étrangers issus des pays voisins commenceront à s'installer en Belgique et notamment après la Première Guerre mondiale pour pallier le manque de main d'œuvre locale. Mais c'est véritablement après la Seconde Guerre que les flux de migrants vont s'intensifier via le recrutement de travailleurs étrangers dans le cadre de conventions bilatérales signées entre la Belgique et un certain nombre d'états. C'est dans ce contexte qu'à partir de 1946, près de 65 000 migrants italiens s'installeront en Belgique pour travailler dans les charbonnages. De nouvelles conventions bilatérales seront ensuite conclues avec l'Espagne (1956), la Grèce (1957), le Maroc (1964), la Turquie (1964), la Tunisie (1969), l'Algérie (1970) et la Yougoslavie (1970). Néanmoins, en raison du tarissement progressif des mines et de l'accroissement des coûts de production, ces travailleurs seront orientés vers d'autres secteurs économiques comme la métallurgie, la chimie, la construction et les transports (Rea et Martiniello, 2012, p. 13-14).

Les migrations marocaines et turques en Belgique sont donc d'abord le fruit de conventions bilatérales de travail signées entre la Belgique d'une part et le Maroc et la Turquie d'autre part. Ainsi, 40 000 migrants marocains et 22 000 migrants turcs se sont installés sur le territoire entre 1964 et 1974 dans le cadre de ces conventions et il s'agit principalement à l'époque d'une immigration masculine (Schoonvaere, 2013, p. 29). En 1974, l'Europe aux prises avec une récession économique et un taux de chômage croissant, ferme ses frontières à la migration de travail ce qui a pour conséquence immédiate que seules les migrations par le biais du regroupement familial sont dorénavant acceptées. Cette décision modifiera radicalement le profil de la migration marocaine et turque en Belgique puisque d'exclusivement masculine, celle-ci devient progressivement familiale. Cette immigration familiale représentera dès lors jusqu'à 80 % de l'immigration légale (Moulin, Casman, Carbonnelle et Joly, 2006, p. 14).

Depuis les premières arrivées en 1974 jusqu'à aujourd'hui, les marocains et les turcs n'ont cessé de s'installer en Belgique grâce à différents canaux migratoires, dont nous avons cité les deux principaux (conventions bilatérales et regroupement familial). Cette situation les place dès lors dans un système à la fois migratoire et post-migratoire (Bousetta et Martiniello, 2008, p. 49). Il y a donc en Belgique des générations différenciées de marocains et de turcs, parmi lesquelles on retrouve par exemple, à la fois des personnes de 1^{ère} génération arrivées dans les années soixante (ayant eux-mêmes donné naissance à une 2^e génération) et des personnes de 1^{ère} génération arrivées plus récemment. Par ailleurs, en vertu du droit du sol (*jus soli*), les enfants et les petits-enfants des premières générations arrivées il y a près de 50 ans en Belgique ont obtenu la nationalité belge dès lors qu'ils étaient nés sur le territoire. C'est ainsi que les personnes d'origine turque et marocaine constituent donc les deux groupes les plus importants d'origine non-européenne en Belgique.

L'objectif de cette contribution est d'analyser le lien entre la politique migratoire telle qu'elle s'articule actuellement en Belgique et l'institution du mariage parmi les populations d'origine immigrée turques et marocaines. Les choix matrimoniaux des migrants et de leurs enfants constituent en effet en Belgique un sujet qui figure régulièrement à l'agenda politique comme le montrent les changements successifs de législation sur le regroupement familial dont l'un des objectifs est de réduire l'endogamie transnationale. Nous nous pencherons dans un premier temps sur la politique migratoire de la Belgique et son lien avec le projet conjugal spécifique qu'est le mariage transnational des personnes d'origine immigrée et nous présenterons ensuite les conséquences que cette politique peut avoir sur les couples et sur les individualités au sein de ces couples.

POLITIQUE MIGRATOIRE ET PROJETS CONJUGAUX : QUELS LIENS?

L'origine de ma réflexion se situe en 2012, dans le cadre d'une recherche-action effectuée à Bruxelles sur le thème des mariages forcés (Bensaïd et Rea, 2012). Si la question des mariages forcés n'est pas le point que je souhaite aborder ici, c'est néanmoins au cours de cette recherche qu'un constat est apparu sur le terrain que j'investiguais. En effet, si le mariage forcé n'est pas un phénomène d'ampleur à Bruxelles (je ne fournis pas ici les détails de l'étude mais la conclusion générale de celle-ci a montré que le mariage forcé était surtout une construction médiatique et politique et que, si dramatique que représente chaque cas, le nombre en reste néanmoins

extrêmement marginal, du moins dans sa dimension visible), l'enquête a par contre révélé la survenance relativement fréquente de mariages dits « transnationaux » ou « endomixtes » (Moussaoui, 2008, p. 56). Ce concept vise à définir une union où l'un des deux conjoints installé en Belgique est issu de la migration et où l'autre est issu du pays d'origine, arrivé en Belgique par le mariage. Il existe ainsi une dynamique interne particulière à ces couples, une dynamique qui conjugue à la fois un écart, c'est-à-dire une mixité liée au lieu géographique de vie, et un rapprochement, c'est-à-dire une forme d'endogamie liée à l'origine des conjoints. Cette observation qui n'avait pu être quantifiée sur le terrain a par ailleurs été corroborée par une étude parue ultérieurement. En effet, le tableau suivant montre que 60 % de Marocains de 1^{ère} génération et 59 % de Turcs de 1^{ère} génération concluaient en 2008 des mariages avec des personnes vivant dans leur pays d'origine tandis que 38 % et 39 % respectivement de Marocains et de Turcs de 2^e génération concluaient également ce type d'union.

**Répartition par type des unions des personnes d'origine marocaine et turque
en 2008 en Belgique :**

	Marocains	Turcs
1 ^{ère} génération		
<i>Union transnationale</i>	60 %	59 %
<i>Union locale endogame</i>	25 %	29 %
<i>Union locale exogame</i>	15 %	12 %
2 ^e génération		
<i>Union transnationale</i>	38 %	39 %
<i>Union locale endogame</i>	46 %	47 %
<i>Union locale exogame</i>	18 %	14 %

(Caestecker, Lievens, Van de Putte et Van der Bracht, 2013)

On le voit, le taux de mariages impliquant une personne vivant dans le pays d'origine reste élevé. Plusieurs interprétations de ces chiffres est possible et il serait difficile de les présenter dans leur entièreté ici. Néanmoins, une lecture sous l'angle de la politique migratoire permet d'apporter quelques éléments d'analyse utile. En effet, le contexte actuel de fermeture des frontières, tel que nous l'avons précédemment évoqué, n'étant pas favorable à l'arrivée de nouveaux migrants, c'est principalement par le biais du regroupement familial que les nouvelles arrivées ont lieu. Ainsi, si l'on exclut les

demandes d'asile et les visas accordés aux étudiants, le regroupement familial devient en fait la seule porte d'accès, ou presque, pour les candidats migrants à la forteresse européenne (63,2 % des motifs de délivrance d'un permis de séjour en 2005) (Timerman, Lodewijckx et Wets, 2011, p. 21). Parmi les demandes de regroupement familial, si différents motifs de délivrance peuvent être invoqués, le regroupement avec un partenaire est de loin celui qui est le plus souvent mobilisé. En effet, la loi autorise les personnes légalement et durablement installées en Belgique à faire venir leurs conjoints sous certaines conditions strictement définies (et par ailleurs régulièrement renforcées). Dans ce contexte, les candidats à la migration par le mariage peuvent avoir recours à deux types de visas : les visas de type C pour « court séjour en vue de mariage » ou les visas de type D pour « regroupement familial ». Ainsi en 2011, au Consulat de Belgique au Maroc (qui est le pays dont émane le plus grand nombre de demandes de visas pour regroupement familial, devant la Turquie. Chiffres : 2008), près de 9 000 visas pour mariage ont été demandés (pour près de 4 000 accordés) et un peu plus de 4 000 visas pour regroupement familial (pour 2 700 accordés). Il faut néanmoins mentionner que le taux d'acceptation des demandes de visa est actuellement en baisse en raison du resserrement des conditions notamment financières exigées du regroupant pour permettre l'arrivée du regroupé. En effet, il faut dorénavant disposer d'un véritable capital économique (revenu, logement) mais aussi social (réseaux, appuis) pour que la procédure de regroupement familial puisse aboutir (Mazzocchi, 2011, p. 266). Par ailleurs et afin de lutter contre les mariages dits de complaisance, le mariage ne peut être dissout avant trois ans (contre six mois précédemment avant que ce délai ne soit une première fois allongé à deux ans) au risque pour le conjoint arrivant de se voir retirer son droit de séjour.

Dans un tel contexte et même s'il est fondamental de préciser que les mariages transnationaux ne sont pas systématiquement, des réponses à la politique migratoire, il est important de préciser que dès lors que ces unions permettent une entrée légale sur le territoire, dans un environnement législatif extrêmement peu favorable à l'installation en Europe, elles sont susceptibles de devenir un enjeu et une forme d'instrumentalisation pour les candidats à la migration. On perçoit en effet aisément que dans un environnement de plus en plus restrictif, il puisse y avoir au sein de ces mariages transnationaux des dynamiques d'individus qui tentent de « se jouer des frontières » au sens de Morokvasic et Catarino (2005, p. 12), leur projet pouvant dès lors être qualifié de « mariage papier » selon Mazzocchi (2011, p.265). Par ailleurs,

l'on peut penser que le projet de couple ou de famille précède au projet migratoire, ce dernier n'étant alors qu'une conséquence, recherchée ou pas, de l'union. En effet, il va de soi que les projets de vie commune et d'accès au territoire pour le conjoint regroupé, ne sont pas par définition mutuellement exclusifs. Dans certains cas néanmoins, lorsque le mariage n'est envisagé que sous la dimension utilitaire chez le conjoint migrant, il est fréquent qu'une fois la régularisation obtenue et donc que le droit au séjour est acquis, le couple divorce. Dans les mariages transnationaux, le taux de divorce après dix ans y serait d'ailleurs supérieur au taux moyen dans la population belge (Timerman, Lodewijckx et Wets, 2011, p. 21).

Il est donc aisé de percevoir dans un contexte tel que celui qui vient d'être décrit, que la politique migratoire ainsi qu'elle est actuellement déployée puisse être à l'origine de certains mariages transnationaux à visée utilitaire – nous verrons plus loin que les acteurs sociaux confirment cette hypothèse – permettant au conjoint regroupé la possibilité de séjourner légalement en Belgique. Mais plus encore nous voulons montrer au travers du travail de terrain effectué en milieu associatif, que ces dispositions de politique migratoire peuvent entraîner des abus et des violences spécifiques sur les individus. À noter que la question particulière des mariages gris¹⁰ et plus généralement, des mariages dits "frauduleux" envisagée sous l'angle du détournement des dispositions de la politique migratoire, n'est pas considérée ici en tant que catégorie d'analyse utile, l'objectif revendiqué étant plutôt de placer la focale sur les conséquences, certes indirectes mais néanmoins potentiellement violentes, que ces dispositions peuvent occasionner sur les individus.

Avant d'envisager plus spécifiquement les conséquences de la politique migratoire sur les individus, il convient de préciser que celle-ci n'épuise pas à elle seule tout le registre de justification relatif à la conclusion d'un mariage transnational. En effet, d'autres explications d'ordre notamment religieux peuvent expliquer cette pratique. Il est par exemple acquis que l'islam préconise toujours le choix d'un conjoint musulman (et même si la conversion est acceptée, la préférence restera acquise à un conjoint d'origine musulmane). En outre, parmi les populations d'origine musulmane, persiste l'idée que les garçons et les filles vivant dans le pays d'origine sont plus sérieux et plus à même de transmettre des valeurs culturelles, que ceux vivant en Belgique. Le maintien de cette croyance trouve peut-être son origine dans le fait que garçons et filles

¹⁰ Dans ce type d'union, l'une des deux personnes est sincère et de bonne foi et se trouve victime de la manipulation de son conjoint dont l'objectif est uniquement d'obtenir un droit de séjour en Belgique.

d'origine musulmane se côtoient peu et ont donc insuffisamment l'opportunité de mettre ce postulat à l'épreuve. In fine comme le montre cet ensemble de constatations, le « marché matrimonial » est donc réduit pour ces jeunes d'origine musulmane ce qui peut expliquer la survenance d'unions avec une personne en provenance du pays d'origine (Zemni, Casier, Peene, 2007, p. 39-40). Notons néanmoins que l'argument religieux qui est à la base de cette démonstration -qui implique donc également des arguments d'ordre culturels et comportementaux-, n'exclut pas pour autant les justifications d'ordre migratoire. La littérature scientifique a d'ailleurs mis en évidence le lien intime qui existe entre migration et relations familiales, ces dernières étant généralement entretenues par-delà les frontières (Mazzocchi, 2011, p. 265).

LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE SUR LES INDIVIDUS

Les intervenants sociaux qui ont été rencontrés dans le contexte de l'étude sur les mariages forcés sont, pour une partie d'entre eux, organisés au sein d'un réseau (Réseau Mariage et Migration: <www.mariagemigration.org>, consulté le 26 janvier 2015) qui vise à proposer une réflexion autour des questions de mariage en contexte de migration. Si l'enquête de terrain qui a été réalisée auprès d'eux a initialement permis de récolter des témoignages concernant la problématique des mariages forcés, elle a également permis, plus généralement, de récolter de nombreux témoignages sur les conséquences induites par les dispositions de politique migratoire sur les individus engagés dans un mariage transnational que celui-ci soit ou pas forcé¹¹. En effet, il est impossible d'aborder la question des mariages forcés sans aborder celle qui concerne plus généralement les mariages transnationaux et l'impact de la politique migratoire sur l'intimité des couples. Ces deux aspects étant, on l'a mentionné précédemment, intimement mêlés. Au-delà donc du phénomène particulier du mariage forcé les questions de politique migratoire sont donc inévitablement apparues dans les échanges et c'est cet aspect spécifique qui est présenté dans les extraits qui suivent. Signalons également que ces extraits sont issus de rencontres avec différents intervenants sociaux dont des représentants d'association, des médiatrices scolaires et une médiatrice urbaine, du personnel policier, du personnel communal, une avocate spécialisée et des

¹¹ Signalons que la problématique des mariages forcés concerne généralement des couples transnationaux puisqu'en effet, aucun cas de mariage forcé contracté entre deux résidents bruxellois ne m'a été relaté. Ceci étant le mariage forcé n'est qu'une configuration possible de mariage en contexte de migration.

psychologues. Quelques victimes figurent parmi la liste des personnes rencontrées mais en proportion réduite.

D'un point de vue méthodologique, et on l'a précédemment évoqué, il convient de préciser que les extraits présentés concernent principalement des cas de mariages transnationaux impliquant une personne d'origine marocaine ou turque et résidant en Belgique, avec une personne résidant dans son pays d'origine. En effet, beaucoup des observateurs rencontrés ont évoqué une double dynamique concernant la fréquentation de leurs associations: d'une part, les populations d'origine turque et marocaine implantées souvent de longue date en Belgique et bénéficiant d'un capital social établi, fréquentent les associations et sembleraient donc relativement enclines à solliciter de l'aide lorsqu'elle se justifie. D'autre part, d'autres populations, qui sont elles aussi concernées par le mariage transnational, les fréquentent très peu voire pas du tout. À ce titre, nous pouvons citer les groupes issus de migrations relativement récentes tels que les Albanais, les Pakistanais, les Afghans ou les Roms. En cela, le travail de terrain effectué est forcément le reflet de la fréquentation des associations par les différents groupes. Il faut également rappeler que la réalité démographique de Bruxelles explique l'obtention de témoignages émanant principalement des populations issues de l'immigration turque et marocaine puisqu'on l'a dit, ces groupes constituent les effectifs les plus importants d'étrangers et de Belges d'origine étrangère à Bruxelles. Il est donc cohérent qu'ils soient proportionnellement plus présents que d'autres groupes dans les associations.

Parmi les témoignages recueillis concernant donc les difficultés spécifiques aux couples transnationaux, il faut noter en premier lieu une dimension qui touche à la cohésion et à l'entente au sein du couple. En effet, compte tenu de la grande rigidité de la politique migratoire et de son impact sur la liberté de circulation des individus, le conjoint arrivant est fréquemment soupçonné de ne chercher que son avantage administratif à la situation et de n'avoir donc contracté le mariage que dans le but précis de pouvoir à terme bénéficier d'un droit de séjour. Finalement, le doute sur la véracité de l'engagement est toujours susceptible d'envahir les esprits et d'empoisonner la relation conjugale, comme le montre l'extrait suivant :

Une représentante d'association:

« Il y a une réelle méfiance des jeunes à l'égard de ces mariages. [...] Il y a à la fois une pression, 'c'est grâce à moi que tu es sortie de ton village donc j'ai le pouvoir sur toi, c'est grâce à moi que tu as accédé aux papiers etc.' Et il y a aussi une méfiance en disant 'est-ce qu'il peut vraiment m'aimer, me trouver aimable ou désirable ou c'est juste pour les papiers ?' Je pense que ça biaise la relation. Ca influence [...] l'établissement d'une relation saine. »

Une médiatrice urbaine:

« Voilà après autant de temps le mari a obtenu les papiers donc il devient violent il dit qu'il veut divorcer se séparer et donc dans ces mariages c'est pas toujours honnête et les intentions ne sont pas toujours connues des deux côtés. »

On le voit, le contexte institutionnel restrictif empiète et s'immisce dans la sphère privée où il devient susceptible de mettre à mal les convictions sur lesquelles l'engagement conjugal était initialement fondé. D'autres études ont mis à jour ce phénomène et montré combien ces mariages peuvent être entachés de suspicion. Citons notamment celle de Zemni (Zemni, Casier, Peene, 2007) qui au travers de témoignages de femmes d'origine immigrée a fait apparaître l'incertitude qui les habite quant aux intentions de leur partenaire regroupé qui arrive en Belgique pour les épouser.

En second lieu, la situation administrative dans laquelle se trouve le regroupé peut également représenter un aspect extrêmement difficile à gérer pour les individus puisque le conjoint arrivant se trouve placé dans une dépendance totale vis-à-vis de son conjoint installé en Belgique. En effet, rappelons-le, dès lors que le mariage a été annoté ou célébré par les instances communales, le conjoint arrivant dispose d'un droit de séjour temporaire sur le territoire, droit de séjour qui devient illimité après trois ans de vie commune. Cette mesure, destinée à lutter contre les mariages dits de complaisance, a été renforcée à deux reprises, faisant passer le délai minimal de vie commune de six mois à deux ans avant d'être étendu à trois ans. Lorsque ce délai n'est pas respecté et que le couple est donc dissout avant trois ans, le conjoint regroupé risque de se voir retirer son droit de séjour par l'Office des Étrangers. On le comprend donc facilement, cette disposition de politique migratoire et l'allongement temporel minimal qu'elle implique, a pour conséquence directe que les femmes ou les hommes rejoignant leur conjoint ou partenaire en Belgique se trouvent dans l'obligation de se montrer conciliant(e)s durant le délai fixé par la loi, s'ils (elles) souhaitent avoir la possibilité de rester sur le territoire. Cette situation est donc susceptible de placer les individus dans un état

d'asservissement à leur conjoint, celui-ci (ou celle-ci) pouvant dès lors utiliser cette dépendance comme un levier :

Une représentante d'association :

« Ils ont allongé la durée de la cohabitation pour le regroupement familial, maintenant ça devient un très gros problème. Avant si la personne s'était mariée avec son cousin il fallait six mois. Après six mois elle pouvait avoir sa carte de séjour, elle pouvait divorcer, elle était tranquille. Mais plus maintenant, maintenant c'est trois ans donc il y a toute la question : je veux me séparer, je ne veux pas vivre cette vie mais en même temps je ne peux pas retourner au Maroc donc il faut absolument que je reste ici. »

Un représentant d'association :

« On a déjà eu le cas d'une jeune fille qui était au Maroc, un type est venu la chercher et une fois marié lui a dit : 'je suis allé te chercher pour que tu travailles pour moi'. Mais ça a créé des problèmes et quand la fille a commencé à discuter, le garçon a dit 'je vais te dénoncer à la police de la commune, on va te retirer les papiers. »

Par ailleurs, dans les familles turques ou marocaines et selon les témoignages recueillis, il est fréquemment apparu que dans le cadre d'un mariage transnational le couple ainsi constitué élise domicile dans la famille du regroupant ou se retrouve à tout le moins sous l'influence directe de celle-ci. Or, parmi les souffrances vécues par les conjoints récemment arrivés en Belgique, la difficulté à cohabiter ou à composer avec la belle-famille semble peser lourd. En effet, lorsque la belle-famille se montre peu amène, ou que les référents culturels sont trop différents, de telles situations peuvent générer une grande souffrance pour le conjoint comme en témoignent par exemple les extraits suivants:

Une représentante d'association:

« Ces femmes qu'on est allé chercher là-bas au pays, qui arrivent ici, qui savent à peine parler, voire même pas du tout parler français, qui découvrent ici un mari et une belle-famille avec lesquels elles doivent vivre, ça ne fonctionne pas. »

Une représentante d'association :

« On a aussi des hommes qui se marient, c'est un peu une promotion sociale de se marier avec une fille d'ici et puis quand ils arrivent ils en prennent plein la figure parce qu'on les fait vraiment travailler comme des forçats et la belle-famille veut qu'ils remettent leur paye intégrale. Y'en a qui se font battre. »

Une représentante d'association :

« Elles (ces femmes qui viennent de l'étranger) viennent en disant : je ne peux pas vivre avec ça, pas avec cette violence, pas avec une belle-mère qui me maltraite. Mais au final elles restent. »

Il apparaît par ailleurs clairement dans ce dernier extrait, que la volonté de rester en Belgique, quoi qu'il arrive, place là aussi le conjoint arrivant dans une situation où il est contraint de subir le rapport de domination que son époux(se) et/ou sa belle-famille sont susceptibles de lui infliger. Plusieurs témoignages ont en effet confirmé le fait que des jeunes filles (ou des jeunes hommes) venus en Belgique dans le cadre d'un mariage, ne souhaitent généralement pas retourner dans leur pays d'origine, et ce quelles que soient les souffrances qu'elles (qu'ils) subissent dans le cadre de ce mariage et les risques qu'ils courent d'être renvoyés dans leur pays dès lors que leur situation devient problématique en regard de la loi. À tous les éléments présentés, s'ajoutent aussi les difficultés inhérentes à tout parcours de migration et qui impliquent entre autres un déracinement du milieu d'origine, une perte de repères et un choc culturel, mais qui ne sont pas détaillées ici dans la mesure où elles ne concernent pas directement les mesures de politique migratoire.

Les observations de terrain présentées ici tendent surtout à montrer que la politique migratoire restrictive telle qu'elle existe aujourd'hui, et qui pousse probablement à la conclusion de mariages transnationaux, génère au sein des couples des difficultés spécifiques, souvent empruntées de violence qui n'ont pas été envisagées lors de l'élaboration des politiques publiques destinées à réguler les migrations par regroupement familial. Un possible effet paradoxal de cette restriction législative pourrait donc conduire à une augmentation des violences intrafamiliales ainsi que l'enquête de terrain l'a montré. Ceci étant, il faudrait cependant un instrument statistique pour évaluer la portée de cette probabilité.

Dans la même optique et même si, on l'a dit, les cas de mariages forcés enregistrés en Belgique restent peu élevés, il est quand même important de pouvoir faire

le lien entre les cas existants et la politique migratoire en vigueur. Dans cette lecture, il peut par exemple être intéressant de noter l'apport de Brion (2011, p. 50) pour qui l'extrême sévérité de la politique migratoire peut devenir un incitant à la survenance de mariages arrangés voire forcés et au cortège de violences qui les caractérisent. En effet, la pratique du mariage forcé étant moins incertaine et dangereuse que d'autres formes illégales d'accès au territoire, elle est donc susceptible de représenter une solution pour les candidats à l'immigration. En outre, la limitation de la diversification des canaux légaux d'immigration a également pour conséquence de contribuer à organiser le secteur d'activité (recrutement des épouses, circulation de l'argent etc.) lié à ce type de mariage. Ce point de vue, certes tranché, offre néanmoins un angle d'approche novateur qui méritait selon nous d'être exposé ici. Nous pouvons également mentionner les diverses mesures de pénalisation des mariages contractés sous la contrainte qui ont été récemment adoptées dans le champ législatif. Ces dispositions visent à incriminer spécifiquement le mariage forcé et à considérer comme un délit le recours à la coercition pour contracter un mariage¹². Or, comme le souligne justement Durand (2008, p. 2), ces mesures destinées à protéger les femmes ne sont pas forcément efficaces, loin s'en faut, mais elles ont par contre pour conséquence de rendre plus difficile encore, voire d'empêcher tout à fait l'accès au territoire et le séjour pour les candidats à la migration par le mariage en renforçant ainsi la politique de l'État dans sa lutte contre l'immigration. Ce dernier extrait qui évoque un cas où la jeune fille est contrainte par son entourage familial à se marier, exprime bien cette idée puisque dans ce cas-ci, la pénalisation du mariage forcé a permis l'annulation du projet d'union et a par conséquent du processus destiné à organiser le regroupement familial :

Une représentante d'association:

« Elle ne voulait pas se marier mais elle ne voulait pas que ses parents sachent que ça venait d'elle. Finalement on a téléphoné à l'Office des Étrangers, qui avec le témoignage de la jeune fille a stoppé le regroupement familial. »

CONCLUSION

La vision que nous avons proposée ici est circonscrite aux situations problématiques puisqu'elle relaye des cas impliquant une souffrance, traités par des associations en

¹² Loi du 25 avril 2007 insérant un article 391 sexies dans le Code pénal et modifiant certaines dispositions du Code civil en vue d'incriminer et d'élargir les moyens d'annuler le mariage forcé, publiée au Moniteur Belge du 15 juin 2007.

charge du suivi des mariages en contexte de migration. Il était néanmoins important de montrer que les mesures de politique publique en termes de restriction d'accès et d'installation sur le territoire induisent des effets pervers qui se voient renforcés par les restrictions toujours plus fortes qui sont observées. Ces effets pervers peuvent néanmoins difficilement être généralisés à toutes les unions contractées dans les populations d'origine étrangère, qui par ailleurs ne sont pas toutes transnationales. À ce titre, on sait en réalité peu de choses des choix matrimoniaux des jeunes Bruxellois d'origine immigrée et de leurs aspirations face à l'institution du mariage. Et cela mériterait probablement une investigation et un approfondissement spécifiques puisque la socialisation des enfants de migrants nés en Belgique, et plus particulièrement leurs choix matrimoniaux, étape importante de cette socialisation, suscite toujours un grand nombre d'interrogations. Si l'on en croit différentes études, les jeunes restent en partie tentés par le mariage avec un conjoint vivant dans le pays d'origine mais l'on est en droit aujourd'hui de s'interroger sur la faisabilité de tels projets dès lors que les conditions d'accès au territoire deviennent de plus en plus restrictives y compris (voire surtout) pour ce qui concerne le regroupement familial. Cette question de l'intrusion de la question des frontières dans l'institution du mariage apparaissant dès lors que le mariage avec un représentant d'un pays tiers est envisagé.

BIBLIOGRAPHIE

Bensaïd N. et Rea A. (2012) « Etude relative aux mariages forcés en Région de Bruxelles Capitale », Centre de Recherches Germe de l'Université Libre de Bruxelles [En ligne], <<http://germe.ulb.ac.be/online-publications/publications.html>>, consultée le 15 mai 2015.

Bousetta H. et Martiniello M. (2008) « Les pratiques transnationales des immigrés chinois et marocains de Belgique », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 24.

Brion F. (2011) « User du genre pour faire la différence ? La doctrine des délits culturels et de la défense culturelle. », dans S. Palidda, Ed. Karthala, *Migrations critiques : Repenser les migrations comme mobilités humaines en Méditerranée*, Paris, Karthala.

Caestecker F., Lievens J., Van de Putte B. et Van der Bracht K. (2013). « Tendances dans les choix du conjoint des migrants de première et de seconde génération en Belgique. Focus sur les populations d'origine marocaine et turque. 2001-2008 », Université de Gand [En ligne], <http://www.emnbelgium.be/sites/default/files/publications/2013caesteckereapartnermigratie_2.pdf>, consulté le 15 mai 2015.

Durand S., (2008) « Politique migratoire et instrumentalisation de la question du genre en contexte post-colonial. Le cas des 'mariages forcés' », *REVUE Asylon(s)*, n.°4.

Mazzocchetti J. (2011) « Fermeture des frontières et liens transnationaux : un terrain auprès de primo-arrivants africains en Belgique », *Autrepart*, n°1.

Morokvasic M., Catarino C. (2005) « Femmes, genre, migration et mobilités », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n°1.

Moulin M., Carbonnelle S., Casman M.T. et Joly D., (2006), « Migrations et vieillissements », Fondation Roi Baudouin.

Moussaoui J. (2008). « Mariage et migration: comprendre les enjeux, accompagner les familles et les jeunes autour des sujets des mariages intra-communautaires et des projets conjugaux des jeunes », Journée de réflexion sur les enjeux du mariage chez les jeunes issus de l'immigration, Actes du colloque du 20 juin [En ligne], <<http://www.cocof.irisnet.be/nos-competences/affaires-sociales/docutheque/affaires-sociales/ActesducolloqueLesenjeuxdumariagechezlesjeunesissusdelimmigration.pdf>>, consulté le 15 mai 2015.

Rea A. et Martiniello M. (2012). « Brève histoire de l'immigration en Belgique », Fédération Wallonie-Bruxelles.

Schoonvaere Q. (2013). « Etude démographique de la population d'origine turque en Belgique », Centre de recherche en démographie et sociétés et Centre pour l'Egalité des chances et la lutte contre le racisme.

Timmerman C., Lodewyckx I., Wets J. (2011) « Le regroupement familial en Belgique : les chiffres derrière le mythe », Fondation Roi Baudouin.

Zemni S., Casier M., Peene N. (2007). « Étude des facteurs limitant la liberté de choix d'un partenaire dans les groupes de population d'origine étrangère en Belgique », Université de Gand.

LE RÔLE DES RÉSEAUX SOCIOPROFESSIONNELS DANS LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT ET D'INTÉGRATION EN EMPLOI DES IMMIGRANTS

Christiana Simonsen, Maîtrise, Université de Montréal

INTRODUCTION

Plusieurs études ont analysé les différents aspects de l'intégration des immigrants au Québec. Certaines de ces études justifient la croissance de l'immigration, par une pénurie de la main-d'œuvre, qui s'expliquerait, entre autres, par le départ à la retraite des baby-boomers (OECD, 2006). Logiquement, l'intégration des nouveaux immigrants devrait donc se faire naturellement. Pourtant, les nouveaux immigrants ne parviennent pas à combler cette pénurie de main-d'œuvre. Au contraire, les recherches nous démontrent, de plus en plus, que les immigrants qualifiés doivent faire face à une multitude de défis (la non-reconnaissance des diplômes, la déqualification, les barrières de la langue, la discrimination, etc.) et surmonter plusieurs obstacles (Chicha et Charest, 2008). D'ailleurs, le rapport de l'IRIS (Institut de recherche et d'information socio-économiques) nous indique que, bien que le Canada soit considéré comme un modèle à l'international en matière de sélection des immigrants économiques, les nouveaux arrivants vivent depuis plusieurs années des difficultés grandissantes d'insertion au marché de travail (Fourcier et Handal, 2012).

L'une des difficultés évoquées par plusieurs auteurs fait référence au manque de réseaux socioprofessionnels. Or, les immigrants qui arrivent au Québec n'ont pas nécessairement un réseau préétabli ou ne prennent pas la mesure de l'importance d'un réseau professionnel dans la recherche d'emploi. Ainsi, la méthode de recrutement par réseau, ou par le bouche-à-oreille tend à exclure les nouveaux arrivants qui, n'ayant que peu de capital social, passent à côté d'opportunités professionnelles (Fourcier et Handal, 2012). Dans le même sens, certaines recherches indiquent que l'utilisation des réseaux sociaux est privilégiée par les entreprises dans le processus de recrutement car elle facilite : le gain de temps et d'argent, l'économie de ressources et la qualité des personnes référées. Pour les candidats, selon Behtaoui (2008), les réseaux sociaux permettent l'accès à un meilleur éventail de postes que ceux qui sont accessibles par la voie formelle ou classique (journaux, affichages sur internet, entre autres). Ils permettent également aux personnes qui ont été embauchées grâce aux réseaux d'être

mieux intégrées en entreprise, puisque les employés qui les ont référées peuvent leur fournir des informations sur leur nouveau milieu de travail (Chicha, 2009).

Dans ce contexte, l'objectif de notre recherche est de faire une analyse qui nous permettra de comprendre le rôle et l'importance des réseaux socioprofessionnels dans le processus de recrutement et d'intégration en emploi des immigrants. Dans un premier temps, nous commencerons par dresser un portrait statistique de la situation des immigrants au Québec et des difficultés rencontrées par ces derniers lors de leur intégration professionnelle. Nous poursuivrons notre recherche, par l'étude des réseaux tels que les réseaux formels ou informels, ses composantes et leur impact sur les processus de recrutement et d'intégration en emploi. Étant donné que les entrevues n'ont pas encore été effectuées, nous concentrerons nos explications sur la revue de la littérature pour ensuite terminer par une description de la méthodologie utilisée et la conclusion qui comportera quelques pistes de réflexion sur nos propositions de recherche.

LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES IMMIGRANTS LORS DE LEUR INTÉGRATION

Comme mentionné précédemment, bien que l'immigration soit considérée comme une stratégie clé face à la pénurie de la main-d'œuvre, la réalité de la population immigrante en termes d'accessibilité au marché du travail est loin d'être évidente.

Prenons en considération les données les plus récentes sur le marché du travail québécois (Tableau 1, ci-dessous). En 2013, le taux d'emploi des immigrants reçus au Québec est de 57,2 % comparativement à un taux d'emploi de 61 % pour les natifs (personnes nées au Canada) (Statistique Canada, 2013). En ce qui a trait au taux de chômage, le même groupe d'immigrants doit faire face à un taux de chômage de 11.6 % comparativement à un taux de 6.9 % pour les natifs (Statistique Canada, 2013). Le revenu des immigrants est, quant à lui, également reconnu pour être inférieur à celui de la population non immigrante (CAMO, 2010). Ainsi, dans les années 2013, à titre d'exemple, un immigrant recevait un salaire horaire moyen de 21,18 \$ tandis que la population native touchait quant à elle un salaire horaire moyen de 22,75 \$.

Tableau 1 : La rémunération (salaire horaire moyen), le taux de chômage et le taux d'emploi des immigrants et de la population native au Québec (2013)

Caractéristiques	Taux de chômage (2013)	Taux d'emploi (2013)	Salaire horaire 2013 (\$)
Immigrants reçus	11,6 %	57.2 %	21,18
Population née au Canada	6.9 %	61 %	22,75

Sources : Statistique Canada (2011, 2013) et l'institut de la statistique du Québec (2014) à partir des fichiers de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM-2011)

Intéressons-nous maintenant au niveau de scolarité et de connaissance des langues de ces deux populations. Le Tableau 2 ci-dessous nous indique, qu'en 2011 au Québec, 51 % des immigrants sont bilingues (anglais et français), alors que seulement 42 % des natifs le sont. Pour le niveau de scolarité, en 2011 (Tableau 2) au Québec, on compte plus d'immigrants titulaires d'un grade universitaire (37.1 %) que de Canadiens d'origine (20.5%)

Tableau 2 : Le niveau de scolarité et de connaissance de langues des immigrantes et de la population native au Québec (2011)

Caractéristiques	Niveau de scolarité - grade universitaire (2011)	Connaissance de langues (bilinguisme - anglais et français - 2011)
Immigrants reçus	37.1 %	51 %
Population née au Canada	20.5 %	42 %

Sources : Statistique Canada (2011, 2013) et L'institut de la statistique du Québec (2014) à partir des fichiers de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM-2011)

Ces données nous indiquent que, malgré un niveau d'études supérieur (souvent un pré-requis pour avoir le permis de résidence permanente) et un taux de bilinguisme plus élevés que la population native, les immigrants ont plus de difficultés à trouver un emploi. De plus, une fois en emploi, leur salaire est moins élevé que celui de la population née au Canada

Nous avons cité ici quelques indicateurs qui influencent l'intégration des immigrants au marché de travail, comme le niveau de connaissance des langues et le niveau de scolarité. D'autres indicateurs s'avèrent aussi importants, entre autres, la déqualification en emploi, la discrimination et la non-reconnaissance des diplômes (Chicha et Charest, 2008; Bourhis, Montreuil, Helly et Jantzen, 2007; Bourdabat, 2011; Chanoux, 2009). Parmi ces difficultés, comme mentionnées précédemment, l'absence de réseau socioprofessionnel est aussi souvent mentionnée par les chercheurs comme déterminant dans l'intégration au marché de l'emploi. C'est d'ailleurs ce point que nous expliquerons dans la section suivante.

LES RÉSEAUX SOCIOPROFESSIONNELS

Suivant l'ordre d'idées de la section antérieure, l'utilisation des réseaux socioprofessionnels est considérée par plusieurs auteurs (Behtaoui, 2008; Ibarra, 1993; Chicha, 2009) et chercheurs d'emploi comme une stratégie clé dans la recherche et l'intégration en emploi, car elle facilite l'accès à l'information. Plus précisément, elle facilite l'accès au marché de l'emploi dit « caché », soit la tendance des chercheurs d'emploi à avoir un contact direct auprès des employeurs et d'utiliser le réseau de relations professionnelles ou personnelles (Emploi-Qc, 2004) pour se trouver un emploi ou découvrir des offres d'emploi qui ne sont pas affichées (Emploi-QC, 2013). Ainsi, selon Emploi-Québec (2004), environ 75 % des emplois sont trouvés grâce à des informations provenant de sources informelles (par les réseaux de contacts). Il serait pertinent ici de définir également ce que nous comprenons par « réseaux socioprofessionnels », en général, ils réfèrent à des liens (ou relations), plus ou moins forts (Granovetter 1983) que l'individu peut développer et entretenir afin d'accéder à plus d'information, à des références, de se créer une réputation, une identité, entre autres. Dans ce contexte, notre étude se veut une analyse des types et des composants des réseaux ainsi que de leur impact sur les différentes étapes du processus de recrutement et de l'intégration des immigrants.

LES TYPES DES RÉSEAUX

L'étude de la théorie des réseaux, suivant une approche sociologique, possède plusieurs interprétations. Dans le cadre de notre recherche, nous avons choisi quelques auteurs qui sont le plus souvent cités dans les recherches sur les réseaux socioprofessionnels.

Mark Granovetter (1973, 1983): sociologue américain, considéré comme l'un des principaux représentants de la sociologie des réseaux sociaux et l'auteur de la fameuse théorie de la « force des liens faibles » (« Strength of weak ties »). L'idée principale de son ouvrage porte sur la force des liens (forts ou faibles) et les ponts (« bridges ») entre les relations. La notion de force de liens, quant à elle, se mesure par « la quantité de temps, l'intensité émotionnelle, l'intimité (confiance mutuelle) et les services réciproques combinés » (Granovetter, 1973). Ainsi, les liens forts représentent ici les relations avec les personnes les plus proches, comme les amis et la famille. Les liens faibles représentent les relations entre les personnes plus distantes ou de simples connaissances. Ces derniers (les liens faibles) permettraient de former des ponts (« bridges ») qui d'ordinaire ne se côtoieraient pas autrement dit qui seraient « déconnectés ». Les liens forts quant à eux, offrent un support moral et social à l'individu. Pourtant un réseau composé uniquement de personnes ayant de liens forts, ayant une identité similaire, ont accès au même type d'information, c'est-à-dire à de l'information limitée. Selon l'auteur, il est préférable pour un chercheur d'emploi d'avoir plusieurs liens faibles plutôt que des liens forts, car ce sont les liens faibles qui permettent l'accès à l'information non redondante (Granovetter, 1973).

Ronald S. Burt (2000, 2001, 2004) : spécialiste des réseaux sociaux, est l'auteur de la théorie des « trous structuraux » (« structural holes »). Cette théorie vient « compléter » la notion de ponts formés par les liens faibles de Granovetter (Ventolini, 2009). Un trou structural désigne l'espace vide entre deux individus dans un groupe, soit l'absence de relation. Cette absence de connexion entre deux personnes permet à une troisième personne qui se place en intermédiaire et de tirer avantage de la situation. Ces avantages sont représentés par : 1) un accès plus rapide à l'information. Dans ce cas, l'information ne suit plus les voies formelles et hiérarchiques de diffusion (elles sont plus directes), 2) l'information accessible est de meilleure qualité, car elle est non redondante. La redondance ici est expliquée par deux indicateurs : la cohésion du réseau (plus les individus sont liés ensemble, plus ils auront accès au même type d'information) et l'équilibre structural (deux personnes qui ne sont pas liées, mais qui ont accès au même type d'information), 3) un contrôle sur la diffusion de l'information (l'intermédiaire peut choisir le moment, la pertinence et la personne à qui diffuser l'information). Burt propose deux concepts dans sa théorie de trous structuraux, soit les notions de « Broker » et de « Closure » ou « Brokerage and Closure » (Burt, 2001). Le concept de « Broker » fait référence à l'individu qui se situe entre deux individus non

connectés. Cet individu (« broker ») profiterait de ce que nous venons de mentionner, soit l'accès et le contrôle de l'information. Le concept de « closure », en contrepartie, fait référence à un réseau plus fermé ou complet. Dans ce type de réseau, l'ensemble des comportements de l'individu est connu, soit de façon directe ou indirecte, véhiculée par sa réputation ce qui permet une circulation de l'information et favorise la coopération entre les individus. Ces deux concepts, « closure » et « brokerage » se complètent, car, selon l'auteur, le « broker » permet de bénéficier d'avantages à l'extérieur du groupe tandis que la « closure » facilite la confiance et la collaboration nécessaire à l'intérieur du groupe (Burt, 2004).

Herminia Ibarra (1993, 1995, 2004) : experte en développement professionnel est l'auteure de plusieurs livres et articles sur les réseaux, le développement de carrière, la carrière des femmes et l'identité professionnelle. Elle distingue dans son ouvrage deux types des réseaux : 1) Réseau formel (ou prescrit) : des relations formellement composées au sein de l'organisation, comme les relations entre les supérieurs et les employés qui doivent interagir pour atteindre les objectifs de la compagnie, 2) Réseau informel (ou émergent) : des relations qui peuvent être personnelles ou professionnelles ou les deux. Ce type de relation est le résultat des intérêts de l'individu par rapport à son plan de carrière. Ibarra (1993) fait un lien de ces types de réseaux avec les ressources de caractère instrumental et expressif. Les ressources instrumentales font référence aux relations professionnelles (ou liées au travail) qui peuvent faciliter l'accès à l'information, le partage des connaissances, les ressources matérielles et la visibilité auprès de la haute direction (exemple : les relations entre les mentors et protégées). Les ressources expressives font référence à des relations d'amitié qui sont caractérisées par un grand support social et un niveau élevé de proximité et de confiance.

Nous avons ciblé les auteurs ci-haut mentionnés (Granovetter, Burt et Ibarra), car nous estimons qu'ils se rattachent davantage à l'objet de notre recherche.

LES COMPOSANTS DES RÉSEAUX

En plus des concepts que nous venons d'expliquer, la théorie des réseaux comporte différents composants relationnels ou attributs qui aident à cerner l'importance d'une relation comme : la taille/densité, la fréquence/durée, la centralité et la distance des relations.

La taille ou densité : la taille du réseau correspond au nombre de connexions qui le composent (Saint-Charles et Mongeau, 2005). Elle réfère donc à l'ampleur de

contacts parmi les membres du réseau d'un individu (Marsden, 1990). Ainsi, plus un réseau est petit, plus il tend à être dense (Saint-Charles et Mongeau, 2005). On peut faire un lien ici avec la théorie de force des relations de Granovetter (1973), plus le réseau est dense, plus grande est la probabilité que ses membres entretiennent des liens forts (ou expressifs) et, par conséquent, qu'ils aient accès à une information redondante (Ibarra, 1993).

La fréquence/durée d'une relation, quant à elle, indique qu'il ne suffit pas de créer un réseau, mais également le maintenir. Dans ce contexte, la réciprocité d'une relation est proportionnelle à la fréquence et l'effort accordé pour maintenir une relation (Saint-Charles et Mongeau, 2005).

La notion de centralité est également un aspect important à étudier, elle fait référence au nombre de choix de ressources que reçoit une personne dans un réseau et découle du concept de « popularité » (Saint-Charles et Mongeau, 2005). Elle est considérée comme indicateur de l'efficacité de l'individu et de l'intégration dans la vie organisationnelle (Moore, 1992), de son prestige (Eve, 2002), et enfin, de son pouvoir et son influence (Burt, 1992) dans l'organisation. Ainsi, l'individu ayant des liens avec « les bonnes personnes » (« connections to the right people ») aurait une meilleure réputation et serait perçu comme une personne plus efficace (Krackhardt et Kilduff, 1994). Enfin, la notion de centralité repose sur l'hypothèse que plus une personne a de liens dans un réseau, plus elle est centrale et plus son influence est grande.

Enfin, la distance des relations représente le nombre de liens qui doivent être utilisés pour se rendre d'un point à un autre du réseau (Saint-Charles et Mongeau, 2005). Si, dans un même réseau, deux individus ne sont pas liés directement, il faut donc parcourir un certain chemin pour se rendre de l'un à l'autre, chemin qui passe forcément par d'autres individus (Saint-Charles et Mongeau, 2005).

Les types et les composantes des réseaux vont avoir un impact sur le processus de recrutement et d'intégration en emploi, ce que nous allons analyser dans la section suivante.

L'IMPACT DES RÉSEAUX SUR LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT ET D'INTÉGRATION EN EMPLOI DES IMMIGRANTS (MEMBRES DES MINORITÉS)

L'impact des réseaux socioprofessionnels peuvent être déterminants pour le groupe minoritaire. Pour mieux comprendre le concept de minorités, nous ferons la distinction entre minorités visibles et minorités ethniques. Les minorités visibles, se définissent

selon la Loi sur l'équité en matière d'emploi (1995) du Canada comme les : « personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ». Les minorités ethniques représentent quant à elles, au sens de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics du Québec comme « Les personnes dont la langue maternelle n'est pas le français ou l'anglais et qui font partie d'un groupe autre que celui des autochtones et celui des personnes qui font partie d'une minorité visible » (Chicha et Charest, 2013).

L'impact des réseaux dans le processus de recrutement des immigrants

Plusieurs études empiriques ont démontré les aspects positifs de l'utilisation des réseaux dans le processus de recrutement. C'est le cas d'une étude de Granovetter (1995) menée aux États-Unis où environ 40-50% des participants ont trouvé un emploi en utilisant leur réseau. Dans le même sens, le travail de Lin et al. (1981) qui a utilisé les données d'une enquête menée en 1975 auprès de travailleurs aux États-Unis qui relataient que la majorité des emplois ont également été trouvés en utilisant les réseaux (Robert, 2007). Toujours aux États-Unis, Ericken et Yancey (1980) ont étudié un échantillon de 1780 adultes à Philadelphie en 1975 et leur résultat indique que 56.7% de personnes ont également utilisé les réseaux pour trouver un emploi. Au Québec, Langlois (en 1977) a étudié un grand nombre de personnes (2553 hommes et femmes) travaillant dans l'une des unités du gouvernement provincial. Ses résultats indiquent que, malgré un grand effort de la part du gouvernement pour formaliser le processus de recrutement, 42.7% des personnes ont été recrutées à partir de l'utilisation des réseaux (Granovetter, 1973).

Pour les individus, l'utilisation des réseaux serait bénéfique, car ceci permet un accès plus rapide à l'information (par exemple, l'ouverture d'un poste). De plus ils ont une meilleure chance d'être reçus à une entrevue ou de recevoir une offre d'emploi, car ayant davantage d'informations relatives au poste elles ont pu mieux adapter leurs candidatures et se préparer pour l'entrevue (Ibarra et Deshpande, 2007). Pour l'entreprise, l'un des avantages d'utiliser les réseaux se réfère à la qualité des candidats. En effet, les employés préféreront recommander seulement de bons candidats vu que leur réputation est en jeu. (Pellizzari, 2010). De plus, c'est un processus moins coûteux pour la compagnie comparativement, par exemple, aux services de placement effectués par un cabinet de recherche de cadres ou professionnels. Il existe d'autres avantages pour l'employeur d'avoir recours aux réseaux dans le cadre du recrutement d'immigrants tel que: la résolution d'un problème de pénurie de main-d'œuvre ou des

difficultés de recrutement et, en même temps, l'avantage d'améliorer l'image sociale de l'entreprise (Laroche et Rutherford, 2007).

Pourtant, les minorités doivent faire face à des facteurs d'exclusion des réseaux ce qui complique l'obtention d'un emploi. Parfois, les minorités sont la cible de préjugés et de discrimination (Chicha et Charest, 2008) de la part du groupe dominant. Le groupe dominant, dans le cadre de notre recherche, fait référence à la notion de « coalition dominante » (« dominant coalition »), soit le réseau social des individus ayant une grande influence et pouvoir au sein de l'organisation (Brass, 1985). En ce qui concerne les préjugés du groupe dominant dans le processus de recrutement, selon Québec Multi-plus (2002), certains éléments peuvent influencer négativement la rétention des candidats membres d'une minorité en entrevue, en autres, à cause de leur accent, de leur intonation, du débit de leur voix, de la manière de répondre aux questions, et de la durée des silences (Chanoux, 2012).

Cette difficulté à s'intégrer dans un réseau du groupe dominant fait que les membres des minorités auront tendance à se regrouper avec des personnes ayant une identité similaire ou appartenant au même groupe ethnoculturel, c'est ce qu'Ibarra qualifie d'« homophilie » (Ibarra, 1993). L'homophilie, ou la tendance d'avoir des personnes similaires au sein du réseau peut s'appliquer à la fois dans le groupe dominant et dans le groupe des minorités. Pour le groupe dominant, cela peut s'avérer bénéfique, car ils compteront parmi eux des individus avec du pouvoir et de l'influence, mais en même temps, cela contribue à l'exclusion des membres qui n'ont pas les mêmes caractéristiques. Pour les membres des minorités, cette tendance (homophilie) peut avoir également des facteurs positifs comme le support social. Par contre, le nombre des membres des minorités au sein de l'organisation surtout à des postes de la haute direction est limité (Ibarra, 1993), ce qui limite les bénéfices de l'utilisation des réseaux.

D'ailleurs, un sondage mené par le Conseil des relations interculturelles (2009) indique que le faible taux de présence des minorités dans les organisations surtout dans les petites et moyennes entreprises (Dubé, 2013) peut s'expliquer par les difficultés suivantes: le manque de ressources pour joindre efficacement les personnes membres des minorités, la perception des employeurs qui considèrent que ces personnes n'ont pas les compétences requises pour occuper le poste visé, le manque d'information sur les organismes communautaires et les médias ethnoculturels et la faible présence de ces personnes à proximité de l'entreprise (Chanoux, 2012). En conclusion, les minorités pourront bénéficier du support social de leur réseau composé de membres possédant une

identité similaire. Ils pourront avoir accès à l'information des ouvertures de postes et du support nécessaire pour obtenir un emploi. Par contre, il risque fortement que le type d'emploi et l'échelle salariale ne soient pas nécessairement les meilleurs (Pellizzari, 2010) ou qu'ils ne correspondent pas à leur formation et expérience antérieure (déqualification) (Chicha, 2009).

L'impact des réseaux dans le processus d'intégration en emploi

Comme nous venons d'analyser, les réseaux jouent un rôle très important dans le processus de recrutement et l'obtention d'un emploi. Une fois embauchés, les candidats peuvent également profiter des bénéfices des réseaux lors de leur intégration et tout au long de leur cheminement professionnel. Prenons comme exemple l'étude effectuée par Chavez (2000) qui a utilisé les données de l'enquête sur l'Établissement des nouveaux immigrants (ÉNI) au Québec sur un échantillon de 1 000 immigrants ayant un à deux ans de séjour au pays. Il a démontré que les réseaux permettent effectivement une meilleure intégration en emploi des immigrants en offrant des renseignements sur les mécanismes, les règles et le fonctionnement du marché du travail (Robert, 2007).

L'une des façons d'utiliser les réseaux lors de l'intégration et du développement de carrière est la formation des relations de type « parrainage » et « mentor-protégé ». Selon Ibarra (1993), la littérature sur le mentorat indique que les relations entre le « mentor-protégé » sont souvent considérées comme des relations liées au travail (« instrumentales » : professionnelles) et, en même temps, des relations plus personnelles (« expressives » : amitiés). Le parrainage, pour sa part, ne considère que les relations liées au travail (« instrumentales » : professionnelles). Dans ce contexte, la force des relations aurait des implications directes sur la densité des réseaux. Ainsi, plus la relation est forte entre le mentor et le protégé, plus le protégé aura des chances d'accéder au réseau socioprofessionnel de son mentor.

En ce qui a trait aux minorités, les avantages du parrainage (jumelage) ou du mentorat sont multiples. Le mentor peut servir d'informateur culturel, de guide ou « d'avocat » pour apprendre la culture de l'entreprise et résoudre des situations délicates (Chanoux, 2012). À cet effet, une étude effectuée par le « Conference Board » du Canada (2005) explique que le mentorat ou le système de jumelage/parrainage soutient effectivement l'apprentissage de la « manière de faire canadienne » et la compréhension de la culture et des méthodes de travail au Canada (Chanoux, 2012). Par contre, la littérature indique que ce groupe a plus de difficulté à attirer un parrain et à développer

des relations de mentor-protégés, vu le nombre limité des membres de la minorité occupant des postes de direction en entreprise et qui seraient prêts à servir de mentors ou de parrains (Ibarra, 1993). Une autre caractéristique de l'intégration en emploi des immigrants représente la difficulté à trouver les membres du même groupe ethnoculturel au sein de leur groupe de travail. Par conséquent ils doivent aller au-delà de leur groupe de travail ou département pour trouver des personnes ayant une identité similaire. Cette situation est positive, car elle permet à l'individu membre des minorités d'augmenter la portée des contacts ou le degré de diversité des contacts dans le réseau (« range »). Cependant, le niveau hiérarchique des membres des réseaux est important pour pouvoir bénéficier de ressources instrumentales/professionnelles (visibilité auprès la direction, support, information, etc.) ou recevoir des promotions. À cet effet, Burt cite une expression: « Better connected people enjoy higher returns » (Burt, 2000).

LES STRATÉGIES SUGGÉRÉES AUX MEMBRES DES MINORITÉS POUR COMPOSER UN RÉSEAU SOCIOPROFESSIONNEL EFFICACE

L'une des stratégies pour composer un réseau socioprofessionnel efficace, suivant la logique de Granovetter qui met en évidence l'importance des liens faibles (connaissances) et de liens forts (amis et famille), est d'avoir, le plus possible, les deux types de réseaux (multiplex) : soit un groupe plus homogène (« homophilie ») combiné à un autre plus hétérogène (plus diversifié). Pour ce faire, l'individu doit circuler dans différents cercles sociaux et ainsi, bénéficier à la fois des ressources instrumentales (liées au travail) et des ressources expressives (liées au support social) (Ibarra, 1993).

Conscients de l'importance du réseautage pour accéder au marché « caché » de l'emploi, plusieurs organismes d'aide à l'intégration des immigrants ont adopté des stratégies pour apprendre aux nouveaux arrivants à faire du réseautage. Des formations sous forme d'ateliers sont dispensées pour expliquer l'objectif et la manière de réseauter. Des simulations d'activités de réseautage sont proposées (des 5@7 ou petits déjeuners) sur place. Certains organismes vont même cibler des activités propres au domaine de la personne concernée et proposer des places ou sites internet pour pouvoir augmenter leurs réseaux socioprofessionnels, tels que les activités de réseautage des associations professionnelles ou des groupes de discussion. Ils préconisent l'utilisation de LinkedIn et Facebook, entre autres.

Changer d'emploi, retourner aux études et participer à des colloques contribueraient également à augmenter le réseau socioprofessionnel de la personne.

Ainsi, selon Granovetter (1973) la mobilité (changement d'emploi) favorise la formation de ponts entre les liens ou relations faibles (connaissances), ce qui permettrait une meilleure circulation des idées (Granovetter, 1973).

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de notre recherche, nous allons effectuer une analyse de type qualitatif, avec des entrevues semi-dirigées qui seront effectuées auprès de 15 personnes environ, soit des membres des minorités (immigrants) âgées entre 15 et 64 ans qui sont ou ont déjà été en emploi, des intervenants en ressources humaines (RH) des entreprises, ainsi que des intervenants d'organismes d'aide à l'intégration des immigrants. En ce qui concerne la taille de l'échantillon, elle fait référence au « principe de saturation » qui explique qu'un optimum est rencontré lorsque la saturation est atteinte, soit lorsqu'un « entretien additionnel n'apporte plus d'information nouvelle » (Gavard-Perret, 2008, p. 95). D'après une étude effectuée par Guest, Bunce et Johnson (2006), la saturation surviendrait dans les 12 premiers entretiens (Germain, 2014), ce qui justifie notre échantillon de 15 personnes. Pour ce qui est de l'âge des personnes à interviewer, il correspond à la tranche d'âge des actifs sur le marché du travail. Le critère d'avoir été en emploi nous permettra d'analyser si l'utilisation des réseaux a pu aider les participants dans l'obtention et l'intégration en emploi. En ce qui concerne les représentants des entreprises et organismes, les entrevues nous permettront d'analyser l'efficacité d'utiliser les contacts des employés dans le processus de recrutement. Enfin, nous avons élaboré des grilles thématiques (Tableaux 3 et 4, voir Annexes 1 et 2) avec les variables qui influencent l'objet de notre recherche et des indicateurs pour pouvoir les mesurer. Ces grilles thématiques ont facilité l'élaboration des propositions de recherche qui seront présentées en annexes.

CONCLUSION

L'aperçu de l'analyse statistique et de la revue de la littérature présentée dans les premières parties de cet article font ressortir quelques difficultés rencontrées par les immigrants lors de leur intégration au marché de travail et mettent en évidence l'influence des réseaux socioprofessionnels dans le processus de recrutement et d'intégration en emploi des immigrants. Certains concepts sur les réseaux ont été présentés, tels que la force des liens, les trous structurels, les réseaux formels vs informels et les réseaux instrumentaux vs expressifs. Plusieurs composantes des réseaux

ont également été expliqués tels que la centralité, la densité, la fréquence, la distance et la portée des réseaux. Des attributs ont aussi été présentés comme l'influence et l'impact des réseaux dans la recherche et obtention d'un emploi par les immigrants.

Comme mentionné, étant encore dans une étape préliminaire de la recherche et n'ayant pas encore obtenu des résultats, nous avons mis en évidence la revue de la littérature. Dans une prochaine étape, des entrevues seront effectuées afin de nous aider à répondre à notre question de recherche, soit : « *Quel est l'impact des réseaux socioprofessionnels dans le processus de recrutement et d'intégration en emploi des immigrants?* » et pour appuyer également nos propositions :

- L'utilisation des réseaux socioprofessionnels est un moyen efficace dans l'obtention d'un emploi;
- La qualité des candidats référés à l'interne par les réseaux des employés serait supérieure à la qualité des candidats provenant de l'externe;
- Les minorités ont plus de difficultés à créer et maintenir un réseau socioprofessionnel;
- La tendance à utiliser un réseau socioprofessionnel d'un même groupe ethnique peut avoir des aspects positifs ou des aspects négatifs (par exemple, des emplois moins payants ou qui ne correspondent pas à la qualification de la personne référée) (Potter, 1999);
- Le niveau hiérarchique de la personne qui réfère un membre de son réseau pour un emploi ou pour une promotion a un effet sur le type de travail que la personne référée va occuper.

Nous espérons que les résultats de notre recherche permettront de mieux comprendre comment les immigrants réussissent, ou non, à constituer des réseaux socioprofessionnels et comment ceux-ci peuvent appuyer leur intégration.

ANNEXE 1

Tableau 3: Grille thématique - opérationnalisation de la variable dépendante

Variables	Dimensions	Indicateurs
Variable dépendante : L'intégration en emploi des immigrants	Stratégies individuelles	Demander de l'aide pour préparer et réviser le CV et la lettre de motivation
		Comprendre l'importance de faire du réseautage (par exemple, avec le support des organismes d'aide à l'intégration des immigrants)
		Créer un réseau formé de liens forts (amis ou membres de la même communauté) et de liens faibles (connaissances) avant et pendant l'emploi.
		Participer à des conférences, 5@7, formations, colloques, etc.
		Faire du bénévolat en lien avec la formation et l'expérience antérieure
		Retourner aux études
		Répondre à des méthodes formelles de recherche d'emploi (journaux, sites de recherche d'emplois, etc.)
	Stratégies organisationnelles	Solutions possibles pour faire face à la pénurie de la main-d'œuvre dans certains domaines
		Amélioration de l'image de la compagnie

ANNEXE 2

Tableau 4 : Grille thématique - opérationnalisation des variables indépendantes

Variables	Dimensions	Indicateurs
<i>Variable indépendante 1: les obstacles rencontrés par les immigrants lors de leur intégration</i>		La discrimination
		Le manque de réseaux socioprofessionnels
		La non-reconnaissance des diplômes
		La connaissance des langues
		Le manque d'expérience canadienne
		La déqualification en emploi
<i>Variable indépendante 2: Les réseaux socioprofessionnels</i>	Les liens forts : la famille, les amis, les personnes de la même communauté ethnoculturelle, enfin, les personnes plus proches	Source de support et de soutien moral
		Accès à l'information d'une façon limitée - information redondante
		Aide dans l'intégration en emploi moyennement rémunéré
		Des intérêts et des objectifs en commun
		Tendance à s'approcher à des personnes ayant une identité similaire ("Homophily ")
	Les liens faibles : les connaissances ou des personnes plus distantes	Faire le pont entre les personnes autrement non connectées
		Favorise le développement de la carrière
		Favorise la visibilité auprès la haute direction
		Aide dans l'obtention de projets intéressants
		Aide dans l'obtention de promotions
		Aide dans l'obtention d'emplois
		Variété des relations ("Range ")

<p><i>Variable indépendante 2</i> (cont.) : Les réseaux socioprofessionnels</p>	<p>Relations Multiples : mélange de liens forts et de liens faibles</p>	Niveau élevé de proximité et de confiance
		Des rencontres fréquentes
	<p>Statut hiérarchique (centralité)</p>	Les relations avec des personnes appartenant à la haute direction permettent aux individus d'accéder à des bons emplois
		Les relations avec des personnes appartenant à la haute direction permettent aux individus d'avoir des promotions
	<p>Densité</p>	La force des relations (fortes ou faibles)
		Degré de contrôle
	<p>Minorités visibles</p>	Difficulté à établir des réseaux face aux stéréotypes, attributs et perceptions du groupe majoritaire
		Nombre restreint des membres de la minorité en entreprise
		Représentation très limitée auprès de la haute direction
		Mobilité et taux de roulement en entreprise plus élevés comparés aux groupes majoritaires
		Ségrégation dans les unités d'affaires
		Le groupe minoritaire doit aller au-delà de son groupe de travail ou de sa division pour rencontrer des gens du même groupe ethnique
<p><i>Variable indépendante 3 :</i> L'impact des réseaux sur le processus de recrutement</p>		Le coût de recrutement est moins élevé
		Meilleure qualité des candidats
		Création de postes par un processus d'appariement (« matching process »), surtout pour les membres de la haute direction

BIBLIOGRAPHIE

- Behtoui, A. (2008). « Informal Recruitment Methods and Disadvantages of Immigrants in the Swedish Labour Market », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 34, no. 3.
- Béji, K. et Pellerin, A. (2010). « Intégration socioprofessionnelle des immigrants récents au Québec : le rôle de l'information et des réseaux sociaux », *Relations industrielles / Industrial Relations*, vol. 65, no. 4.
- Belhassen, A. (2008). *Au Canada entre rêve et tourmente : insertion professionnelle des immigrants*, Paris, Éditions L'Harmattan.
- Boulet, M. et Boudarbat, B. (2010). « Un diplôme postsecondaire canadien : un tremplin vers des emplois de qualité pour les immigrants », *Étude IRPP*, no. 8.
- Boudarbat, B. (2011). « Les défis de l'intégration des immigrants dans le marché du travail au Québec : enseignements tirés d'une comparaison avec l'Ontario et la Colombie-Britannique », *rapport de projet CIRANO*, no 2011RP-07.
- Bourhis, R.Y., Montreuil, A., Helly, D. et Jantzen, L. (2007). « Discrimination et linguicisme au Québec: Enquête sur la diversité ethnique au Canada », *Études ethniques au Canada/Canadian Ethnic Studies*, vol. 39.
- Brass, D. J. (1985). « Men's and Women's Networks: A Study of Interaction Patterns and Influence in an Organization », *The Academy of Management Journal*, vol. 28, no 2.
- Burt, R. (2000). « The Network Structure of Social Capital », dans B. M. Staw et R. I. Sutton, *Research in Organizational Behavior*, Amsterdam, London and New York : Elsevier Science JAI.
- Burt, R. (2001). « Structural Holes Versus Network Closure as Social Capital », dans N. Lin, K. Cook and R. S. Burt, *Social Capital: Theory and Research. Sociology and Economics: Controversy and Integration series*, New York, Aldine de Gruyter.
- Burt, R. (2004). « Structural Holes and Good Ideas », *American Journal of Sociology*, vol. 110, no. 2.
- CAMO-PI. (2010). « Enjeux, interventions et perspectives de l'intégration des personnes immigrantes au marché du travail » [En ligne], <<http://chaudiere-appalaches.qc.ca/upload/immigration/editor/asset/2009/Focus-octobre-2010-low.pdf>>, consulté le 02 janvier 2015.
- Canada. Statistique Canada. (2011). *Série d'analyses de la population active immigrante (71-606-X)*, [En ligne], <<http://www5.statcan.gc.ca/olc-cel/olc.action?ObjId=71-606-XetObjType=2etlang=fretlimit=0>>, consulté le 02 janvier 2015.
- Canada. Statistique Canada (SC) (2011). *L'évolution du bilinguisme français-anglais au Canada de 1961 à 2011 (No 75-006-X)* [En ligne], <<http://www.statcan.gc.ca/pub/75-006-x/2013001/article/11795-fra.pdf>>, consulté le 02 janvier 2015.

Chanoux, P. (2012). « Analyse des processus de recrutement, d'intégration et de rétention en emploi d'entreprises de la RMR de Montréal ayant à leur emploi des immigrants d'origine maghrébine » dans L'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (éd), *Conseil Emploi Métropole*, Montréal

Chicha, M.-T. (2009). *Le mirage de l'égalité : les immigrées hautement qualifiées à Montréal*, Centre Métropolis du Québec-Immigration et Métropoles, Rapport de recherche présenté à La Fondation canadienne des relations raciales.

Chicha, M.-T. et Charest, E. (2008). « L'intégration des immigrants sur le marché du travail à Montréal. Politiques et enjeux », *Choix IRPP*, vol. 14, no. 2.

Chicha, M.-T. et Charest, E. (2013). « Le Québec et les programmes d'accès à l'égalité: un rendez-vous manqué? Analyse critique de l'évolution des programmes d'accès à l'égalité depuis 1985 ». Rapport, CEETUM.

Dubé, A. (2013). « Les pratiques de recrutement des entreprises au Québec », Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale [En ligne], <<http://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/publications/pdf/Enquete-pratiques-recrutement-MESS.pdf>>, consulté le 02 janvier 2015.

Eid, P. (2012). « Mesurer la discrimination à l'embauche subie par les minorités racisées : résultats d'un « testing » mené dans le grand Montréal », Rapport, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Forcier, M., Handal, L. (2012). *L'intégration socio-économique des immigrants et immigrantes au Québec*, Institut de recherche et d'informations socio-économiques.

Gavard-Peret, M.-L. et al. (2008). *Méthodologie de la recherche : Réussir son mémoire ou sa thèse en sciences de gestion*, Paris, Pearson Education.

Germain, D. (2013). *Le parcours de réorientation professionnelle d'immigrantes hautement qualifiées à Montréal : une étude exploratoire*, Maîtrise en relations industrielles, Université de Montréal.

Granovetter, M. (1973). « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78.

Granovetter, M. (1983). *The Strength of weak ties: A network theory revisited*, *Sociological Theory*, vol. 1, ville inconnue, WileyStable.

Guest, G., Bunce, A., Johnson, L. (2006). « How Many Interviews Are Enough? An Experiment with Data Saturation and Variability », *Field Methods*, vol. 18, no. 1.

Ibarra, H. (1993). *Personal networks of women and minorities in management: A conceptual framework*. *Academy of Management Review*, 18(1), p. 56–87.

Ibarra, H. (1993). « Network Centrality, Power, and Innovation Involvement: Determinants of Technical and Administrative Roles », *Academy of Management Review*, vol. 36, no. 3.

Ibarra, H., et Andrews, S. B. (1993). « Power, Social Influence, and Sense Making: Effects of Network Centrality and Proximity on Employee Perceptions », *Administrative Science Quarterly*, vol. 38, no. 2.

Québec. Emploi-Québec. (2011). « Guide pratique de recherche d'emploi » [En ligne], <http://emploi.quebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Publications/00_emp_guiderecherche-emploi.pdf>, consulté le 02 janvier 2015.

Québec. Emploi-Québec. (2004). « Protocole de reconnaissance et de partenariat entre les organismes communautaires œuvrant en employabilité » [En ligne], <http://emploi.quebec.gouv.qc.ca/guide_mesures_services/07_Recours_ressources_externes/7_4_Protocole_de_reconnaissance_et_de_partenariat/Protocole.pdf>, consulté le 02 janvier 2015.

Québec. Institut de la statistique du Québec (ISQ) (2014). « Portrait de la scolarité des immigrants du Québec à partir de l'Enquête nationale auprès des ménages » [En ligne], <<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/bulletins/sociodemo-vol18-no3.pdf#page=1>>, consulté le 02 janvier 2015.

Québec. Institut de la statistique du Québec (ISQ) (2013). « Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage des personnes nées au Canada et des immigrants, Québec » [En ligne], <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/groupe-populationnels/immigrants/taux-activite-emploi-chomage.html>, consulté le 02 janvier 2015.

Robert, J. (2007). « L'impact des réseaux sociaux sur l'entrée en emploi des immigrants récents au Canada », Mémoire présenté pour l'obtention d'une maîtrise en démographie, Programme conjoint entre l'Institut National de la Recherche Scientifique et l'Université de Montréal.

Laroche, L et Rutherford D. (2007). *Recruiting, Retaining and Promoting Cultural Different Employees*, vol. 1, Ville inconnue, Elsevier.

Le Conference Board du Canada. (2005). « Optimiser les talents des minorités visibles : une affaire de bon sens ». Guide de l'employeur [En ligne], <<http://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=1199>>, consulté le 02 janvier 2015.

Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) (2012). *Études économiques de l'OCDE CANADA* [En ligne], <<http://www.oecd.org/fr/eco/50553213.pdf>>, consulté le 02 janvier 2015.

Québec Multi-Plus. (2002). « Étude sur les motifs et attitudes des employeurs freinant l'embauche et l'intégration des minorités visibles au sein des entreprises québécoises », Étude réalisée en lien avec Accueil Liaison pour Arrivants (ALPA), financée par Emploi-Québec.

Pellizzari, M. (2010). « Do Friends and Relatives Really Help in Getting a Good Job? », *Industrial and Labor Relations Review*, vol. 63, no. 3.

Saint-Charles, J. et Mongeau, P. (2005). « L'étude des réseaux humains de communication », dans Saint-Charles, J., Mongeau, P. (éd), *Communication : horizons de pratiques et de recherche*, Montréal, Presses de l'Université de Québec.

Touré, M. (2012). « Immersion professionnelle et intégration en emploi des immigrants : l'exemple du PRIIME (Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi) », Maîtrise en relations industrielles, Université de Montréal.

Ventolini, S. (2009). « L'analyse des réseaux sociaux, pour une autre approche du développement professionnel », *20ème Congrès AGRH*, Toulouse, 9-10-11 septembre.

LE CONCEPT D'INTÉGRATION : QUEL(S) RÔLE(S) POUR LA CONNAISSANCE DU FRANÇAIS DANS LES POLITIQUES D'INTÉGRATION LINGUISTIQUE FRANÇAISE, SUISSE ET QUÉBÉCOISE ?

Coraline Pradeau, Doctorat, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

INTRODUCTION

Dans de nombreux États occidentaux, l'intégration est devenue une notion juridique appréciable dans les procédures relevant du droit des étrangers et de la nationalité. La tendance est à détailler, par différents critères, qui est intégré, et qui ne l'est pas. Mieux, le Québec sélectionne ses migrants selon leur « potentiel d'intégration ». Plus les droits conférés par le statut juridique sont importants – autorisation de séjour, résidence permanente, nationalité – plus les exigences en matière d'intégration sont généralement élevées. Pour des États soucieux de préserver leur patrimoine culturel et linguistique, la maîtrise de la langue apparaît comme l'indicateur le plus propre à évaluer l'intégration des migrants. Le risque est de ne plus considérer l'intégration comme un processus social et dynamique d'ensemble, de le réduire à un état mesurable pour finalement reconnaître des « degrés d'intégration » qui s'accordent mal à la réalité du concept sociologique, englobant [l'intégration de la société] et [l'intégration des individus à la société] (Schnapper, 2007, p. 73). Peut-on parler de « degré d'intégration » et, sur ce principe, éthiquement relier le droit de séjour à des tests linguistiques ?

Le Conseil de l'Europe et l'OCDE ont mis au point des indicateurs pour comparer et évaluer l'efficacité des politiques d'intégration, et implicitement pour 'mesurer' le degré d'intégration des migrants. L'apparition de ces monitorings prête à réfléchir, et invite à mettre en perspective la corrélation entre la connaissance du français et l'intégration dans les politiques d'immigration francophones française, suisse et québécoise. Peut-on réellement mesurer un processus d'intégration ? Et si ce pari est relevé, le processus mutuel de l'intégration entre les individus et la société est-il observé ? Comment comparer des politiques étatiques reposant sur des fondements idéologiques, culturels et identitaires différents ? Enfin, comment évaluer l'efficacité de politiques d'intégration qui accordent à cette notion un sens différent voire peinent à lui en accorder ?

Dans un premier temps, il s'agira de déterminer les exigences linguistiques requises dans les procédures du droit des étrangers et de la nationalité en France, en

Suisse et au Québec. Puis, une approche lexicale des textes de loi et des rapports gouvernementaux permettra d'apprécier la polysémie accordée aux termes d'intégration, entre politique « interculturelle » et « pluraliste » et politique « assimilationniste ». Enfin, il faudra passer en revue les systèmes d'indicateurs internationaux et nationaux et évaluer l'importance accordée aux descripteurs d'aptitudes linguistiques.

INTÉGRATION ET EXIGENCES LINGUISTIQUES

Avant toute chose, il faut préciser le cadre de notre recherche relevant des procédures concernant le titre de séjour et la résidence permanente. Pour la France et la Suisse, considérant qu'il n'y pas de restriction migratoire pour les ressortissants des pays membres de l'UE et de l'AELE, nous nous intéressons aux ressortissants d'États tiers qui ne répondent pas aux procédures d'asile politique¹³. Pour le Québec, notre étude se concentrera sur l'immigration dite « économique », ce pour deux raisons. La première est que l'immigration économique est l'immigration majoritaire au Québec ; elle concernait 65 % du total de l'immigration en 2014 (MIDI, 2014a, p. 12). La seconde est que le Québec assure seul la sélection des immigrants du volet économique, alors que les immigrants du regroupement familial et les demandeurs d'asile ne font pas l'objet de sélection et dépendent du pouvoir fédéral.

En France, le niveau linguistique A1.1 du Cadre commun de référence pour les langues (CECRL) est demandé pour l'octroi du premier titre de séjour et de la carte de résidence permanente. Il faut savoir qu'un projet de loi relatif au droit des étrangers a été présenté en juillet 2014 pour rehausser au niveau A2 l'exigence linguistique pour la carte de résident. Depuis le 1er janvier 2012, les candidats à la naturalisation doivent témoigner d'un niveau B1 rubriques « écouter », « prendre part à une conversation » et « s'exprimer oralement en continu » du CECRL (décret no. 2011-1265). Auparavant, le niveau de langue, estimé autour de A1, était évalué lors d'un entretien individuel avec un agent de la préfecture.

En Suisse, le Gouvernement fédéral accorde une grande liberté aux cantons. Ils peuvent choisir d'accorder une autorisation de séjour ou de courte durée à la condition que les migrants participent à des cours de langues. Les candidats au permis d'établissement à durée indéterminée doivent témoigner du niveau A2 d'une langue

¹³ Le 9 février 2014, le peuple suisse a voté à 50,3% l'initiative populaire « contre l'immigration de masse », révoquant à terme (d'ici février 2017) l'*Accord de Libre Circulation des Personnes* (ALCP), et réintroduisant des quotas d'immigration pour les ressortissants des États membres de l'UE et de l'AELE.

nationale (français, allemand, italien) (art. 62, OASA, 2007). Une nouvelle loi a récemment été adoptée quant à la nationalité, le 20 juin 2014. Les candidats doivent prouver leur [aptitude à communiquer au quotidien dans une langue nationale, à l'oral et à l'écrit] (art. 12, LN, 2014), quand la précédente modification du 21 décembre loi de 2007 exigeait que les candidats apprennent une langue nationale. Les cantons pourront exiger que les candidats maîtrisent la langue de leur lieu de résidence. Une prochaine ordonnance, dont l'adoption est prévue en automne 2015, fixera les exigences linguistiques requises. Pour le moment, au nom du message concernant le droit de la nationalité des jeunes étrangers et révision de la loi sur la nationalité du 21 novembre 2001, il n'existe aucune prescription à l'échelon fédéral quant au niveau linguistique exigé, la seule maîtrise d'une langue nationale étant demandée (Conseil fédéral suisse, 2001, p. 30). À ce sujet, la Commission fédérale des Étrangers (CFE) recommande d'instaurer un profil de connaissances linguistiques commun si possible à l'ensemble des cantons de la Suisse, entre les niveaux B1.1 et A2.1 pour les compétences orales (expression et compréhension orales), et entre A2.1 pour la lecture et A1.2 pour l'écriture (Schneider, G., Neuner-Anfindsen, S., Sauter, P. et al., 2006, p. 16)

Afin de sectionner les personnes immigrant sur son territoire, le Québec use d'un système de points, basé sur le même modèle que le système fédéral. La formation professionnelle, puis les connaissances linguistiques sont des catégories d'évaluation privilégiées. Depuis le 1er août 2013, les compétences langagières pour les candidats des sous-catégories à l'immigration économique ont été élevées (NPI, no. 2013-012). Il s'agit dorénavant de témoigner au minimum du stade intermédiaire avancé de l'Échelle québécoise, le niveau 7, ce qui équivaut au niveau B2 du CECR¹⁴. L'autre changement notable institué est l'évaluation de la compréhension et de la production écrites, même si la grande majorité des points reste attribuée à la compréhension et à la production orales. Au dernier décret de 2009, le niveau B1 était demandé comme le stade minimum pour l'attribution de points, et aucun point n'était attribué pour la connaissance du français écrit (décret no. 675-2009). Pour obtenir la nationalité canadienne, dont l'autorité revient au Gouvernement fédéral, les candidats doivent obtenir le niveau 4 des Niveaux de compétence linguistique canadiens (NCLC) en compréhension et expression orales, correspondant au niveau B1 du CECR.

¹⁴ Plus précisément, les candidats doivent justifier d'une note supérieure à 16 sur 25 aux deux épreuves de la compréhension et de la compréhension orales du DELF B2, ou des notes comprises entre 8 et 15 du DALF C1.

Non seulement les exigences linguistiques s'élèvent à mesure que le statut juridique octroyé est important, mais les Gouvernements français, suisses et québécois augmentent également les niveaux attendus au fil des années. Ainsi, en plus de créer des « degrés » d'intégration, les font-ils dépendre de niveaux linguistiques. Mais, qu'entendent ces Gouvernements par « intégration »? Notre tâche s'avère difficile. Pas plus que nous ne pouvons en donner une définition juridique intrinsèque, tant elle varie selon nos trois cas d'études, il apparaît que cette notion s'est perpétuellement construite et déconstruite en opposition à d'autres « concepts » : insertion, assimilation, acculturation, pluralisme, interculturelisme, inclusion... Procédons à une étude sémantique de ces multiples leviers théoriques depuis l'apparition des politiques dites d'intégration dans les années 70.

L'INTÉGRATION DANS LES TEXTES DE LOI ET LES RAPPORTS GOUVERNEMENTAUX

En France, le terme « assimilation » comme [abandon de tout élément de l'identité originelle pour se fondre dans la communauté d'adoption, et évoquant par trop l'entreprise colonisatrice] (Lochak, 2006, p. 3) est abandonné progressivement dans le discours public depuis les années 70 au profit des mots « insertion » et « intégration ». Pourtant, le terme reste présent dans le Code civil¹⁵, ce qui a permis au précédent Gouvernement de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) d'associer le niveau B1 du CECR au niveau de l'assimilation et d'affirmer que [l'intégration, puis l'acculturation et enfin l'assimilation des migrants, et plus encore celle de leurs enfants, s'est toujours réalisée en France] (Vicher, 2011, p. 8). L'assimilation était encore et toujours perçue comme l'aboutissement attendu d'une politique d'intégration.

Si le mot « intégration » a été préféré au terme « insertion » à partir de 1988, alors que la loi sur le revenu minimum d'insertion est votée le 1er décembre de la même année, c'est qu' [on découvrait [...] que ce qu'on appelait l'insertion n'était pas une question de nationalité ou d'origine mais transgressait l'origine géographique et la nationalité pour être, tout simplement, une question sociale] (Gaspard, 1992, p. 20).

Depuis, l'intégration est réservée uniquement aux étrangers, et l'« inclusion sociale » à l'ensemble de la population française et des étrangers résidents. Cette dichotomie a été récemment remise en question par le secrétaire d'État Henry Tuot qui, dans le cadre d'une réflexion autour d'une refonte de la politique d'intégration, propose

¹⁵ Il a pourtant été révisé le 16 juin 2011.

le terme « inclusion » pour en finir avec l'instrumentalisation et la stigmatisation de la population immigrée (Tuot, 2013).

L'intégration est institutionnalisée avec la création d'un Haut Conseil à l'Intégration en 1989. Depuis, l'instance s'arme de syntagmes lexicaux pour qualifier la [conception française de l'intégration]. Dans son premier rapport en 1991, l'instance présente le [modèle français d'intégration]. Il s'agit de distinguer une bonne fois pour toute l'intégration de l'assimilation et de l'insertion, alors définie comme [un processus spécifique, par lequel il s'agit de susciter la participation active à la société nationale d'éléments variés et différents]. Certes, la France se fait un point d'honneur d'intégrer les immigrés à la [collectivité nationale], mais elle s'oppose formellement à une [reconnaissance officielle des minorités] (Haut conseil à l'intégration, 1991). Un glissement sémantique s'opère en 1995; les [minorités] deviennent des [communautés], en opposition au nouveau syntagme [communauté nationale¹⁶]. On parle maintenant de [modèle républicain], de [concept républicain de l'intégration] (Haut conseil à l'intégration, 1995).

Alors que l'ancien président Jacques Chirac lance des experts sur un service public nommé le Contrat d'Accueil et d'Intégration en 2002 et fait de la langue un vecteur essentiel de l'intégration¹⁷, le Haut conseil à l'intégration publie un rapport en 2003 intitulé Le contrat et l'intégration. Cette fois, il est question de la [philosophie républicaine], du [régime républicain français], et du [contrat républicain] (Haut conseil à l'intégration, 2003). Depuis, pour obtenir une première carte de résident, l'[intégration républicaine] de l'étranger à la société française est appréciée au regard de sa connaissance suffisante de la langue française, et de son engagement personnel à respecter les principes qui régissent la République française (art. 8, Loi no. 2006-911). Pour accéder à la nationalité française, il s'agit en plus de connaître l'histoire et la culture de la société française (art. 2, Loi no. 2011-672).

¹⁶ [La « communauté » désigne une appartenance commune, consentie ou acceptée, sans conséquence juridique ou institutionnelle] (Haut conseil à l'intégration, 1995).

¹⁷ Le Contrat d'Accueil et d'Intégration est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2007. Deux parcours de formations linguistiques, entièrement pris en charge, sont proposés aux signataires. Si leur niveau de français est inférieur au niveau A1.1, les primo-arrivants doivent suivre une formation obligatoire de 200 heures, adaptée aux publics peu ou pas scolarisés, qui les conduit au diplôme DILF A1.1. Si leur niveau est supérieur au niveau A1.1, une Dispense de Formation Linguistique leur est délivrée. Néanmoins, une formation conduisant au DELF A1 est offerte aux migrants volontaires, de 90 heures, pour les personnes ayant été scolarisées dans leur pays d'origine, et de 160 heures, à la suite du DILF, pour les personnes peu ou pas scolarisées.

En Suisse, le débat sur l'immigration commence dès les années 60. Le Conseil fédéral opte pour une politique d'assimilation de la main-d'œuvre étrangère. C'est à partir de 1978 qu'il préfère parler de politique d'intégration (Conseil fédéral suisse, 1978), sans lui prêter de définition (position qu'il maintient alors que le terme apparaît timidement dans les textes de loi dès 1986¹⁸). La Commission fédérale des étrangers (CFE) s'essaye avec peine à cet exercice en 1996 avec son Esquisse pour un concept d'intégration, livrant une définition de l'intégration, si semblable à celle qu'elle donne de l'assimilation, que l'on ne comprend que trop bien les vives réactions qu'a suscitées la consultation publique du rapport. L'intégration impliquerait [une capacité d'adaptation], alors que l'assimilation évoquerait [un certain degré d'adaptation aux réalités culturelles dominantes]. En outre, lors de leur intégration, les étrangers ne sont pas invités à [renoncer à leur nationalité ou aux particularités de leur culture d'origine], tandis que l'assimilation ne répond pas à [une adoption inconditionnelle des habitudes de vie, coutumes et valeurs de la Suisse au détriment de sa propre culture étrangère] (CFE, 1996, pp. 6-8). La CFE se sort de l'embarras en recommandant dans un nouveau rapport de ne plus utiliser la notion d'assimilation, [source de malentendu], bien qu'elle se défende une dernière fois des critiques en alléguant que l'assimilation et l'intégration ne sont pas deux notions opposées (CFE, 1999, pp. 10-12). Entre-temps, le Conseil fédéral raye la mention « assimilation » du mandat de la CFE.

C'est en 2008 que l'intégration apparaît officiellement avec la mise en vigueur de la loi fédérale sur les étrangers du 16 décembre 2005 (LEtr), accompagnée en 2007 de l'Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA). Le groupe-cible de la politique d'intégration – les étrangers dont le séjour est légal et durable – et ses domaines – économique, social, et culturel – sont enfin précisés (art.4. al. 2, LEtr). Pour autant, le Conseil fédéral précise qu'il se refuse explicitement à donner une définition légale de la notion d'intégration, se contentant d'évoquer [un processus de rapprochement par lequel des groupes sociaux s'intègrent dans la société] (Conseil fédéral suisse, 2002, p. 3553). Le Conseil fédéral adopte de nouveau une position contradictoire : il exclut l'idée de donner une définition « légale » de l'intégration, et en livre une - si elle n'est pas légale, elle n'est donc pas de sa

¹⁸ Le terme « intégration » fait une première apparition en 1986, dans l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986 (art.1, OLE), puis en 1998, avec la révision du 26 juin 1998 de la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers¹⁸ (art. 25a, al. 1, LSEE) et en 2000 dans l'Ordonnance sur l'intégration des étrangers, entrée en vigueur (OIE) sur la base de l'article 25a de la LSEE.

responsabilité - irrecevable car elle utilise la même notion qu'elle définit. En outre, elle n'est pas sans rappeler les définitions que la Commission chargée de l'étude du problème de la main d'œuvre étrangère et que le Conseil fédéral donnent bien plus tôt de l'assimilation : [approche graduelle par des représentants d'une culture étrangère de la culture d'une population stable d'un pays], (Commission chargée de l'étude du problème de la main d'œuvre étrangère, 1964) et [rapprochement et adaptation progressive à notre culture nationale par l'adoption de notre mode de vie, de nos us et coutumes, de notre système de valeurs ainsi que de notre mentalité], (Conseil fédéral suisse, 1973, p. 209). Si la confusion perdure encore, le sens accordé à l'intégration se précise au fil de ses emplois dans les textes législatifs et des contributions attendues des étrangers.

L'assimilation évoque en 1973 [l'adoption de notre mode de vie, de nos us et coutumes, de notre système de valeurs ainsi que de notre mentalité]. En 2000, l'intégration a pour but [de faciliter la coexistence [des populations suisse et étrangère] sur la base de valeurs et de comportements communs, de familiariser les étrangers avec l'organisation de l'État, la société et le mode de vie en Suisse] (art. 4, al. 2, OIE, 2000). Il ne s'agit plus d' [adopter] le mode de vie suisse, mais de s'y [familiariser]. L'adjectif possessif « notre », qui connote une appartenance trop marquée, est remplacé par l'adjectif « commun », qui figure plus l'idée de rapprochement impliqué. Les [us et coutumes] et la [mentalité] sont remplacés par les [valeurs et les comportements] en 2000, alors que le [système de valeurs] est remplacé par les [valeurs constitutionnelles ainsi que le respect et la tolérance mutuels] (art. 4, al. 1, LEtr) en 2005. En 2007, ce sont finalement [le respect et la tolérance mutuels] qui sont remplacés par [l'ordre juridique suisse] (art. 4, al. a, OIE, 2007). La différence entre l'assimilation et l'intégration se résumerait à un rapprochement « culturel » ou « citoyen » des étrangers à la société suisse.

Des niveaux d'intégration se dessinent également. Tous les étrangers doivent se familiariser avec la société et le mode de vie en Suisse et, en particulier, apprendre une langue nationale (art. 4, al. 4, LEtr). Les étrangers qui veulent accéder à la résidence permanente et à la nationalité doivent témoigner d'une [intégration réussie] (art. 62, OASA. ; art. 12, LN, 2014). Il ne s'agit plus de s'intégrer, mais de s'intégrer avec succès. Aux obligations déjà mentionnées, s'ajoutent la volonté de participer à la vie économique et de se former, et pour les candidats à la naturalisation, celle d'encourager

et de soutenir l'intégration du conjoint, du partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.

Parce que le Gouvernement québécois s'inquiète de l'avenir de la langue française, il institue le 5 novembre 1968 un Ministère de l'immigration québécois (MIQ) pour favoriser l'arrivée d'étrangers francophones, puis des centres d'orientation et de formation pour les immigrants (COFI) qui offrent des cours de français¹⁹. Alors que le premier ministre canadien P.E. Trudeau déclare qu'il n'y a pas de culture officielle au Canada (Chambre des Communes, 1971), et que le Gouvernement fédéral établit le multiculturalisme comme modèle d'intégration officiel en 1971, le Québec compte faire entendre sa spécificité. La culture de tradition française et la langue française sont alors définies comme [le foyer de convergences] des diverses communautés installées au Québec (Lorin, 1978, p. 46). Depuis, les Gouvernements successifs s'essayent à des joutes lexicales pour trouver le terme qui affirmera au mieux le caractère résolument francophone et pluraliste du Québec.

Tandis que la notion de « communautés culturelles²⁰ » est institutionnalisée en 1981 avec la création du Ministère des communautés culturelles et de l'immigration (MCCI), on parle dans un premier temps d'une politique de [pluralisme culturel] (MCCI, 1981). Puis, dans l'Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, on entend privilégier les relations [intercommunautaires] ou encore [interculturelles] – faute de définition, les deux adjectifs semblent interchangeables – entre les [communautés culturelles] et la [communauté majoritaire], c'est-à-dire la collectivité francophone et ses institutions. L'« intégration » entre dans la valse, définie comme un processus dynamique, reposant sur le double-consentement de la société d'accueil et de l'immigrant (MCCI, 1991).

En 1996, le nouveau Gouvernement institue le Ministère des relations avec les citoyens et de l'immigration (MRCI), et le terme « communauté culturelle » se voit rayé du champ institutionnel. Dorénavant, il est question de définir un [cadre civique

¹⁹ L'Entente Cullen-Couture en février 1978, puis l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'intégration temporaire des aubins (l'Accord Gagnon-Tremblay-McDougall) en 1991 accordent au Québec un rôle décisif dans la sélection de ses immigrants.

²⁰ [Toute communauté distincte des Amérindiens et des Inuits et des communautés d'origine française et britannique, distincte par ses caractéristiques physiques, par sa langue, par ses institutions, par ses coutumes, par ses croyances religieuses et par les valeurs selon lesquelles elle structure son mode de vie. Chaque communauté peut avoir en commun une ou plusieurs de ces caractéristiques et elle peut aussi en partager l'une ou l'autre avec les communautés d'accueil], Comité Chancy (1985), *Rapport du comité sur l'école québécoise et les communautés culturelles*, Québec, p. 6, cité par Rocher, Labelle M, Field, Icart (2007), p. 13.

commun à la société québécoise]. Plus précisément, il s'agit de favoriser [les relations interculturelles] et [l'intégration de la diversité ethnoculturelle dans le cadre de la citoyenneté] (Conseil des relations interculturelles, 1997, p.15).

Avec le retour du Parti Libéral du Québec en 2003, les « communautés culturelles » réintègrent leur place dans le nouveau Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles (MICC) de 2005. On parle alors d'« interculturelisme », défini comme : [Politique ou modèle préconisant des rapports harmonieux entre cultures, fondés sur l'échange intensif et axés sur un mode d'intégration qui ne cherche pas à abolir les différences tout en favorisant la formation d'une identité commune] (Bouchard et Taylor, 2008, p. 288).

Finalement, à la suite de la nouvelle victoire du Parti Libéral du Québec en 2014, le Ministère de l'immigration, de la diversité, et de l'inclusion (MIDI) remplace le MICC. La notion d'« inclusion » est réhabilitée – elle était déjà employée par le Parti québécois en 2002 (Conseil des relations interculturelles, 2002) – mieux, elle deviendra le mot d'ordre d'un prochain énoncé de politique (MIDI, 2014b ; Gagnon, Milot, Seidle, et al. 2014).

À la suite de ce rapide état des lieux, il apparaît qu'en France et en Suisse, la tension s'opère résolument entre les notions d'assimilation et d'intégration. La politique d'intégration du Québec s'est construite quant à elle selon une philosophie pluraliste. Si la promotion des communautés culturelles a été brièvement abandonnée dans les années 90 pour celle d'un modèle civique plus proche des conceptions française et suisse de l'intégration, il est intéressant de constater que la France et le Québec convergent finalement vers une politique dite « inclusive ». Ainsi, derrière l'emploi des termes intégration, assimilation, et inclusion, les mêmes objectifs se dessinent : encourager l'apprentissage de la langue, promouvoir des valeurs de respect et d'égalité, et agir pour la participation active des immigrants dans les sphères économique, sociale et culturelle.

Preuve que l'intégration tend à devenir un domaine mesurable, le Conseil de l'Europe et l'OCDE ont récemment mis en place une liste d'indicateurs d'intégration de la population immigrée de première et deuxième génération dans le but d'élaborer des lignes directrices communes aux politiques d'intégration de leurs États membres. Les indicateurs couvrent les domaines du logement, de l'éducation, de l'emploi, de l'engagement civique, etc. Mais, comment mesurer l'intégration linguistique? Comment établir un seuil linguistique à partir duquel l'intégration des immigrants serait « réussie »? L'entreprise s'avère difficile. Alors que la France, la Suisse, le Québec ont également

élaboré leur propres outils de mesure, que disent ces monitorings de la corrélation entre connaissance de la langue et intégration?

LES MONITORINGS D'INTÉGRATION

Bien que l'OCDE et le Conseil de l'Europe reconnaissent que la maîtrise de la langue doit être examinée pour mieux appréhender les écarts observés entre les États et à l'intérieur de ces États, les deux organisations ont renoncé dans un premier temps à mesurer l'intégration linguistique²¹ (Eurostat, 2011 ; OCDE, 2012 ; Huddleston, Niessen, et Tjaden, 2013). L'approche choisie par le British Council et le Groupe politiques migratoires européen (MPC) dans le Migrant Integration Policy Index (MIPEX) paraît plus judicieuse (<http://www.mipex.eu> >, consulté le 23 janvier 2015). Les indicateurs font référence aux mesures politiques mises en place et non aux résultats individuels de la population immigrée. Le MIPEX classe 31 pays d'Europe et d'Amérique du nord, dont le Canada, la France et la Suisse, selon une échelle de politiques d'intégration favorables à défavorables. Comment sont présentées des politiques d'intégration pleinement favorables? Intéressons-nous aux exigences requises pour l'octroi de la résidence permanente et de la nationalité. Une politique tout à fait favorable serait de n'exiger aucun niveau de langue, ou un niveau égal ou inférieur au niveau A1 du CECR. Les cours de langue devraient être offerts sur la base du volontariat. Les examens de langue devraient être gratuits et conduits par des spécialistes dans des centres indépendants des Gouvernements. Enfin, les candidats devraient pouvoir préparer ces tests à l'aide de cours et de supports didactiques mis à leur disposition gratuitement. Le MIPEX privilégie « l'intégration de la société » pour une meilleure « intégration des individus ». Cette grille d'appréciation, à contre-courant de la hausse des exigences observée dans les États occidentaux d'immigration, explique en partie les mauvais résultats de la France et de la Suisse²².

L'étude des monitorings nationaux français, suisse et québécois apporte un autre éclairage à notre question. Ces outils statistiques éprouvent encore des difficultés pour récolter des données sur les compétences linguistiques de la population immigrée, et

²¹ L'OCDE a néanmoins procédé à deux enquêtes. La première, mise à jour en 2012, et qui s'insère dans le cadre du Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des adultes (PIAAC), porte sur les langues apprises par les migrants adultes depuis leur enfance, celle(s) parlée(s) au quotidien, leur parcours scolaire, leur durée de séjour dans leur nouveau pays d'accueil, etc. Lors de la seconde enquête, basée sur le modèle ad hoc Labour Force Survey (LFS), mise à jour en 2014, il est demandé aux migrants adultes s'ils éprouvent le besoin d'améliorer leurs compétences linguistiques dans la langue de leur pays d'accueil pour trouver un emploi qui correspond à leurs qualifications (Thoreau, 2014).

²² À la dernière édition de 2012, le Canada se place à la 3^{ème} place, la France, 15^{ème}, et la Suisse, 23^{ème}.

ainsi potentiellement lier niveau de langue et intégration. Quels autres indicateurs sont privilégiés pour mesurer l'« intégration linguistique »? Le français doit-il devenir la langue principale de la population immigrée au travail et dans l'espace public, ou également dans leurs cercles amical et familial? Procédons à une analyse des indicateurs liés à la langue pour déterminer s'ils mesurent l'usage de la langue dans la sphère privée, ou dans la sphère publique.

La France a mené deux enquêtes longitudinales successives sur l'intégration des primo-arrivants bénéficiaires d'un premier titre de séjour : « Parcours et profils des migrants » (PPM), entre 2006 et 2007 (DRESS, 2007), et « Enquête Longitudinale sur l'Intégration des Primo-Arrivants » (ELIPA), entre 2010 et 2013 (<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Documentation/Etudes/Enquete-Longitudinale-sur-l-Integration-des-Primo-Arrivants-ELIPA>), consulté le 25 janvier 2015). Les migrants sont invités à auto-évaluer leur niveau, à l'oral et à l'écrit, dans des situations de la vie quotidienne²³. Les questions reposent sur les langues parlées aussi bien dans le cercle professionnel que familial, ainsi que sur l'âge et la langue d'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Entre autres, il s'agit de déterminer si les migrants suivent des cours de français, et si la langue française leur permet de faire de nouvelles rencontres. Les résultats des enquêtes sont disponibles dans le bulletin du Ministère de l'intérieur, Info migrations (<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Inforessources/Documentation/Publications>), consulté le 23 janvier 2015). Il en ressort que la formation linguistique n'apparaît pas comme l'effet le plus déterminant sur l'aisance en français en 2011 pour l'ensemble de la population (Le Quentrec-Creven, 2013). La nationalité d'origine, la durée de présence en France, le motif d'admission sur le territoire français, et la position sur le marché du travail apparaissent comme des facteurs plus déterminants. Il ne serait pas si profitable aux migrants de leur imposer de suivre des cours de français, mais plutôt - comme le préconise la grille d'évaluation du MIPEX - de les offrir sur la base du volontariat.

L'Office fédéral de la statistique suisse a publié en décembre 2012 les premiers indicateurs officiels d'intégration de la population suisse issue de la migration (OFS, 2014). Cinq indicateurs ayant trait à la langue ont été élaborés, dont trois indicateurs-clés – Aptitudes écrites et orales dans la/les langue(s) nationale(s) et non nationale(s), Langue nationale comme langue principale, Langues utilisées selon les milieux (familial

²³ELIPA propose également un test linguistique pour mesurer l'évolution de l'acquisition du français en compréhension orale et en lecture.

et professionnel) - et deux indicateurs complémentaires – Proportion de personnes parlant/maîtrisant très bien 3, 2, 1 ou aucune langue nationale, Besoin de mieux connaître la langue (raisons professionnelles). À l'exception de l'indicateur « Aptitudes écrites et orales dans la/les langue(s) nationale(s) et non nationale(s) », les données sont disponibles (<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/07/blank/ind43.approach.4301.html>), consulté le 23 janvier 2015). Il est intéressant de remarquer que le rapport méthodologique reconnaît que certains indicateurs relèvent plus de l'assimilation que de l'intégration, notamment les indicateurs du domaine « famille et démographie ». Une fois de plus, la limite entre les deux termes est incertaine.

Au Québec, il existe depuis l'adoption de la Charte de la langue française en 1977 des bilans périodiques pour connaître l'évolution de la situation linguistique. Mais, c'est véritablement dans les années 90 et plus encore avec le mandat de l'Office québécois de la langue française en 2002 (Loi no. 104, 2002), que le Gouvernement a procédé à un suivi organisé du paysage linguistique. Ces rapports permettent d'évaluer l'application de la politique de francisation, et si besoin de la réadapter. Ainsi, le Gouvernement a réagi promptement à la parution d'un rapport en 2012 – indiquant une baisse dans l'usage du français au milieu professionnel depuis 1989 (OQLF, 2012) – en rehaussant dans le cadre de la loi 14 les exigences linguistiques pour les candidats à l'immigration économique. Ces indicateurs se font de plus en plus précis, et sont ventilés par de nombreuses variables : âge, période d'immigration, langue maternelle, origine géolinguistique, pays de naissance de la mère, exogamie et endogamie, lieu de résidence, etc. (Conseil de la langue française, 1991 et 1994 ; Comité interministériel sur la situation de la langue française, 1996 ; Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 2001 ; OQLF, 2008 et 2011 ; Corbeil et Houle, 2013).

À l'instar de la France et de la Suisse, les indicateurs des multiples rapports mesurent l'usage du français dans la sphère privée des locuteurs, en se penchant sur la persistance et la substitution linguistique. Quelle différence alors entre « intégration linguistique » et « assimilation linguistique » quand est pris en compte l'abandon progressif des langues d'origine des locuteurs?

Enfin, tout comme l'intégration, l'intégration linguistique ne devrait pas être de la seule responsabilité des individus. Les indicateurs français, suisses et québécois ne prennent en compte que les pratiques linguistiques de locuteurs immigrés. Pour avoir un aperçu plus complet du processus de l'intégration linguistique, il faudrait les

contextualiser avec les politiques d'encouragement linguistique mises en place. L'offre de cours est-elle accessible et suffisante? Les objectifs des programmes et les supports didactiques sont-ils adaptés aux attentes des publics? La formation des professeurs est-elle adaptée à l'enseignement/apprentissage du français langue seconde à un public d'adultes migrants? Outre ces considérations didactiques, Victor Piché se positionne pour la création d' [indicateurs de réceptivité sociale], qui permettraient de mieux appréhender les choix linguistiques des immigrants (Piché, 2004).

CONCLUSION

Qu'apprend-t-on du lien entre langue et intégration? Certes, la langue est un facteur essentiel à l'intégration, et si les immigrants ont le devoir d'apprendre la langue de leur nouvelle société d'accueil, les Gouvernements ont celui de mettre en place une offre de cours adaptée. L'appréciation et la mesure de l'intégration des personnes immigrées devraient répondre à un contrat tacite. Si on évalue l'intégration des migrants, il faut en amont que les Gouvernements développent des programmes politiques qui puissent s'adapter aux besoins des populations à « intégrer », et ce à différentes échelles (nationale/fédérale, régionale/cantonale, communale, territoriale, etc.). Surtout, il faudrait mettre en perspective les volontés exprimées dans les politiques publiques (descendantes), et les capacités de la population nationale (ascendantes) à réellement faire preuve d'ouverture envers les populations migrantes²⁴.

À la lumière de notre étude, on remarque que ce n'est pas toujours une intégration qui est exigée, mais une pré-intégration. Il s'agit d'avoir l'assurance que les migrants qui ont le désir de s'installer durablement puissent se « débrouiller » au quotidien. Le niveau linguistique exigé ne devrait alors pas dépasser le niveau A1 du CECR (niveau introductif ou de découverte), ce qui est toujours le cas pour la France et la Suisse. Pour la résidence permanente, alors que le niveau A2 est demandé pour la Suisse, et est en passe de le devenir pour la France, il est attendu des personnes ayant résidé plusieurs années sur le territoire qu'elles aient progressé dans l'acquisition de la langue nationale. Le Québec, soucieux que les personnes immigrées ne recourent pas à l'anglais, privilégie des personnes francophones. La naturalisation exige un niveau linguistique plus élevé. Si la France et le Canada prennent en compte les personnes qui n'ont été que peu ou pas scolarisées dans leur pays d'origine en n'appréciant que l'oral,

²⁴ Des indicateurs de discrimination sont introduits à cette fin dans le MIPLEX, ainsi que dans les monitorings de l'OCDE et de l'Union européenne.

la Suisse n'en fait pas cas au niveau fédéral. Toutefois, en accordant le droit de séjour à certains migrants mais en leur refusant l'exercice de la citoyenneté, les pouvoirs publics ne créent-ils pas un [principe d'exclusion et d'inégalité] entre citoyens et non citoyens (Schnapper, 2000, p. 254)? Comment prôner un modèle d'intégration républicain, civique et inclusif tout en restreignant la participation politique des migrants, et leur refuser le droit politique de vote et d'éligibilité?

BIBLIOGRAPHIE

Bouchard, G. et Charles Taylor, C. (2008). « Fonder l'avenir : Le temps de la conciliation », Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Québec [En ligne], <<https://www.mce.gouv.qc.ca/publications/.../rapport-final-abrege-fr.pdf>>, consulté le 28 janvier 2015.

Corbeil, J.-P. et Houle, R. (2013). « Trajectoires linguistiques et langue d'usage public chez les allophones de la région métropolitaine de Montréal », Rapport de l'étude : août 2013, Montréal, Office québécois de la langue française.

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) (2007). *Enquête « Parcours et profils des migrants », Vagues 1 et 2*, Paris, Ministère de la santé.

Eurostat (2011). *Indicators of Immigrant Integration, A Pilot study*, Luxembourg, Publications Office of the European Union.

Gagnon, A.-G., Milot, M., Seidle, F.-L. et al. (2014). *Rapport présenté au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion en vue d'élaborer un nouvel énoncé de politique*, Montréal.

Gaspard, F. (1992). « Assimilation, insertion, intégration : les mots pour "devenir français" », *Hommes et migrations*, no. 1154.

Huddleston, T., Niessen, J. et Tjaden, J.-D. (2013). *Using EU Indicators of Immigrant Integration*, Rapport préparé pour l'European Commission, Bruxelles, Commission européenne.

Le Quentrec-Creven, G. (2013). « L'impact de cours de français pour les nouveaux migrants », *Infos migrations* [En ligne], no. 55, avril, <<http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Documentation/Etudes/Enquete-Longitudinale-sur-l-Integration-des-Primo-Arrivants-ELIPA/Les-publications/L-impact-des-cours-de-francais-pour-les-nouveaux-migrants>>, consulté le 25 janvier 2015.

Lochak, D. (2006). « L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liés à l'immigration », *Cultures & Conflits* [En ligne], no. 64, hiver <<http://www.conflits.revues.org/2136?lang=en>>, consulté le 28 janvier 2015.

Lorin, C. (1978). *La politique québécoise du développement culturel*, « Perspectives d'ensemble : de quelle culture s'agit-il ? », Volume 1 de La Politique québécoise du développement culturel, Gouvernement du Québec.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2012). *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés de 2012*, Éditions OCDE [En ligne], <<http://www.oecd-ilibrary.org/content/book/9789264073432-fr?site=fr>>, consulté le 25 janvier 2015.

Piché, V. (2004). « Immigration et intégration linguistique : vers un indicateur de réceptivité sociale », *Les Cahiers du Gres* [En ligne], vol. 4, no. 1, <<http://www.erudit.org/revue/lcg/2004/v4/n1/009712ar.html?vue=resume>>, consulté le 25 janvier 2015.

Rocher, F., Labelle M., Field A.-M., Icart J.-C. (2007). *Le concept d'interculturalisme en contexte québécois : généalogie d'un néologisme*, Rapport présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Montréal, CRIEC, UQAM.

Schnapper, D. (2000). *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Paris, Gallimard.

Schnapper, D. (2007). *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Paris, Gallimard.

Schneider, G., Neuner-Anfindsen, S., Sauter, P. et al. (2006). *Concept cadre sur l'évaluation des compétences linguistiques en vue de la naturalisation*, réalisé sur le mandat de la Commission fédérale des étrangers (CFE), Centre d'enseignement et de recherche en langues étrangères, Université de Fribourg.

Thoreau, C. (2014). « Compétences des immigrés dans la langue du pays d'accueil : défis et réponses politiques dans les pays de l'OCDE », dans Rossner, R., *La qualité dans l'intégration linguistique des migrants adultes : valeurs, politiques et pratiques*, Conférence intergouvernementale, Strasbourg, Conseil de l'Europe, pp. 48-50.

Tuot T. (2013). *La grande nation, pour une société inclusive*, Rapport au Premier ministre sur la refondation des politiques d'intégration, Paris, La documentation française.

Vicher, A. (2011). *Référentiel FLI Français Langue d'Intégration*, Direction de l'accueil, de l'Intégration et de la citoyenneté.

Références gouvernementales

Canada

Canada. Chambre des communes (1971). « La culture canadienne, La mise en œuvre de la politique du multiculturalisme dans un cadre bilingue », *Bibliothèque et Archives Canada, Débats, 28^e Parlement, 3^e session, tome 8 (8 octobre 1971)*: 8545-8548, Appendice, 8580-8585 [En ligne], <<http://www.quai21.ca/recherche/histoire-d-immigration/la-politique-canadienne-du-multiculturalisme-de-1971>>, consulté le 28 janvier 2015.

Canada. Comité interministériel sur la situation de la langue française (1996). *Le français langue commune : Enjeu de la société québécoise*, Québec, [En ligne], <http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcplus_pi4%5Bfile%5D=publications/pubk103/k103.html&highlight=franç%3bais|langue|c|ommune>, consulté le 25 janvier 2015.

Canada. Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec (2001). *Le français, une langue pour tout le monde : Une nouvelle approche stratégique et citoyenne*, Québec.

Canada. Conseil supérieur de la langue française (CSLF) (1991). *Indicateurs de la situation linguistique au Québec*, Québec, [En ligne], <http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcplus_pi4%5Bfile%5D=publications/pubf117/f117p1.html>, consulté le 25 janvier 2015.

Canada. Conseil supérieur de la langue française (CSLF) (1994). *Indicateurs de la langue du travail au Québec*, Québec [En ligne], <http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcplus_pi4%5Bfile%5D=publications/pubf148/indicate.htm>, consulté le 25 janvier 2015.

Canada. Conseil des relations interculturelles (CRI) (1997). *Rapport annuel 1996-1997*, Québec.

Canada. Conseil des relations interculturelles (CRI) (2002). *Pour une démocratie inclusive : Pouvoir politique et représentation de la diversité ethnoculturelle*, Avis présenté au Ministre des Relations avec les citoyens et de l'immigration le 22 mars 2002, Québec.

Canada. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (1991). *Au Québec pour bâtir ensemble, l'Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*, Québec.

Canada. Ministère de l'Immigration, de la Diversité de l'Inclusion (MIDI) (2014a). *Plan d'immigration du Québec pour l'année 2015*, Québec.

Canada. Ministère de l'Immigration, de la Diversité de l'Inclusion (MIDI) (2014b). *Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion*, Document synthèse en vue d'une consultation publique en 2015, Québec.

Canada. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (1981). *Autant de façons d'être québécois*, Plan d'action du Gouvernement du Québec à l'intention des communautés culturelles, Québec.

Office québécois de la langue française (OQLF) (2008). *Rapport sur l'évolution linguistique au Québec 2002-2007*, Montréal.

Canada. Office québécois de la langue française (OQLF) (2011). *Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec : Suivi démographique*, Document présenté à la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

dans le cadre du Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec, Montréal.

Canada. Office québécois de la langue française (OQLF) (2012). *Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec : Langue de travail*, Document présenté à la ministre responsable de la Charte de la langue française, Montréal.

France

France. Haut conseil à l'intégration (1991). *Pour un modèle français d'intégration*, Rapport au Premier ministre, Paris, La documentation française.

France. Haut conseil à l'intégration (1995). *Liens culturels et intégration*, Rapport au Premier ministre, Paris, La documentation française.

France. Haut conseil à l'intégration (2003). *Le contrat et l'intégration*, Rapport à Monsieur le Premier ministre, Paris, La documentation française.

Suisse

Suisse. Commission chargée de l'étude du problème de la main d'œuvre étrangère (1964). *Rapport de la commission chargée de l'étude de la main d'œuvre étrangère*, Berne, cité par Windisch U. (2000). *Quelle intégration ? Quels droits politiques ?*, Rapport pour la Commission fédérale des étrangers à l'intention du Conseil fédéral, Lausanne, L'Age d'homme, p. 14.

Suisse. Commission fédérale des étrangers (CFE) (1996). *Esquisse pour un concept d'intégration*, Berne.

Suisse. Commission fédérale des étrangers (CFE) (1999). *L'intégration des migrantes et des migrants en Suisse*, Berne.

Suisse. Conseil fédéral Suisse (1973). *Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la troisième initiative populaire contre l'emprise étrangère (initiative populaire contre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse) du 21 décembre 1973*, FF 1974 I 183, Berne [En ligne], <http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/1974/index_5.html>, consulté le 25 janvier 2015.

Suisse. Conseil fédéral Suisse (1978). *Message à l'appui d'un projet de loi sur les étrangers du 19 juin 1978*, FF 1978 II 165, Berne [En ligne], <http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/1978/index_34.html>, consulté le 25 janvier 2015.

Suisse. Conseil fédéral Suisse (2001). *Message concernant le droit de la nationalité des jeunes étrangers et révision de la loi sur la nationalité du 21 novembre 2001*, FF 2002 1815, Berne, [En ligne], <http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20010076>, consulté le 25 janvier 2015.

Suisse. Conseil fédéral Suisse (2002). *Message concernant la loi sur les étrangers du 8 mars 2002*, FF 2002 3469, Berne [En ligne], <http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20020024>, consulté le 25 janvier 2015.

Cadre législatif

France

Décret no. 2011-1265 du 11 octobre 2011 relatif au niveau de connaissance de la langue française requis des postulants à la nationalité française au titre des articles 21-2 et 21-24 du code civil et à ses modalités d'évaluation [En ligne], <<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024659084&categorieLien=id>>, consulté le 25 janvier 2015.

Loi no. 2006-911 du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration [En ligne], <<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000266495&dateTexte=&categorieLien=id>>, consulté le 25 janvier 2015.

Loi no. 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité [En ligne], <<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024191380&categorieLien=id>>, consulté le 25 janvier 2015.

Projet de loi no. 2183 relatif au droit des étrangers en France, présenté en Conseil des ministres le 23 juillet 2014 [En ligne], <<http://www.assemblee-nationale.fr/14/projets/pl2183.asp>>, consulté le 25 janvier 2015.

Suisse

Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE), modification du 26 juin 1998.

Loi fédérale sur les étrangers (LEtr), du 16 décembre 2005.

Loi fédérale sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse (Loi sur la nationalité, LN), modifications du 21 décembre 2007 et du 20 juin 2014.

Ordonnance limitant le nombre des étrangers (OLE), du 6 octobre 1986.

Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA), du 24 octobre 2007.

Ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE), du 13 septembre 2000 et du 24 octobre 2007.

Canada - Québec

Décret no. 675-2009 du 10 juin 2009, relatif au Règlement modifiant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers au titre de La Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., c. I-0.2).

Loi modifiant la Charte de la langue française (Loi no. 104), du 12 juin 2002.

Note sur les Procédures d'Immigration (NPI) no. 2013-012, mise en œuvre 1^{er} août 2013, Relèvement des compétences langagières pour les candidats des sous-catégories de l'immigration économique : travailleur qualifié, entrepreneur, travailleur autonome et investisseur.

VERS LA CONSTRUCTION D'UN CADRE ANALYTIQUE LIÉ À L'ÉTUDE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE DES IMMIGRANTS

Bélinda BAH, doctorante, Département de sociologie, Université de Montréal

INTRODUCTION

En 2014, l'Organisation des Nations unies a estimé que 3,4 milliards d'individus vivaient en ville. En outre, elle a projeté que d'ici 2050, ce nombre augmentera de 2,5 milliards, pour représenter deux tiers de la population mondiale (Nations unies, 2014). Dans le cadre de cette urbanisation accélérée, certains lieux constituent de puissants pôles d'attraction des flux migratoires. Ces endroits sont appelés métropoles, villes mondiales ou encore « villes globales » (Sassen, 1991), où se concentre un important pouvoir économique et politique. Cette centralité s'explique et s'entretient par une capacité à attirer le capital financier et humain dont il sera possible d'extraire une forte valeur ajoutée. En dehors de la dimension strictement économique, ces grandes villes offrent une mosaïque de visages, de langues, de pratiques, de curiosités... qui justifient parfois de parler de « ville cosmopolite » (Germain, 1997) ou encore de « ville multiculturelle » (Wang, 2007). La diversité culturelle des grandes villes est immanquablement associée à une immigration internationale, qui peut être tant économiquement souhaitée que socialement questionnée. Dès lors, le constat de la montée des inégalités et la crainte de la désintégration sociale en milieu urbain (Sennett, 1992 ; Bauman, 2006) peuvent alimenter l'intérêt pour la participation sociale et politique des immigrants internationaux. À ce niveau, l'évidence du lien entre nationalité et citoyenneté (Marshall, 2009) ne fait désormais plus consensus (de Wenden, 1987 ; Neveu, 2004). La constance des mouvements internationaux de populations – malgré et à cause des crises économiques – et leur diversification en termes de pays de départ, de pays d'accueil et de trajectoires (OIM, 2010 ; de Wenden, 2012) contribuent à la complexification des affiliations citoyennes. De fait, quels liens peut-on aujourd'hui faire entre le rattachement juridique à un Etat souverain et les pratiques participatives des individus qui y sont rattachés ?

Spécifions davantage le contexte général dans lequel nous inscrivons les phénomènes sociaux contemporains. À cet égard, les termes de « mondialisation » et de « globalisation » sont fréquemment utilisés. Synonymes dans le langage courant, ils sont distingués dans le champ scientifique. Les concepts de mondialisation (Wallerstein,

1999 et 2006) et de globalisation (Sassen, 2009) reposent tous deux sur l'idée d'une interdépendance mondiale structurée par la logique d'un système économique capitaliste. Néanmoins, depuis les années 1980, la restructuration profonde des pouvoirs économique et politique justifierait de parler de globalisation et non plus simplement de mondialisation. Selon Saskia Sassen, le rôle joué par les nouvelles technologies de l'information et de la communication introduit une différence fondamentale. Les réseaux numérisés constituent en effet des supports incontournables pour l'action de tous ceux qui prétendent jouer un rôle économique et politique significatif. La globalisation est donc une réalité politico-économique, mais également culturelle, dont l'anthropologie s'est saisie (Levitt et Khagram, 2008 ; Caillé et Dufoix, 2013).

Étant donné nos intérêts de recherche, il est pertinent de faire référence à l'anthropologue politique Marc Abélès, dans sa volonté de proposer des orientations à une anthropologie de la globalisation (Abélès, 2008). Il observe l'essor de modalités d'action collective transnationale et considère en conséquence trois objets d'étude à privilégier : les institutions politiques formelles, la violence et le triptyque migrations-citoyenneté-société civile. Pour le dernier objet, la problématique générale que le chercheur identifie est la suivante : « Car la question la plus crûment posée par les déplacements de populations concerne les modalités d'intégration à l'espace public. Comment concilier la diversité des appartenances culturelles et l'insertion dans une communauté politique unique ? » (Ibid., p. 206). Nous pouvons prendre appui sur cette question. En effet, bien qu'étant des acteurs importants de la globalisation parce qu'ils en sont les artisans et ouvriers, le rôle politique des immigrants internationaux est peut-être insuffisamment considéré, d'autant plus dans leurs lieux de résidence et lorsqu'ils ne sont pas juridiquement citoyens de ces lieux de résidence. Au moment de penser l'action collective locale et les politiques publiques qu'elle peut faire émerger, certains se demanderont dans quelle mesure les immigrants internationaux doivent être considérés des citoyens comme les autres.

Tant dans le champ scientifique qu'en dehors, nous percevons donc un intérêt croissant pour une meilleure documentation de la participation citoyenne des immigrants, comme manifestation d'un certain rapport à la citoyenneté. Nous pouvons alors nous interroger sur la manière de mener des recherches sur ce phénomène social. Dans cette optique, en mobilisant la littérature appropriée, notre article vise à : montrer les limites des cadres d'analyse de la participation citoyenne pour la prise en considération du cas des immigrants (1) ; identifier un champ de recherche porteur pour

l'étude de la participation citoyenne des immigrants (2); ouvrir une voie pour la construction d'un cadre d'analyse original orienté vers la compréhension du phénomène d'acculturation citoyenne (3).

AU-DELÀ DE LA « PARTICIPATION CITOYENNE »

Dans cette partie, notre recension des écrits a pour point de départ la notion de participation citoyenne telle qu'abordée par des sociologues et philosophes politiques. Nous regardons ensuite du côté des théories sur l'immigration, pour identifier les spécificités de la condition immigrante. C'est sur la base de cette réflexion que nous voyons la pertinence d'introduire le concept d'« acculturation citoyenne ».

La « participation citoyenne » dans le cadre des théories sur la participation politique

L'étude de la participation citoyenne a une place dans le cadre plus large des théories sur la participation politique. Plus précisément, nous considérons que cette question est à la confluence de trois grandes problématiques : celle de l'intégration politique, celle de la définition de la société civile et celle de l'action stratégique.

Dans les démocraties libérales, à la question du « comment intégrer politiquement? », la littérature propose selon nous trois principales pistes de réponse. Une réponse de type libéral postule que la préoccupation première est de garantir une justice équitable, grâce aux procédures mises en place par les structures étatiques de base (Rawls, 1987). Une deuxième orientation qui peut être qualifiée de républicaine (Tilly, 2003), avec une variante participationniste (Barber, 1997), défend l'idée que l'intégration politique se réalise à travers l'exercice de vertus civiques. Finalement, la réponse communautariste (Putnam, 1995 ; Walzer, 2003) considère que l'intégration politique devrait moins se baser sur la construction de communautés instrumentales que sur la prise en considération de communautés existantes (construites par les relations et la confiance). L'horizon des communautaristes, c'est l'incorporation d'une communauté politique légitime sous la forme juridique d'un Etat souverain. La question de l'institutionnalisation ne nous préoccupe pas ici. La question de la légitimité en revanche, nous semble fondamentale.

L'idée de participation citoyenne est directement liée à une critique de la démocratie représentative. Elle fait écho aux notions de démocratie participative, délibérative, radicale ou directe (Habermas, 1992 ; Blondiaux, 2001 ; Fraser et Ploux,

2005 ; Sintomer, 2006 ; Gaudin, 2007). Si l'idéal démocratique s'appuie sur le principe d'égalité de participation de tous les membres de la communauté politique, en pratique, les régimes démocratiques libéraux ont adopté la modalité de l'élection de représentants du peuple pour la gestion des affaires publiques. Ce processus électoral délimite une participation politique formelle et un pouvoir de type étatique, à côté desquels une participation politique informelle peut se manifester au sein d'une société civile (Boismenu *et al.*, 1992). La perception d'élites politiques formelles ne représentant plus adéquatement les intérêts de leurs administrés (crise de légitimité) peut conduire à une demande d'intervention accrue de la société civile. Mais qu'entend-on par « société civile » ? Dans un essai de 2001, Sunil Khilnani se livre à une étude généalogique de cette notion. Son propos permet d'identifier deux grandes conceptions de la société civile. Pour une approche de type hégélienne, la société civile est constituée des acteurs qui s'opposent à l'État et qui jouent donc le rôle de contre-pouvoir. D'un autre côté, les héritiers du marxisme considèrent la société civile comme le prolongement du pouvoir étatique dans la sphère privée. Ils jugent alors que les classes socio-économiques défavorisées, dépossédées de leur pouvoir politique légitime, doivent être rendues capables de se réapproprier ce pouvoir. Depuis les années 1970, une conception moins substantielle de la société civile a émergé, qui consiste à la définir comme un espace médian hétérogène entre la sphère étatique et la sphère économique. Ici, la société civile renvoie alors surtout au monde associatif comme « tiers secteur » (Laville, 2000). Nous pensons pour notre part que l'enjeu est aujourd'hui la conciliation des approches marxiste et communautariste, tel que l'envisage la philosophe politique Nancy Fraser (2005).

En dernier lieu, la participation citoyenne peut être analysée en fonction de ses modalités de réalisation. Il s'agit alors de s'interroger sur les stratégies que les acteurs de la société civile mettent en œuvre pour atteindre les objectifs visés, avec les moyens dont ils disposent, dans un contexte donné (Arnstein, 1969 ; White, 1994 et 2012 ; Rochefort, 1998 ; Callon, 2003 ; Bherer, 2011). Il faut noter que face à l'enthousiasme des dernières décennies autour de la participation citoyenne, certains chercheurs remettent en cause l'idée que la participation d'acteurs non étatiques (individus ou organisations) à l'action publique est synonyme de démocratisation (Godbout, 1983 ; Jaglin, 2005 ; Bacqué, 2006 ; Neveu, 2011 ; Gaudet et Turcotte, 2013).

L'intérêt pour la participation citoyenne des immigrants se trouve d'abord dans une littérature qui traite du cadrage étatique de cette participation. Nous faisons

référence aux écrits sur le multiculturalisme comme modèle de gestion publique de la diversité culturelle (Young, 1989 ; Helly, 2000 ; Kymlicka, 2001). Cette littérature se préoccupe des problématiques de l'intégration politique et de l'identification de la communauté participative légitime. D'un autre côté, une approche plus microsociologique et ethnographique étudie les pratiques participatives des immigrants et parfois leurs perceptions quant aux conditions de leur participation (Ong, 1996, 2006a et 2006b ; Neveu, 2001 ; Vatz-Laaroussi, 2004 et 2008 ; Bilge, 2004 ; Arcand, 2004 ; Germain, 2004 ; Yatera, 2004 ; Smith et Guarnizo, 2009 ; Andrew, 2010). La participation citoyenne est alors abordée sous les angles de la légitimité participative et de l'analyse stratégique. En fait, lorsqu'on se penche sur la participation citoyenne d'acteurs représentatifs des immigrants, nous voyons que la question de la légitimité devient centrale. Pour cette raison, nous pensons qu'il est nécessaire de s'attarder sur la figure de l' « immigrant ». D'un point de vue conceptuel, qui est-il, que représente-t-il et en quoi ces éléments aident à mieux envisager l'étude de la participation citoyenne des immigrants?

De l'immigrant à l' « acculturation citoyenne »

Un des angles d'approche d'auteurs traitant des immigrants internationaux consiste à voir ces derniers comme des agents socio-économiques vulnérables au sein du système-monde capitaliste (Wallerstein, 2006 ; Noiseux, 2012). D'autres travaux portent sur leur intégration. En ce qui concerne l'intégration économique, il s'agit d'identifier les supports et les entraves à une bonne insertion socioprofessionnelle des immigrants. Du côté des supports, on évoque le rôle des réseaux (Arcand *et al.*, 2009), du côté des obstacles, la discrimination et le racisme peuvent être mis cause (Eid, 2012). Pour l'intégration politique, une question centrale concerne les fondements de l'inclusion ou au contraire de l'exclusion des immigrants. À ce titre, certains auteurs questionnent les critères utilisés par les régimes dits démocratiques, pour octroyer ou refuser le statut juridique de citoyen aux individus présents sur leur territoire (Carens, 1987; Bannerji, 2000 ; Thobani, 2007; Cook-Martín et Fitzgerald, 2010). Finalement, la thématique de l'intégration culturelle renvoie aux débats sur l'assimilation, c'est-à-dire sur la mesure dans laquelle l'immigrant doit se fondre dans la culture du groupe majoritaire de sa communauté d'accueil. L'idée d'une assimilation inévitable et linéaire a été en partie délaissée, au profit de conceptions plus nuancées évoquant la segmentation du processus (Schnapper *et al.*, 2001) ou la nécessité de prendre en compte la condition de

minoritaire des immigrants (Bouchard, 2012). C'est principalement du côté de l'anthropologie américaine et des études transnationales qu'il faut chercher une perspective qui considère les immigrants comme acteurs. Cette littérature présente les immigrants comme des acteurs socio-économiques et socio-politiques de premier plan entre leur lieu d'immigration « ici » et leur lieu d'émigration « là-bas » (Kearney, 1986 ; Faist, 2000 ; Guarnizo, 2003 ; Guarnizo et al., 2003 ; Levitt et Glick Schiller, 2004). L'agentivité des immigrants apparaît également chez des théoriciens du culturel qui s'intéressent aux phénomènes d'hybridité (Hall, 1990 ; Burke 2009). Ils considèrent en effet que le processus migratoire implique de la perte, mais aussi de la conservation et de la création d'ethnicité.

En résumé, la littérature sur l'immigration nous renseigne sur le fait que dans le contexte mondial actuel, il est nécessaire de reconnaître que l'immigrant est souvent surdéterminé par sa condition de travailleur vulnérable. Néanmoins, il dispose parfois de moyens suffisants pour être appréhendé comme acteur. Il apparaît alors que, quel que soit son niveau socio-économique, ce qui caractérise l'immigrant, c'est son altérité (Lapeyronnie, 1997 ; Sayad, 1999 ; Martiniello *et al.*, 2005). Il est l'étranger, cet Autre qui incarne la différence culturelle. Pour cette raison, les phénomènes sociaux impliquant des personnes immigrantes doivent selon nous être appréhendés sous l'angle de l'interculturalité (Cohen-Emerique, 1993 ; Emomgo et White, 2014). Nous pensons ensuite que le concept d'« acculturation » permet particulièrement bien d'aborder la compréhension des phénomènes associés à la rencontre entre deux entités perçues comme culturellement distinctes (Herskovits, 1972 ; Abou, 1981 ; Grenon, 1992 ; Bastide, 1998 ; Redfield *et al.*, 1998 ; Huntington, 1993 ; Berry, 2008 ; Rudmin, 2010 ; Leal, 2011). Même si l'intérêt des théoriciens de l'acculturation et des relations interculturelles se concentre sur les changements intervenant chez les individus ou groupes subalternes – dont les immigrants – au contact de groupes dominants, il existe aujourd'hui un consensus sur le fait que les relations interculturelles impliquent une influence réciproque des parties engagées dans la rencontre.

Pour revenir à nos préoccupations sur la participation citoyenne des immigrants, nous voyons à présent l'opportunité d'une problématisation en termes d'acculturation citoyenne. En effet, si nous convenons qu'il n'existe pas une mais plusieurs cultures (identités) citoyennes, il est intéressant de se demander ce que produit, dans un contexte donné, la rencontre entre plusieurs cultures (identités) citoyennes. Bien que l'expression soit rarement utilisée comme telle, le phénomène social que nous délimitons grâce au

concept d'acculturation citoyenne est loin d'être absent de la littérature. Nous pouvons mentionner les penseurs républicanistes qui abordent les défis actuels de l'action collective (Dagger, 1997 ; Hamel, 2000) ou encore les critiques du multiculturalisme (Helly, 2000 ; Fraser et Ploux, 2005 ; Maclure, 2007). Ces derniers auteurs reprochent au multiculturalisme « classique » d'avoir sacrifié la redistribution, supposant un minimum de communalisation, au profit de la stricte reconnaissance des différences culturelles. En parlant d'acculturation citoyenne des immigrants, trois autres types de références nous semblent incontournables : celles des penseurs de l'interculturalisme (Labelle et al., 1993 ; Rocher et al., 2007 ; Labelle et Rocher, 2011 ; Bouchard, 2012) ; celles des chercheurs sur le transnationalisme politique des immigrants (Naïr, 1997 ; Itzigsohn, 2000 ; Faist, 2000 ; Guarnizo et al., 2003 ; Yatera, 2004 ; Iskander, 2005 ; Wang, 2007 ; Smith et Guarnizo, 2009) et celles des chercheurs sur la participation citoyenne des immigrants (Ong, 1996 et 2006 ; Neveu, 2001 ; Vatz-Laaroussi, 2004 et 2008 ; Bilge, 2004 ; Arcand, 2004 ; Germain, 2004 ; Yatera, 2004 ; Andrew, 2010).

En prenant cette direction, les écrits recensés font émerger une notion, à la croisée des théories de la participation politique, de l'immigration et de l'acculturation. Il s'agit de la notion de citoyenneté culturelle/*cultural citizenship*²⁵, que nous approfondissons dans la partie suivante.

LA « CITOYENNETÉ CULTURELLE » COMME OBJET DE RECHERCHE PORTEUR

Dans cette partie, à travers une exploration de la littérature récente s'appuyant sur le concept de citoyenneté culturelle, nous parvenons à cerner les contours d'un champ de recherche au sein duquel les études empiriques sur la participation citoyenne des immigrants trouvent toute leur place. En matière de référence explicite à ce concept, Renato Rosaldo et son article de 1994 constituent le point de départ de bon nombre d'auteurs. Les préoccupations de Rosaldo sont proches de celles des théoriciens de la reconnaissance (Young, 1989 ; Taylor, 1994). Il insiste cependant sur la revendication d'une citoyenneté pleine, parallèlement aux revendications pour le droit à la différence. Il définit la citoyenneté culturelle de la manière suivante : « *Cultural citizenship refers to the right to be different and to belong in a participatory democratic sense*²⁶ » (Rosaldo, 1994, p. 402).

²⁵ La grande majorité des références explicites à cette notion sont en langue anglaise.

²⁶ Traduction libre : La citoyenneté culturelle renvoie à un droit à la différence qui ne compromet pas le droit à l'appartenance, dans le sens participatif et démocratique du terme.

Orientations d'études empiriques portant sur la citoyenneté culturelle

Pour ce qui est de l'étude du processus de déploiement de la citoyenneté culturelle, la ville est le terrain empirique privilégié. C'est dans ce théâtre des villes globales ou cosmopolites que Myria Georgiou (2008) se penche sur la manière dont les interactions qui déterminent une citoyenneté culturelle peuvent se faire, en particulier dans les quartiers multi-ethniques. Wang (2007) décrit la confrontation entre un groupe ethnique diasporique minoritaire, les Hakka, et la ville multiculturelle de Taïwan. Il parle alors d'interaction dialogique et dynamique amenant à davantage de complexité et de diversité. David Giband et Corinne Siino (2013) parlent de citoyenneté urbaine et considèrent que la citoyenneté culturelle est ancrée dans l'espace et les pratiques communautaires (micro-interactions). Dans un autre texte, Giband, cette fois-ci associé à Bertrand Lemartinel (2009), traite des formes émergentes de territorialité au niveau de la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Les auteurs abordent la question de la recomposition des identités et des nouvelles pratiques locales qui ont cours en ces lieux frontaliers. Ils théorisent en termes de « dispersion », d'« effet de frontière » et de « diffusion ». Dans leur étude de la citoyenneté culturelle de jeunes musulmans en Afrique de l'ouest, Marie-Nathalie LeBlanc et Muriel Gomez-Perez (2007) s'appuient sur les constats d'une libéralisation de l'espace public et de la multiplication des médias islamiques pour affirmer que de nouveaux espaces d'expression moins restrictifs permettent aux jeunes de se mobiliser. Leur article s'intéresse également au réinvestissement de l'espace public par la religion, avec le développement d'associations étudiantes et d'organisations non gouvernementales islamiques. Gerard Delanty (2003) se concentre sur le processus d'apprentissage de la citoyenneté culturelle. Il évoque des relations, interactions, pratiques communicatives, lieux d'activités quotidiennes... qui concourent au développement d'une certaine culture citoyenne. Selon lui, la citoyenneté culturelle s'oppose à une citoyenneté disciplinaire, prescrite et imposée. Enfin, Stephen Reysen et Iva Katzarska-Miller (2013) cherchent à évaluer l'impact psychosocial du développement d'une citoyenneté globale chez des individus établis en Bulgarie, en Inde et aux États-Unis.

Une partie de la littérature sur la citoyenneté culturelle associe cette dernière à l'étude de groupes vulnérables ou marginaux. Aihwa Ong (1996 ; 2006b) étudie ainsi le processus à travers lequel des immigrants asiatiques aux États-Unis vivent leur citoyenneté culturelle sur la base d'une norme imposée, qui établit notamment une

frontière raciale entre des sujets noirs et des sujets blancs. Toujours dans le contexte étasunien, Pauline Turner Strong (2004) s'intéresse quant à elle aux minorités autochtones. Dans le domaine du sport, elle dénonce le caractère raciste de certaines représentations institutionnelles et médiatiques des Indiens d'Amérique. L'auteure considère que ces représentations font obstacle à la pleine reconnaissance culturelle et, par là même, à une citoyenneté participative de ce groupe minoritaire. Sur la base d'études de cas en Israël, en Irlande du Nord, au Québec et au Brésil, Lamont et al. (2005) se penchent sur la construction de l'identité collective parmi les groupes marginalisés. Les auteurs appréhendent ce processus à travers la théorie des frontières externe et interne de l'identité, qui permet de prendre en compte tant la catégorisation que l'identification. Finalement, deux études récentes utilisent le concept de citoyenneté culturelle en lien la situation de groupes minoritaires associés à la religion musulmane : l'une traitant de l'évolution de la citoyenneté culturelle de jeunes hommes musulmans en Côte d'Ivoire (LeBlanc, 2012), l'autre évoquant le déni de citoyenneté culturelle à des enfants d'immigrants d'origine maghrébine en France (Beaman, 2015).

Un autre angle d'étude consiste à mettre en avant le positionnement d'organisations de la société civile face à la citoyenneté culturelle. Nous trouvons l'article de Strong et Posner (2010) sur le repositionnement de certaines grandes organisations de jeunesse américaines, dans un contexte de promotion d'une inclusion multiculturelle et non plus d'assimilation. Dans un autre registre et dans un autre lieu, Evguenia Fediakova (2014) étudie la participation civile de jeunes évangélistes au Chili. En grande partie du fait d'une éducation universitaire supérieure, elle considère que ces jeunes sont à même d'infléchir la marginalisation socio-politique des évangélistes au Chili. Ensuite, deux références de Lynn Stephen (2003 ; 2008) mettent en scène la dynamique organisationnelle de travailleurs migrants mexicains en Oregon. L'auteure fait état d'une citoyenneté culturelle vécue à travers la participation communautaire autour de problématiques culturelles, professionnelles et migratoires. Stevenson (2012) s'intéresse quant à lui à un nouveau mouvement social, le Mouvement de la Transition. Il le considère comme un de ces nouveaux lieux où le politique se manifeste, loin des cadres formels de concertation. Il s'attache alors à décrire le contenu de citoyenneté culturelle de ce mouvement, entre hypervalorisation du local et conscientisation sur la nécessité pour les urbains de se préparer à l'économie post-pétrole. Andy Ruddock (2005) se penche sur le cas de citoyens non organisés, en analysant le contenu

identitaire citoyen des commentaires postés sur Internet par des supporters de football britanniques.

Certains auteurs insistent sur le lien entre citoyenneté culturelle et médias de masse. Toby Miller (2007) est l'un d'entre eux. Miller parle de « société média » et s'intéresse aux pratiques de spectateurs télévisuels qui reconfigurent (négativement) l'espace public et les enjeux de citoyenneté dans les sociétés démocratiques. Joke Hermes (2006) évoque de son côté le développement d'Internet, qui permettrait moins l'émergence de nouveaux citoyens que de nouvelles pratiques citoyennes, en particulier à travers la création de communautés virtuelles. Andy Ruddock (2006) considère également que les médias de masse, et notamment la télévision, n'ont pas modifié significativement le contenu de la citoyenneté. Finalement, les études de Kira Kosnick (2010) et de Myria Georgiou (2013) discutent du rôle de la télévision pour des publics ethnicisés.

La citoyenneté culturelle sous l'angle normatif

Nous pouvons tout d'abord mentionner Bryan Turner (2001) et Nick Stevenson (2003 ; 2010 ; 2012) comme théoriciens d'une citoyenneté culturelle devant être soutenue par une éducation cosmopolite. Judith Vega (2010) propose quant à elle de s'orienter vers une citoyenneté culturelle néo-républicaine, alternative aux approches libérales et marxistes. D'autres auteurs font référence à des politiques publiques concrètes développées autour de la notion de citoyenneté culturelle. Ainsi, Gilles Bourque et Jules Duchastel (2000) voient-ils dans le multiculturalisme canadien une politique publique une incitant à la fragmentation et menant à une citoyenneté particulariste. Ils défendent alors une citoyenneté culturelle nationale inspirée par des principes universalistes. Lijung Wang (2014) discute de son côté de la place de la citoyenneté et des droits culturels dans les politiques culturelles de la Chine et de Taïwan. Il critique le contrôle excessif des gouvernements sur ces politiques et parallèlement, l'insuffisante implication de la société civile dans leur élaboration.

En fin de compte, nous constatons qu'un certain nombre des chercheurs qui utilisent le concept de citoyenneté culturelle se soucient de l'action collective de groupes vulnérables ou marginaux dans le nouveau contexte de la globalisation. Pour ceux qui adoptent une position explicitement normative, ils se situent en plein cœur des débats contemporains sur le multiculturalisme. Nous comprenons que la citoyenneté culturelle renvoie à l'idée que la communauté politique au sein de laquelle un individu

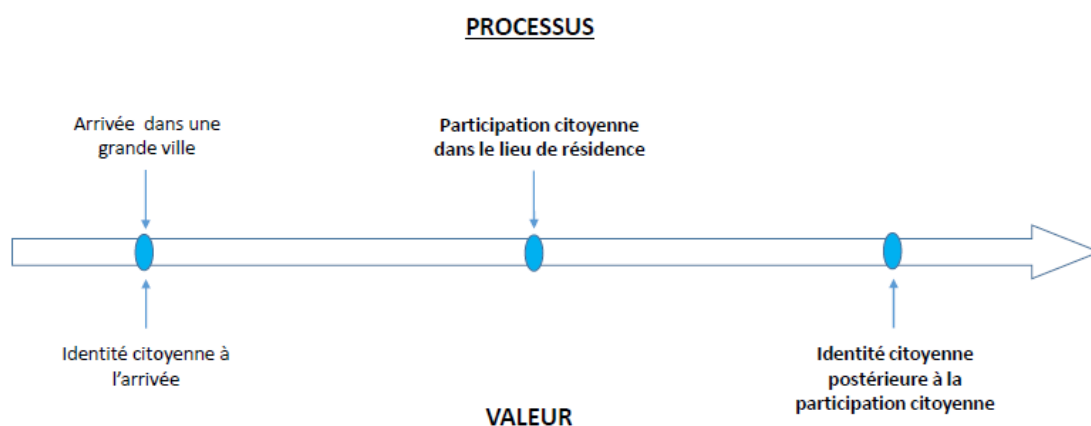
ou un groupe considère qu'il peut légitimement participer, diffère de la communauté politique à laquelle il est juridiquement rattaché. En d'autres termes, le concept de citoyenneté culturelle permet d'aborder la dimension non juridique de la citoyenneté. Cette littérature nous inspire pour expliciter, dans la partie suivante, notre conception de l'acculturation citoyenne.

ÉTUDIER LA PARTICIPATION CITOYENNE DES IMMIGRANTS INTERNATIONAUX POUR SAISIR L'ACCULTURATION CITOYENNE : QUELQUES PISTES

Se pencher sur la participation citoyenne des immigrants internationaux aide à toucher la dimension non formelle de la citoyenneté, en s'intéressant à la construction de celle-ci depuis une marge. Notre cheminement nous a conduits à nous intéresser au phénomène plus large de l'acculturation citoyenne, qui peut inclure l'étude de pratiques participatives, mais aussi l'étude d'identités citoyennes changeantes.

Nous entendons la « participation citoyenne » comme l'action stratégique d'acteurs (individus ou organisations) non étatiques tournée vers la revendication de droits universels et/ou vers la lutte pour la reconnaissance de minorités, au sein d'une communauté politique de référence. Nous définissons ensuite l'« acculturation citoyenne » comme le processus relationnel plus large à travers lequel l'identité citoyenne d'individus ou d'organisations se forme et se transforme.

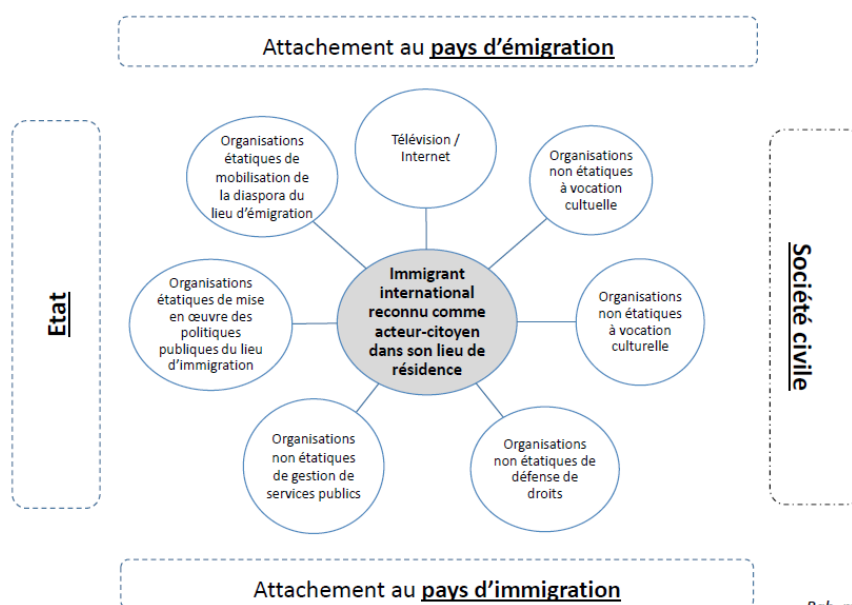
Figure 1 : L'acculturation citoyenne d'un immigrant international acteur-citoyen de son lieu de résidence – une perspective temporelle



Bah, mai 2015

Pour comprendre l'acculturation citoyenne, nous proposons donc d'étudier le cas d'immigrants internationaux devenus acteurs-citoyens dans leur lieu de résidence. Nous nous intéressons alors aux acteurs entrant en relation avec ces derniers dans le cadre de leur participation citoyenne. Ces acteurs peuvent être classés en fonction de deux axes d'analyse, qui délimitent deux frontières structurantes : i) leur identité organisationnelle – avec d'un côté le pôle de l'État et de l'autre, le pôle de la société civile ; ii) leur attachement, en termes physique et juridique – avec d'un côté le pays d'émigration et de l'autre le pays d'immigration. À partir des écrits recensés sur la participation citoyenne de personnes vulnérables, marginales ou immigrantes, nous pouvons lister sept grands types d'acteurs impliqués dans l'acculturation citoyenne des immigrants internationaux acteurs-citoyens de leur lieu de résidence : i) les organisations étatiques de mise en œuvre de politiques publiques du lieu d'immigration (Helly, 2000 ; Wang, 2014) ; ii) les organisations non étatiques de gestion de services publics (Neveu, 2001 ; Andrew, 2010) ; iii) les organisations non étatiques de défenses de droits (Stephen, 2008) ; iv) les organisations non étatiques à vocation culturelle (Arcand, 2004 ; Bilge, 2004 ; Yatera, 2004 ; Ong, 2006b ; Strong et Posner, 2010) ; v) les organisations non étatiques à vocation culturelle (LeBlanc, 2012 ; Fediakova, 2014) ; vi) les organisations étatiques de mobilisation de la diaspora du lieu d'émigration (Iskander, 2005) ; vii) la télévision / Internet (Kosnick, 2010 ; Georgiou, 2013).

Figure 2 : L'acculturation citoyenne d'un immigrant international acteur-citoyen de son lieu de résidence – une perspective spatiale



Schématisée de cette manière, notre conception de l'acculturation citoyenne ouvre la voie à l'appréhension de pratiques, qui se réalisent au sein de réseaux d'acteurs, sur la base de l'activation de différentes identités citoyennes.

CONCLUSION

Il n'aura échappé à aucun observateur que la participation citoyenne est actuellement l'un des crédos d'une partie de ceux qui en appellent, légitimement, à un renouveau démocratique. Face aux multiples problèmes rencontrés par les grandes villes du monde, les acteurs sociaux voient la nécessité de mobilisations collectives capables de suppléer, de compléter ou de remplacer l'État. À côté de cela, un autre constat est que dans ces grandes villes, les immigrants internationaux sont souvent surreprésentés parmi les victimes des nouvelles formes de misère sociale. L'immigration-outil a muté en immigration-problème. Peut-on penser une immigration-solution ?

Pour ne pas céder aux formules simplifiées, il est opportun d'approfondir le rapport entre citoyenneté et immigration. L'étude de la participation citoyenne des immigrants internationaux est une piste à creuser. Dans ce cadre, nous pensons que l'un des défis pour la théorie est d'associer harmonieusement l'objet politique et l'objet culturel.

BIBLIOGRAPHIE

- Abélès, M. (2008). *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot.
- Abou, S. (1981). *L'identité culturelle : relations interethniques et problèmes d'acculturation*, Paris, Éditions Anthropos.
- Andrew, C. (2010). « Récit d'une recherche-action : la participation et le passage de frontières de femmes immigrantes à la Ville d'Ottawa », *Sociologie et sociétés*, vol. 42, no. 1.
- Arcand, S. (2004). « Participation des groupes ethniques minoritaires aux débats de société au Québec : entre évolution et statu quo », dans J. Gatugu, S. Amoranitis et A. Manço (dir.), *La vie associative des migrantes : quelles (re) connaissances ? Réponses européennes et canadiennes*, Paris, L'Harmattan, p. 205-222.
- Arcand, S., Lenoir, A., et Helly, D. (2009). « Insertion professionnelle d'immigrants récents et réseaux sociaux : le cas de Maghrébins à Montréal et Sherbrooke », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 34no. 2.
- Arnstein, S. R. (1969). « A ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of planners*, vol. 35, no. 4.
- Bacqué, M.-H. (2006). « Action collective, institutionnalisation et contre-pouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et sociétés*, no. 123.
- Bannerji, H. (2000). *The dark side of the nation: Essays on multiculturalism, nationalism and gender*, Toronto, Canadian Scholars Press.
- Barber, B. (1997). *Démocratie forte*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Bastide, R. (1998). *Initiation aux recherches sur les interpénétrations de civilisations*, St Paul de Fourques, Bastidiana.
- Bauman, Z., et Rosson, C. (2006). *La vie liquide*, Rodez, Le Rouergue-Chambon.
- Beaman, J. (2015). « Boundaries of Frenchness: cultural citizenship and France's middle-class North African second-generation », *Identities-Global Studies in Culture and Power*, vol. 22, no. 1.
- Berry, J. W. (2008). « Globalisation and acculturation », *International Journal of Intercultural Relations*, vol. 32, no. 4.
- Bherer, L. (2011). « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », *Participations*, no. 1.
- Bilge, S. (2004). « L'associationnisme immigré : un cadre d'analyse des rapports constitutifs à travers le cas turc à Montréal », dans J. Gatugu, S. Amoranitis et A. Manço (dir.), *La vie associative des migrants : quelles (re) connaissances ? Réponses européennes et canadiennes* Paris, L'Harmattan, p. 161-180.

Blondiaux, L. (2001). « Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège », *Mouvements*, n° 18.

Boismenu, G., Hamel, P., et Labica, G. (1992). *Les formes modernes de la démocratie*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Bouchard, G. (2012). *L'interculturalisme. Un point de vue québécois*, Montréal, Boréal.

Bourque, G., et Duchastel, J. (2000). « Multiculturalisme, pluralisme et communauté politique. Le Canada et le Québec », dans M. Elbaz et D. Helly (dir.), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, p. 147-169.

Burke, P. (2009). *Cultural hybridity*, Cambridge, Polity.

Caillé, A., et Dufoix, S. (2013). *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, Découverte.

Callon, M. (2003). « Quel espace public pour la démocratie technique ? », dans D. Céfai et D. Pasquier (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 197-221.

Carens, J. H. (1987). « Aliens and citizens: The case for open borders », *The Review of Politics*, vol. 49, no. 2.

Cohen-Émerique, M. (1993). « L'approche interculturelle dans le processus d'aide », *Santé mentale au Québec*, vol. 18, no. 1.

Cook-Martín, D., et FitzGerald, D. (2010). « Liberalism and the limits of inclusion: race and immigration law in the Americas, 1850–2000 », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 41, no. 1.

Dagger, R. (1997). *Civic virtues. Rights, citizenship and republican liberalism*, Oxford, Oxford University Press.

de Wenden, C. W. (1987). *Citoyenneté, nationalité et immigration*, Paris, Arcantère.

de Wenden, C. W. (2012). *Atlas des migrations*, Paris, Éditions Autrement/Courrier international.

Delanty, G. (2003). « Citizenship as a learning process: disciplinary citizenship versus cultural citizenship », *International Journal of Lifelong Education*, vol. 22, no. 6.

Eid, P. (2012). « Les programmes de travailleurs temporaires : une arme d'exploitation massive », *Bulletin de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations*, vol. 8, no. 1.

Emongo, L., et White, B. W. (2014). *L'interculturel au Québec. Rencontres historiques et enjeux politiques*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal.

Faist, T. (2000). « Transnationalization in international migration: implications for the study of citizenship and culture », *Ethnic and racial studies*, vol. 23, no. 2.

Fediakova, E. (2014). « Evangelicals in democratic Chile : Clash of generation? », *Social Compass*, vol. 61, no. 1.

Fraser, N. (2005). *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte.

Fraser, N., et Ploux, M. (2005). « Multiculturalisme, anti-essentialisme et démocratie radicale », *Cahiers du genre*, no. 39.

Gaudet, S., et Turcotte, M. (2013). « Sommes-nous égaux devant l'« injonction » à participer ? : Analyse des ressources et des opportunités au cours de la vie », *Sociologie et sociétés*, vol. 45, no. 1.

Gaudin, J.-P. (2007). *La démocratie participative*, Paris, Armand Colin.

Georgiou, M. (2008). « Urban encounters: juxtapositions of difference and the communicative interface of global cities », *The International Communication Gazette*, vol. 70, no. 3-4.

Georgiou, M. (2013). « Seeking ontological security beyond the nation: the role of transnational television », *Television et New Media*, vol. 14, no. 4.

Germain, A. (1997). « L'étranger et la ville », *Canadian Journal of Regional Science*, vol. 20, no. 1.

Germain, A. (2004). « Capital social et vie associative de quartier en contexte multiethnique : quelques réflexions à partir de recherches montréalaises », *Journal of International Migration and Integration/Revue de l'intégration et de la migration internationale*, vol. 5, no. 2.

Giband, D., et Lemartinel, B. (2009). « La “nouvelle vague hispanique” aux États-Unis, de l'effet frontière à la figure de la diffusion », *Annales de géographie*, vol. 667, no. 3.

Giband, D., et Siino, C. (2013). « La citoyenneté urbaine pour penser les transformations de la ville ? », *Annales de géographie*, vol. 694, no. 6.

Godbout, J. (1983). *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

Grenon, M. (1992). *L'acculturation*, Montréal, Lektion.

Guarnizo, L. E. (2003). « The economics of transnational living », *International migration review*, vol. 37, no. 3.

Guarnizo, L. E., Portes, A., et Haller, W. (2003), « Assimilation and transnationalism: determinants of transnational political action among contemporary migrants », *American journal of sociology*, vol. 108, no. 6.

- Habermas, J. (1992). « "L'espace public", 30 ans après », *Quaderni*, vol. 18, no. 1.
- Hall, S. (1990). « Cultural identity and diaspora », dans J. Rutherford (dir.), *Identity: community, culture, difference*, Londres, Lawrence et Wishart, p. 222-237.
- Hamel, P., Maheu, L., et Vaillancourt, J.-G. (2000). « Repenser les défis institutionnels de l'action collective », *Politique et sociétés*, vol.19, no. 1.
- Helly, D. (2000). « Pourquoi lier citoyenneté, multiculturalisme et mondialisation », dans M. Elbaz et D. Helly (dir.), *Citoyenneté, multiculturalisme et mondialisation*, Québec et Paris, Presses de l'Université Laval / L'Harmattan, p. 222-256.
- Hermes, J. (2006). « Citizenship in the age of the Internet », *European Journal of Communication*, 21(3), vol. 21, no. 3.
- Herskovits, M. (1972). *Cultural relativism. Perspectives in cultural pluralism*, New York, Random House.
- Huntington, S. (1993). « The clash of civilizations ? », *Foreign affairs*, vol. 73, no. 3.
- Iskander, N. (2005). « Pratique sociale et projet productif : l'expérience *Tres por uno* (trois pour un) à Zacatecas, Mexique », dans OCDE (dir.), *Migrations, transferts de fonds et développement*, Paris, OCDE, p. 265-281.
- Itzigsohn, J. (2000). « Immigration and the boundaries of citizenship: the institutions of immigrants' political transnationalism », *International Migration Review*, vol. 34, no. 4.
- Jaglin, S. (2005). « La participation au service du néolibéralisme ? Les usagers dans les services d'eau en Afrique subsaharienne », dans M.-H. Bacqué et H. Rey (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, La Découverte, p. 271-291.
- Kearney, M. (1986). « From the invisible hand to visible feet: anthropological studies of migration and development », *Annual Review of Anthropology*, vol. 15.
- Khilnani, S. (2001). « La "société civile", une résurgence », *Critique internationale*, no. 10.
- Kosnick, K. (2010). « Migrant publics: mass media and stranger-relatedness in urban space », *Revue européenne des migrations internationales*, vol.26, no. 1.
- Kymlicka, W. (2001). *La citoyenneté multiculturelle*, Paris, La Découverte.
- Labelle, M., Beaudet, G., Lévy, J., et Tardif, F. (1993). « La question nationale dans le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 20.
- Labelle, M., et Rocher, F. (2011). *Les limites indépassables de l'interculturalisme en contexte canadien : un chemin semé d'embûches*, Communication présenté lors du Symposium international sur l'interculturalisme, Dialogue Québec-Europe, Montréal.

Lamont, M., Bail, C. A., et Benguigui, M. (2005). « Sur les frontières de la reconnaissance. Les catégories internes et externes de l'identité collective », *Revue européenne de migrations internationales*, vol. 21, no. 2.

Lapeyronnie, D. (1997). « Les deux figures de l'immigré », dans M. Wieviorka (dir.), *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte.

Leal, J. (2011). « “The past is a foreign country” ? Acculturation theory and the anthropology of globalization », *Etnográfica. Revista do Centro em Rede de Investigação em Antropologia*, no.2, vol. 15.

LeBlanc, M. N. (2012). « Du militant à l'entrepreneur. Les nouveaux acteurs religieux de la moralisation par le bas en Côte-d'Ivoire », *Cahiers d'Etudes africaines*, vol. 206-207, no. 2.

LeBlanc, M.-N., et Gomez-Perez, M. (2007). « Jeunes musulmans et citoyenneté culturelle : retour sur des expériences de recherche en Afrique de l'Ouest francophone », *Sociologie et sociétés*, vol. 39, no. 2.

Levitt, P., et Glick Schiller, N. (2004). « Conceptualizing simultaneity: A transnational social field perspective on society », *International migration review*, vol. 38, no. 3.

Levitt, P., et Khagram, S. (2008). *The transnational studies reader: interdisciplinary intersections and innovations*, Londres, Routledge.

Maclure, J. (2007). « La reconnaissance engage-t-elle à l'essentialisme ? », *Philosophiques*, vol. 34, no. 1.

Marshall, T. H. (2009). « Citizenship and social class », dans J. Manza & M. Sauder (dir.), dans *Inequality and Society: Social Science Perspectives on Social Stratification*, New York, W. W. Norton & Company, p. 148-154.

Martiniello, M., Simon, P., et Hargreaves, A. G. (2005). « La catégorisation et la classification comme enjeux de pouvoir. Rapports de domination et luttes autour de la représentation dans les sociétés post-migratoires », *Revue européenne des migrations Internationales*, vol. 21, no. 2.

Miller, T. (2007). *Cultural citizenship: cosmopolitanism, consumerism, and television in a neoliberal age*, Philadelphie, Temple University Press.

Naïr, S. (1997). *Rapport de bilan et d'orientation sur la politique de codéveloppement liée aux flux migratoires*, Paris, Gouvernement français.

Neveu, C. (2001). « L'accès à l'espace public entre politiques publiques et “dérive ethnique”. L'expérience d'associations “de jeunes” à Roubaix », dans A. Vulbeau (dir.), *La jeunesse comme ressource*, Paris, Eres « Questions vives sur la banlieue », p. 213-227.

Neveu, C. (2004). « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20, no. 3.

Neveu, C. (2011). « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, no. 1.

Noiseux, Y. (2012). « Mondialisation, travail et précarisation : le travail migrant temporaire au cœur de la dynamique de centrifugation de l'emploi vers les marchés périphériques du travail », *Recherches sociographiques*, vol. 53, no. 2.

OIM Organisation Internationale pour les Migrations (2010). *Etat de la migration dans le monde 2010. L'avenir des migrations : renforcer les capacités face aux changements. Résumé* [En ligne], http://publications.iom.int/bookstore/free/WMR2010_summary_FR.pdf, consulté le 2 mai 2015.

Ong, A. (2006a). « Mutations in citizenship », *Theory, culture & society*, vol. 23, no. 2-3.

Ong, A. (2006b). *Neoliberalism as exception: Mutations in citizenship and sovereignty*, Durham, Duke University Press.

Ong, A., Dominguez, V. R., Friedman, J., Schiller, N. G., Stolcke, V., Wu, D. Y., et Ying, H. (1996). « Cultural citizenship as subject-making: immigrants negotiate racial and cultural boundaries in the United States [and comments and reply] », *Current anthropology*, vol. 37, no. 5.

Putnam, R. D. (1995). « Bowling alone: America's declining social capital », *Journal of democracy*, vol. 6, no. 1.

Rawls, J. (1987). *Théorie de la justice*, Paris, Seuil.

Redfield, R., Linton, R., Herskovits, M. J., et Lavenue, E. (1998). « Memorandum pour l'étude de l'acculturation », dans R. Bastide (dir.), *Initiation aux recherches sur l'interpénétration des civilisations*, St Paul de Fourques, Bastidiana, p. 77-84.

Reysen, S., et Katzarska-Miller, I. (2013). « A model of global citizenship: Antecedents and outcomes », *International Journal of Psychology*, vol. 48, no. 5.

Rocheftort, D. A., Rosenberg, M., et White, D. (1998). « Community as a policy instrument: A comparative analysis », *Policy Studies Journal*, vol. 26, no. 3.

Rosaldo, R. (1994). « Cultural citizenship and educational democracy », *Cultural anthropology*, vol. 9, no. 3.

Ruddock, A. (2005). « Let's Kick Racism Out of Football -- and the Lefties Too! », *Journal of Sport and Social Issues*, vol. 29, no. 4.

Ruddock, A. (2006). « Invisible centers: Boris Johnson, authenticity, cultural citizenship and a centrifugal model of media power », *Social Semiotics*, vol. 16, no. 2.

Rudmin, F. W. (2010). « Steps towards the renovation of acculturation research paradigms: What scientists' personal experiences of migration might tell science », *Culture et Psychology*, vol. 16, no. 3.

- Sassen, S. (1991). *The global city*, New Jersey, Princeton University Press Princeton.
- Sassen, S. (2009). *La globalisation : une sociologie*, Paris, Gallimard.
- Sayad, A. (1999). *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.
- Schnapper, D., Costa-Lascoux, J., et Hily, M.-A. (2001). « De l'État-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue européenne de migrations internationales*, vol. 17, no. 2.
- Sennett, R. (1992). *The uses of disorder: Personal identity and city life*, New York, WW Norton et Company.
- Sintomer, Y. (2006). « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Territoires*, no. 471.
- Smith, M. P., et Guarnizo, L. E. (2009). « Global mobility, shifting borders and urban citizenship ». *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 100, no. 5.
- Stephen, L. (2003). Cultural citizenship and labor rights for oregon farmworkers. The case of Pineros y Campesinos Unidos del Noroeste (PCUN), *Human Organization*, vol. 62, no. 1.
- Stephen, L. (2008). « Building alliances: Defending immigrant rights in rural Oregon ». *Journal of Rural Studies*, vol. 24, no. 2.
- Stevenson, N. (2003). « Cultural citizenship in the “cultural” society. A Cosmopolitan approach », *Citizenship Studies*, no. 3, vol. 7.
- Stevenson, N. (2010). « Cultural citizenship, education and democracy: redefining the good society », *Citizenship studies*, vol. 14, no. 3.
- Stevenson, N. (2012). « Cosmopolitan education and cultural citizenship: A critical European perspective », *Cultural Sociology*, vol. 6, no. 1.
- Stevenson, N. (2012). « Localization as subpolitics. The Transition Movement and cultural citizenship », *International Journal of Cultural Studies*, vol. 15, no. 1.
- Strong, P. T. (2004). « The Mascot Slot. Cultural Citizenship, Political Correctness, and Pseudo-Indian Sports Symbols », *Journal of Sport and Social Issues*, vol. 28, no. 1.
- Strong, P. T., et Posner, L. (2010). « Selves in play: Sports, scouts, and American cultural citizenship », *International Review for the Sociology of Sport*, vol. 45, no. 3.
- Taylor, C. (1994). « The politics of recognition », dans S. Wolf, C. Taylor et A. Gutmann (dir.), *Multiculturalism: Examining the politics of recognition*, Princeton, Princeton University Presse, p. 25-73.

- Thobani, S. (2007). *Exalted subjects: Studies in the making of race and nation in Canada*, Toronto, Buffalo et Londres, University of Toronto Press.
- Tilly, C. (2003). « Inequality, democratization, and de-democratization », *Sociological Theory*, vol. 21, no. 1.
- Turner, B. S. (2001). « Outline of a general theory of cultural citizenship », dans N. Stevenson (dir.), *Culture and citizenship*, Londres, Thousand Oaks et New Delhi, SAGE Publications, p. 11-32.
- United Nations. (2014). *World urbanization prospects: the 2014 revision. Highlights* [En ligne], <<http://esa.un.org/unpd/wup/Highlights/WUP2014-Highlights.pdf>>, consulté le 2 mai 2015.
- Vatz-Laaroussi, M. (2004). « Immigrants et vie associative dans les régions du Québec », dans J. Gatugu, S. Amoranitis et A. Manço (dir.), *La vie associative des migrants : quelles (re) connaissances ? Réponses européennes et canadiennes*, Paris, L'Harmattan, p. 181-202.
- Vatz-Laaroussi, M., Kanouté, F., et Rachédi, L. (2008). « Les divers modèles de collaborations familles immigrantes-écoles : de l'implication assignée au partenariat », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 34, no. 2.
- Vega, J. (2010). « A neorepublican cultural citizenship: beyond marxism and liberalism », *Citizenship Studies*, vol. 14, no. 3.
- Wallerstein, I. M., Horsey, C., et Geze, F. (2006). *Comprendre le monde : Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte.
- Walzer, M., et Cantoni, C. (2003). *Raison et passion: pour une critique du libéralisme*, Belval, Circé.
- Wang, L. (2007). « Diaspora, identity and cultural citizenship. The Hakkas in "Multicultural Taiwan" », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 30, no. 5.
- Wang, L. (2014). « Cultural rights and citizenship in cultural policy: Taiwan and China ». *International Journal of Cultural Policy*, vol. 24, no. 1.
- White, D. (1994). « La gestion communautaire de l'exclusion », *Lien social et Politiques*, no. 32.
- White, D. (1997). « Quebec state and society », dans M. Fournier, M. Rosenberg et D. White (dir.), *Quebec Society. Critical Issues*, Scarborough, Prentice Hall, p. 17-44.
- White, D. (2012). « L'institutionnalisation de la résistance : la politique québécoise de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 53.
- Yatera, S. (2004). « Dynamiques associatives, co-développement et citoyenneté : le cas des liens France/Afrique », dans J. Gatugu & A. Manço (dir.), *La vie associative des*

migrantes : quelles (re) connaissances ? Réponses européennes et canadiennes, p. 67-78). Paris: L'Harmattan, p. 67-78.

Young, I. M. (1989). « Polity and group difference: a critique of the ideal of universal citizenship », *Ethics*, no. 2, vol. 99.